

DELIBERATIONS
DU
CONSEIL MUNICIPAL

1908



FABRIQUE
DE REGISTRES.

Spécialité
de Registres imprimés
POUR NOTAIRES,
pour Offices ministériels
Maisons de Banque

PAPETERIE DORVILLE

FRAZIER-SOYE Successeur

Anc^e 6, Rue d'Aboukir. Transférée 153, RUE MONTMARTRE

PARIS

Ce modèle étant conservé pour renouveler
le papier, il suffira d'indiquer le
N^o. à cette fin en quinze jours à l'avance.

N^o.

159062

Sent le 19 Juillet 1914

République Française.

Année 1908 208

Procès-verbal

de l'instillation du conseil municipal
et de l'élection d'un Maire et de deux adjoints

Le vingt-sept juillet 1908 à la fin du mois de juillet, à dix heures du matin, les membres du Conseil municipal de la commune d'Argentière, proclamés par le Bureau électoral à la suite des opérations du 3 mai 1908 se sont réunis dans la Salle de la Mairie sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles 76, 77 et 78 de la loi du 5 avril 1884.

Étaient présents MM. les Conseillers municipaux :

1. Cadet aristide	13. Gourouhaud Pierre
2. Chaigneau Jacques	14. Serre Ernest
3. Colignas Alphonse	15. Gau Jean
4. Habermann Jean	16. Flotot Pierre
5. Zabot Louis	17. Dubuy Alphonse
6. Gerbaud Eugène	18. Théodore Léonard
7. Guenat Léonard	19. Frassetto Jules
8. Condurier Léonard	20. Cadet Jean
9. Cauchie Jean	21. Fayolle François
10. Gery Martial	22. Lagarde Léonard
11. Pétignaud Jean	23. Pollet Ernest
12. Fournot Jules	

Absent : Meauf
Monsieur Dubuy Alphonse, le plus âgé des membres du Conseil, a pris conduite la présidence
Le Conseil a choisi pour Secrétaire honoraire Colignas

Election Du Maire

1^e tour de scrutin

Le maire, après avoir donné lecture des articles 76, 77 et 80 de la loi du 5 avril 1884, a invité le conseil à procéder, au scrutin secret à la majorité absolue des suffrages, à l'élection d'un maire.

Chaque Conseiller municipal, a l'obligation de donner son avis, à ce sujet au Président du Bureau. Le vote écrit sur papier blanc est déposément au bureau. Le vote a donné les résultats ci-après :

DÉLIBÉRATIONS

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne
à décliner : Bulletins blancs ou nuls :
Reste pour le nombre des suffrages exprimés
Majorité absolue

33
1
31
11

Ont obtenu : M. Pradet vingt et un voix (20)
M. Pradet Gustave ayant obtenu la majorité absolue, a été
proclamé Maire.

Election du premier adjoint

Il a été procédé ensuite, dans les mêmes formes et sous la
présidence de M. Pradet Gustave élu maire, à l'élection du
premier adjoint.

M. Léonoullier a donné les résultats suivants :

1^{er} tour de scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	33
A décliner : Bulletins blancs ou nuls	1
Reste pour le nombre des suffrages exprimés	31
Majorité absolue	11

Ont obtenu : M. Flétout Pierre dix-neuf voix (19)
M. Chauvin Jacques deux voix (2)
M. Flétout Pierre ayant obtenu la majorité des suffrages
a été proclamé adjoint.

Election du second adjoint

Il a été ensuite procédé dans les mêmes formes, à l'élection
du second adjoint.

1^{er} tour de scrutin

Le dénombrement du scrutin a donné les résultats suivants :	
Nombre de bulletins trouvés pour l'urne	23
A décliner : Bulletins blancs ou nuls	1
Reste pour le nombre des suffrages exprimés	21
Majorité absolue	11

Ont obtenu : M. Chauvin Jacques vingt et un voix (21)
M. Chauvin Jacques ayant obtenu la majorité des suffrages
a été proclamé adjoint.

Observations et reclamations.

Le Président a déclaré M. Flétout Pierre et

DÉLIBÉRATIONS

Chauvin Jacques installés en qualité d'adjoints
et ont signé les mandats permanents.

Le décret d'âge

Dupuy

de Secrétaire

Flétout Sagard

Chauvin

Pradet Gustave

Fournet

Gagnard Reboul

Gouaud

Hervé Parigot Chauvel

Boutinier & Roux

Perruq

Marie

Antoine

Flémery

Janet

Séance du 28 juillet 1908

Deux mil neuf cent huit le vingt huit du mois de juillet à
six heures 1/2 du matin, le conseil municipal de la commune
s'est réuni à l'assemblée au lieu ordinaire à ses séances, au nombre
de vingt-huit en session ordinaire sous la présidence de M. le Maire
Pradet Gustave conseiller général, en suite de la convocation faite
par le le Maire à la tête communale, le vingt-quatre de ce mois
présents : M. le Gouverneur Gustave Marie, Flétout et Chauvin
adjoints, Couinas, Gralouau, Lagané, Fauboulin, Gane Reboul,
Parigot, Chauvel, Perruq, Fournet, Gagnard, Boutinier
Roux, Marie M. Gagnard, Pétinard, Pradet Gustave, lorsque furent
la majorité des membres en exercice et furent déclarés d'après lecture
de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884.

Objet : 66. D'après le Procès-verbal.

Le Président a ouvert la séance. Il a été en communication de l'article 53 du Règlement
procès-verbal immédiatement. L'obligation d'un fonctionnaire faire faire le décret de conseil
d'arrondissement à la majorité des suffrages, est dérogé pour remplir l'ordre du jour
du procès-verbal de la séance si celle-ci est le 1^{er} et 2^{me} partie.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Nomination

Trésorier au sort des commissaires

- Il est procédé ensuite sur la proposition du Maire au sujet
au sort des commissaires permanents du conseil. 1^e: Fréneau;
2^e: travaux publics - 3^e: construction publique - 4^e: Taxe.
1^e: Commission: M. Babet; Dupuy; Fraisset; Gassut; Meunier.
2^e: Commission: M. Souffre; Gory; Serre; Couture; Roux;
3^e: Commission: M. Tardieu; Denoncourt; Péturaud; Gerbaud; Conignas.
4^e: Commission: M. Fournet; Gane; Chézat; Lagard; Grabouaud.

Le Maire propose au conseil d'adopter un vote faisant connaitre la résolution de poursuivre dans la limite des ressources de la commune l'exécution du programme de la majorité et qui comprend

- 1^e: La construction des parties des chemins de:
- M. Monnotin à l'grave.
1^e: La construction des écoles d' Eymoutiers - la réparation de l'école de Bussy. - La construction de l'école de la Roche.
2^e: La construction de parties des chemins de:
- M. Monnotin à l'grave.
- du lac à l'ottelle Made.
- du N° 9 à Raymond.
- de Pyratteaux à Gerasse.
- du N° 110 aux premières maisons de Beaufourges.
- de la Forte à la route de Vimeugne.
3^e: Réfection des égouts.

- 4^e: Restauration de l'Hôtel de Ville.
5^e: Réparation d'un bassin d'eau
6^e: achat de la zone de captation des eaux de la V. M.

Monsieur Fraisset demande à ajouter à ce programme la suppression de perceptrice.
L'augmentation du salaire des employés de la Ville.
L'aménagement du champ de foire.
Après discussion à l'agence M. Fournet fait plusieurs consultations, si Fraisset n'entre la proposition de suppression des perceptrices.

L'augmentation du salaire des concierres est approuvée
à l'exception de l'aménagement du champ de foire. M.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Consignas formule une proposition plus précise tendant à l'établissement d'attaches pour le détail et la nomination d'une commission spéciale.

Le conseil se range à cet avis.

La proposition du Maire ainsi modifiée est mise aux voix et adoptée.

Le Maire pris le conseil de souhaiter bien confirmer une délibération antérieure du 6 octobre 1907 relative à la réparation d'un réservoir d'eau potable.
Le conseil après discussion décide la mise en application les travaux conformément aux plans et devis établis par Monsieur Joly architecte et ouvre aux chapitres additionnels de 1908 un crédit de 787.73 pour faire face au montant de la dépense.

Monsieur Lagarde propose au conseil de nommer un surveillant des travaux de réparations au réservoir d'eau qui sera payé par la commune.

Monsieur Gane fait observer que cette dépense ne leur paraît pas nécessaire mais que le conseil pourrait charger un de ses membres qui a très peu de charges d'effectuer une surveillance suffisante.

Monsieur Gane est désigné par le conseil

Le conseil conformément à la proposition de Consignas nomme une commission spéciale de cinq membres pour l'aménagement du champ de foire aussi composée

M. le. Conignas. - Lagard. - Fraisset. - Gerbaud. - Serre.

Le Maire présente au conseil une demande d'allotter à titre de soutien de famille en faveur de Monsieur Gréhan à l'agricole. Le conseil donne un avis favorable.

Le Maire communique au conseil une demande de bourse à l'école nationale d'arts et métiers d'Angers fournie par les parents du jeune Fourcot.

Le conseil après délibération donne un avis favorable à la demande de Monsieur Fourcot.

Le Maire soumet au conseil une réclamation de M. Brenac notaire qui demande le paiement par la commune

adjudication d'un bassin
d'eau potable

Proposition de M. Lagarde

Aménagement du champ
de foire

Demande d'allocation à
titre de soutien de famille

Demande de bourse

Reclamation Brenac

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

du puits occasionné par le travail qu'il a fait exécuter devant sa maison par suite d'infiltration d'eau qu'il dit provenant des aqueducs et fontaines de la Cité.

Le Conseil après discussion à laquelle prennent part Messrs de ses membres, et conformément à l'avis de Monsieur Roux chargé de traiter dans le cas où la Cité serait en cause d'offrir à M. Bénard une certaine somme qui lui serait payée après acceptation ultérieure par le conseil.

Enlèvement des bennes

M. Meunie fait connaître au conseil que malgré les très réelles difficultés des bennes à la Cité, il n'a exécuté l'évacuation qu'à une fraction irrégulière, que les dépôts de fumier déversent dans les rues plus de quinze jours que cet état de choses ne peut surer surtout pendant les périodes de sécheresse à laquelle nous nous trouvons. Sur ces conditions il y a lieu d'exiger de l'Administrateur, sinon l'exécution intégrale du cahier des charges au moins l'évacuation des bennes tous les deux jours.

Monsieur Frasseti demande la permission de proposer au conseil de prendre une décision tendant à faire enlever tous les matériaux bois de chauffage, de travail, voitures et charrettes qui se trouvent sur la voie publique.

M. Meunie fait observer que prendre une mesure aussi absolue et si radicale n'aurait de commun avec l'administration des bennes, qu'il faudrait une entente préalable à l'exercice de certaines prérogatives, par suite de manque de cours ou de manque d'autorisation de la Cité d'Yverdon, mais que néanmoins il y a lieu réglementaire de tenir les matériaux

qui sont temporaire et après autorisation.

Le Conseil après discussion passe contre la proposition de M. Frasseti et décide d'obliger l'Administrateur des bennes de la Cité à procéder à leur évacuation tous les deux semaines, le vendredi et le samedi avant 10 heures du matin.

Dans le cas où l'Administrateur refuserait de se conformer à cette décision, le conseil autorise à M. Meunie d'utiliser tous ses pouvoirs à contraindre l'Administrateur par tous les moyens de droit à l'exécution intégrale du cahier des charges.

Election de deux délégués

Le Président a donné lecture des articles transcrits ci-dessous des lois du 15 juillet 1893 et 5 août 1879 sur l'assistance médical gratuite de l'administration communale.

Il a ensuite invité le Conseil à procéder, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à l'élection des deux délégués qui devront faire partie de l'commission administrative de l'Hospice.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Chaque conseil de municipalité a l'effigie de son nom, a écrit son bulletin de vote sur papier blanc et la remis, joint au Bulletin de dépouillement du vote à communiquer à l'assemblée et donner le résultat suivant.

Premier tour de scrutin		
Tombé le bulletin blanc sans nom		81
le suivant : M. Meunie blanc ou ne contenait pas une désignation suffisante, ou dans lequel les votants se sont porté vaincu		1
Reste pour le nombre des suffrages exprimés		20
Majorité absolue		11
Part obtenu :		
M. Gratzmann Jean	des huit voix	18
Roux Charles	des huit voix	18
Dassens	une voix	1
Guez	une voix	1
Lagarte	une voix	1
Dupuy	une voix	1

M. M. Gratzmann Jean et Roux Charles candidats municipaux ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés élus.

M. Roux Charles accepte ce mandat.

Observations et reclamations : M. Meunie a déposé à cette

Fraudel Théodore Bénédict Lamy
Conferier Dassens
Mabed Dupuy
Roux Chizzah Dr François

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 5 juillet 1908

Le maire ayant ouvert le conseil le mardi 30 juin 1908 à 10 heures du matin, le conseil municipal de la commune d'Ymonville a délibéré au cours ordinaire de ses séances, au nombre de quinze, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur le Maire André Guérin, conseiller général en suite, et la convocation fut par le conseil le Mardi 30 juin lorsque la séance commence le premier de ce mois.

Présents à la séance : le Maire André Guérin, Maire et chanoine adjointe, Couignac, Rabot, Stalouin, L'agard, Ponthieu, Chauvin, Guérin, Gane, Tantoulier, Gasset, Cugny, Germain, Courteau, Poëte, Mauricette, Frassier.

Abstiens : le Dr. Guenoult, Fournet, Potemps, Long, lesquels, ayant la majorité des membres en exercice, ne peuvent délibérer dans les termes de l'article 58 de la loi du 5 août 1854.

1^e Président a ouvert la séance.
Il a été, en conformité de l'article 58 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire, avec l'aide du conseil. Monsieur Couignac ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions dudit poste.

Le Maire - Voté : 1: la séance ouverte est déclarée adoptée.

1^e Délibération

Sur la proposition du Maire le conseil municipal a voté une somme de 300 francs, qui sera distribuée aux personnes les plus nécessiteuses, victimes de l'orage du 28 juin dernier. Il a été décidé que sera portée aux habitudes additionnelles du Budget de 1908.

1^e Délibération

Le Maire soumet au conseil le compte de gestion de l'Hospice rendue par le receveur municipal. Les recettes et des dépenses effectuées depuis le premier janvier 1907 jusqu'au 31 mars 1908 établi en recettes à la somme de 9871,56 et en dépenses à la somme de 8966,98, approuvés par la commission administrative.

Le conseil approuve le dit compte.

2^e Délibération

Le Maire soumet au conseil le compte administratif de l'Hospice pour 1907 établi en recettes à la somme de 9971,56 et en dépenses à la somme de 9964,98.

Le conseil approuve le dit compte.

3^e Délibération

Le conseil approuve le Budget de l'Hospice pour l'année 1908 établi par la commission administrative. Il est établi en recettes et en dépenses à la somme de 9724.

Vote d'une indemnité aux personnes victimes de l'orage du 28 juin

Compte de gestion de l'Hospice

Compte administratif de l'Hospice

Budget de l'Hospice

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

4^e Délibération

Le conseil approuve les chapitres additionnels au budget de 1908 de l'Hospice établis par la commission administrative. Il est établi en recettes et dépenses à la somme de 4751,58.

5^e Délibération1^e conseil.

Le conseil favorable à la commission d'administration du collège et après examen approuve le compte de gestion le est établi en recettes et dépenses à la somme de 25848,29 et en dépenses à la somme de 24581,01.

6^e Délibération2^e conseil.

Le conseil favorable à la commission d'administration du collège et après examen approuve le compte d'administration d'établissement établi par le Maire. Les recettes et des dépenses effectuées depuis le 1^{er} janvier 1907 jusqu'au 31 mars 1908 et établi en recettes à la somme de 25848,29 et en dépenses à la somme de 24581,01.

7^e Délibération

Le Maire soumet au conseil le Budget du collège pour l'année 1909 présenté par le bureau d'administration.
Le conseil approuve la délibération voté le Budget en recettes à la somme de 32298,75 et en dépenses à la somme de 31550.

8^e Délibération

Le Maire soumet au conseil les chapitres additionnels au budget de 1908 du collège préparés par le bureau d'administration.

Le conseil a une délibération voté le budget additionnel en recettes à la somme de 7597,02 et en dépenses à la somme de 5614,02.

9^e Délibération

Le conseil a pris la délibération suivante :
Le compte rendu par le Sieur Comte Receveur municipal, de ses recettes et dépenses depuis le 1^{er} janvier 1907 jusqu'au 31 décembre suivant, jusqu'à l'appel du compte final de l'exercice 1906, 2^e les recettes et les dépenses faites pendant le mois de l'exercice 1907, 3^e les recettes et les dépenses concernant les services hors budget ;

Il a détaillé les opérations finales de l'exercice 1907, établi en regard du conseil précédent, et présentant les recettes et les dépenses pour le 1^{er} exercice, pendant les trois premiers mois de la gestion de 1908.

Sur les pieces justificatives rapportées à l'appui tant du compte de la gestion 1907 que des opérations complémentaires effectuées en 1908.

Sur les budgets principaux et additionnels, des recettes et des dépenses

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Prises en la séance 1907, arrêtées par le Conseil du département, et les autorisations spéciales demandées et délivrées pendant le exercice 1907 ayant entériné et approuvé le compte administratif, sans l'opposition de la Mairie à l'expédition des dépenses par les mandataires, la municipalité a effectué les dépenses par ses mandataires, la municipalité toutefois n'a effectué, et justifié par la commune, une partie ;

D'obéissance :

Article 1^e. - Statuant sur la situation du comptable au 31 décembre 1907, sur le règlement et l'arrangement pour la Cour des comptes, conformément aux articles 47 et 157 de la loi du 5 avril 1884. Le conseil admet les recettes de la gestion de 1907 pour la commune de 19009.78
Des dépenses, pour elle de 65227.92
Fixe l'excédent de la rente à 13581.80

Et attendu que, par l'article du compte précédent, le
comptable a été reconnu débiteur de 35228.23

Déclare le comptable débiteur, sur son compte
de gestion 1907 de la commune de 48360.03

Article 2. - Statuant sur les opérations de l'exercice 1907, dont le règlement et l'arrangement pour la Cour des comptes, le conseil admet les opérations effectuées tant pendant la gestion de 1907 que pendant le premier mois de la gestion 1908, savoir :

En recette, pour 73564.68
En dépense, pour 61694.14

Où il résulte un excédent de rente de 11870.54

Le résultat définitif de l'exercice 1906 ayant présenté un excédent de rente de 30869.78

Le résultat définitif de l'exercice 1907, égal au résultat du compte d'administration même exercice est un excédent de rente de 42740.32

10^e Délibération

Le conseil a pris la délibération suivante : à la Mairie ayant cédé la faute à la présidence : le Maire toutefois, désigné par le conseil comme président, n'a pas voté relatif au compte de son administration ;

Or le rapport de M. le Maire,

Or les diverses ordonnances et instructions ministérielles sur la comptabilité des communes et notamment celle du 24 avril 1884 et 10 avril 1885 ;

Or le décret du 31 mai 1868 ;

Or la loi du 5 avril 1884, article 151 ;

Le conseil, après l'avoir fait reproduire le budget de l'exercice 1907 et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

et celui des mandats délivrés par la Mairie ordonnante, le constate. La démission de l'exercice 1907, accompagné de l'état de situation sur l'exercice, ainsi que l'état des restes à payer reportés sur 1907 ;

Procédant au règlement définitif du budget de 1907, propose de fixer gracieusement l'excédent des recettes et des dépenses du 1^{er} exercice, savoir : Recettes Les recettes, tant ordinaires qu'extraordinaire, de l'exercice 1907 évaluées par le budget à 114394.33, ont été déboursées par les titres de caisse et des créances à recouvrer, le somme de 104461.46
Laquelle il convient de déduire celle de 37.

Savoir : pour leur valeur historique au compte du revenu pour restes à recouvrer également justifiés et qui devront porter au compte au prochain exercice 37.

On moyen de fixer la rente de 1907 somme suffisamment fixe à la somme de 104434.46

Les dépenses évaluées au budget de 1907 doivent à 59185.15

Il faut y joindre celles qui ont été l'objet de crédits supplémentaires accordés dans l'exercice de l'exercice 35118.87
Total des dépenses prescrites 114306.02

De cette somme il faut déduire celle de 53609.88

Savoir : 1^e Crédit au porteur dû des restes sans emploi
comme excédent le montant resté des dépenses 47657.06

2^e Dépenses faites, mais non ordonnancées avant le 15 mars 1908, et à reporter aux budgets suivants.

3^e Dépenses ordinançées mais non payées avant le 31 mars 1908 et incorporées au budget de 1907 2953.82

Somme égale 53609.88

On moyen des déductions ci-dessus, les dépenses de l'exercice 1907 doivent suffisamment fixe à 61694.14
Les recettes de toute nature étant de 104434.46

Les dépenses de 61694.14

Il reste par conséquent, pour excéder de la somme de 43460.32
Laquelle sera portée au chapitre des recettes supplémentaires du budget de l'exercice 1908.

Toutes les opérations de l'exercice 1907 sont intégrées suffisamment dans les crédits annuels.

La présente délibération sera tenue, comme pièce justificative, au compte administratif.

11^e Délibération

Le conseil a pris la délibération suivante : Or le budget prévisionnel pour 1909.

Or la loi des finances du 31 juillet 1867, art. 16 ;
affirme que cette dépense, fixée à 765.07 pour la commune d'Ymonville ne peut être couverte au moyen des revenus du budget

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires;

Sur les lots, il y a nécessité de créer de nouvelles ressources, Vote, par addition au principal des quatre contributions, trois centimes 9/10 devant produire environ la somme de 165.00, renouvelable en 1909, pour subvenir à la dépense de traitement du gué de charrue pendant la dernière.

Vote de centimes pour dépenses facultatives

12^e Délibération

Le conseil a pris la délibération suivante:

Vu le budget proposé pour l'exercice 1909;
Considérant sur les recettes ordinaires et extraordinairest établies aux chapitres 1 et 3 du dit budget un déficit qui a 34.480.06.
Tandis que les dépenses annuelles ordinaires et extraordinairest proposées à ce budget sont établies 1 et 2, il devient à ... 55.548.66
et d'où il résulte une insuffisance de ressources de 1063.60

Vote pour l'année 1909 une imposition extraordinaire de cinq centimes additionnées au principal des quatre contributions devrait devant produire une somme de 1063.60 environ, sans le but de couvrir ce déficit et régulariser le budget

13^e Délibération

Le conseil a pris la délibération suivante:

Vu le budget proposé pour 1909

Vu la loi sur finances du 31 juillet 1867 art 6;

Alors que la dépense de l'assistance médicale fixée à 2116.20 pour la commune d'Assunção ne peut être couverte au moyen des revenus du budget qui sont déjà insuffisants pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires; alors des lots l'état et le département viendront en aide dans la proportion de 10% que la part de la commune reste à hauteur fixée à 1869.70 que celle dernière somme est couverte par le 1/6 du produit des contributions de terrain dans la commune soit 10.46 et par le produit d'impôt sur la communication, les taxes et nouvelles taxes votées votées par une délibération antérieure en 1895 soit 211, l'Etat propose encore à renouveler la somme de 318.78 pour y adoucir l'an de créer de nouvelles ressources.

Vote par addition au principal des quatre contributions un centime 3/10 le minimum devant produire environ la somme de 318.78 renouvelable en 1909 pour faire face à la dépense relative à l'assistance médicale.

Vote de centimes pour l'assistance aux vieillards infirmes et incurables

14^e Délibération

Le conseil vote par addition au principal des quatre contributions deux centimes devant produire la somme de 425 renouvelable en 1909 pour faire face à la dépense relative à l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables conformément à la loi du

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Vote de centimes pour l'entretien des chemins vicinaux

14 juillet 1905

15^e Délibération

Le conseil

Vu la loi du 21 mai 1886, l'instruction générale du 6 Décembre 1890 et l'ordonnance fond sur les chemins vicinaux;

Vu l'article 5 de la loi du 31 mars 1903

Vu le rapport des autorités sur la situation des chemins vicinaux ordinaires, sur les dépenses faites en 1909, et sur l'emploi à donner aux reçus jusqu'en 1908;

Le conseil se réunit en séance de M. le préfet du département en date du 5 mai 1908

Vu le budget approuvé pour l'année courante et les comptes rendus, fait par le Maire, mis par le Recouvre municipal, des recettes et des dépenses de l'exercice expiré, remises lesquels. Considérant que le relèvement des ressources des chemins vicinaux de cet exercice est faible.

Considérant que le produit des trois journées de prestations et des cinq centimes spéciaux ordinaires donnent une somme de 399.76 que cette somme n'est pas suffisante pour couvrir les dépenses d'entretien par milles courtes, pour les chemins vicinaux de la commune, que l'entretien en faveur d'assunção devient au moins le huit centimes par mille à cause de l'asphalte exceptionnel de la route reliant Assunção à la commune, qui n'est donc pas dans le volet d'autres ressources que les trois journées de prestations et les cinq centimes ordinaires.

Délibération:

La commune sera imposée en 1909 de 1^e trois journées de prestations dont le produit est évalué à .5337.15
cinq centimes spéciaux ordinaires évalués à 1063.61
Total 6399.76

Sur cette somme seront prélevés les contingents des chemins de grande communication.

Le conseil détermine néanmoins le détail du budget des ressources sur les chemins vicinaux.

Pour ce qui est de l'emploi à donner au relèvement de 1908 le conseil décide qu'il sera statué dans une séance ultérieure

Le conseil le constitue en comité pour examiner
le budget du 14 juillet 1905

10^e le Conseil donne lecture

Le budget du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables pour la période .

2^e la constitution

N° D'ORDRE

Budget pour 1909

Chapitres additionnels

Assistance aux vieillards
infirmes et incurables
(fixation du taux de l'allocation)

DÉLIBÉRATIONS

16^e Délibération

Le conseil voté l'adoption du Budget de 1909 en recettes et en ce dépenses à la somme de 46500⁵⁴

17^e Délibération

Le conseil après avoir entendu les officielles locales, par la Mairie et par l'assemblée établit les chapitres additionnels au budget de 1908 en ce qu'il est en dépenses à la somme de 56600⁵⁴

Mme Monique le fait devant le greffeur

18^e Délibération

Le conseil de constitue en comité secret conformément à la loi du 14 juillet 1905

Monture le Président donne lecture.

1^e Le texte de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources.

2^e Les instructions de M. le Ministre à M. le Maire, relatives à la fixation du taux de l'allocation mensuelle fixée à l'article 13 du règlement départemental.

Il invite ensuite l'assemblée à délibérer sur la fixation du taux de l'allocation mensuelle pour l'assistance à domicile.

Après discussion le conseil municipal évoque aussi qu'il soit à la somme nécessaire pour l'entretien, pendant un mois, d'une personne entièrement soumise à ses ressources.

l'entretien FR. 3

L'ép努ut 3

l'habillement 3

le chauffage 3

Il arrête en conséquence à souve franc le taux de l'allocation mensuelle pour l'assistance à domicile dans la commune.

19^e Délibération

Le conseil après avoir pris connaissance 1^e du rapport des réclamations adressées à la Mairie 2^e de l'état nominatif des vieillards infirmes et incurables proposées pour l'admission à l'assistance par la commission administrative de l'Asile, il nomme le ministre à l'assistance, règle les conditions dans lesquelles elles seront assistées 1^e des personnes ayant leur domicile de leurs dans la commune 2^e des personnes n'ayant pas leur domicile de leurs dans la commune.

La partie ainsi arrêtée comprend personnes dans la commune partie.

Cocherier Jeanne veuve ancien ménage à l'assemblée le 27 février 1832 vieillard Moncay Marie 0^e Gille née à l'assemblée le 3 décembre 1837 vieillard Peyrolle Léonard née à l'assemblée le 23 juillet 1838 vieillard Berby Marguerite 0^e Blundore née à l'assemblée le 20 février 1824 vieillard

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Vauquel François veuve s'abre née à l'assemblée le 23 juillet 1837 vieillard

Massipou auve veuve Gérard née à l'assemblée le 6 mai 1829 vieillard

Bonelle auve veuve Barbier née à l'assemblée le 6 janvier 1836 vieillard

Satais Martin née à l'assemblée le 18 octobre 1829 vieillard

Painet Marguerite Greve Satais née à l'assemblée le 8 mai 1834 vieillard

Beugnonnaud veuve Jeanne Pelt née à l'assemblée le 25 juillet 1836 vieillard

Riffraud 0^e veuve Renard née à l'assemblée le 23 janvier 1839 vieillard

Jaillardou Jean née à l'assemblée le 1^e avril 1823 vieillard

Ferniquet 0^e épouse Fabrion née à l'assemblée le 5 juillet 1836 vieillard

Chambartaud Marie 0^e Gataud née à l'assemblée le 8 avril 1838 vieillard infirmie

Serre Léger Cécile Édouard

et une personne dans la 3^e partie

Supplément Mairie au conseil de la commune de Nodet ou elle a conservé son domicile de service et par le taux de son allocation à 6 francs par mois

20^e Délibération

La Mairie communique au conseil le dossier du Siège Court Léonard à usage qui serait conservé son domicile de service dans la commune d'Eymoutiers

Le conseil après examen accepte la demande du Siège Court et décide de faire remonter le service au 1^e janvier 1908

21^e Délibération

La Mairie communique au conseil des dossiers et demande l'assistance à l'assemblée aux vieillards infirmes et incurables, dont la commission de l'Asile faisant fonction de bureau d'assistance et de son siège tout avise tendant au reflet

Le conseil après examen des dossiers et l'avis de la commission de l'Asile, prononce la non admissibilité à l'assistance des personnes Juvier Étienne, Guerry Auguste, Denysou Jacques, Denysou Jean, Grabemont 0^e dont les enfants sont en état de leur venir en aide pour leur service à leurs besoins; Bragadois François, Eglane Jean, Champfran Marie auve et Favat Marguerite qui n'ont pas atteint l'âge de 70 ans, et à l'avis de la commission de la commune que celles-ci soient érigées à

22^e Délibération

Le conseil émet le vœu que le 6^e l'Asile fasse agrandir la gare des marchandises et demande la création d'un nouveau lieu d'embarquement, celui qui existe étant insuffisant pour soutenir l'extension toujours croissante de la commune et ouvrir d'Eymoutiers

23^e Délibération

La Mairie propose au conseil d'émettre un vœu tendant à ce que le départ du train 885 d'Eymoutiers sur Limoges qui a été

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

avancé de trente minutes soit réclamé et fixé après les heures toutes le soi

1^e voix est adopté

Brain supplémentaire

Sur la proposition du Maire le Conseil adopte une voie temporaire à l'établissement d'un train supplémentaire entre Givry et Vézelay. Tout le trajet d'Givry vers Vézelay serait fait en huit heures. Le matin, le premier train éteint beaucoup trop matinal pour les voyageurs des environs d'Givry.

2^e Délibération

M. Bourdin Pradelle propose que le débâlage des classes d' Gymnastique soit fait par des gars de service. M. Maire fait observer que ce système a été examiné par l'administration et jugé à ce qu'il a été proposé en raison de la sécheresse relative qui existe qui au résultat nait, non seulement pour les Ecoles d' Gymnastique mais aussi pour celles de Bussy, de La Roche, de Bette, qui peuvent profiter aux mêmes tractrices cette mesure ne pourrait être prise si au péril la crise dans nos ressources par vote de cotisations additionnelles après discussion le conseil rejette la proposition.

2^e Délibération

M. Bourdin Pradelle propose au conseil d' faire reconnaître l'usage des cabinets de l'école de garçons.

M. Maire fait observer que l'usage n'est pas contesté à l'établissement et à l'entretien de celle que n'est pas parmi les autres, que l'origine de cette mesure est contestable, que la dépense élevée que ce résultat résulte d'une partie construction serait peu importante, l'inconvénient de l'école de garçons devrait être immédiatement après la construction du poste solaire.

La séance est levée à midi

D'Alton

Tayart

Pradelle

Babot

Chodat

Pradelle

Babot

Paujou

Pradelle

Dasson

Pradelle

Babot

Paujou

Pradelle

Babot

Paujou

Pradelle

Babot

Paujou

Pradelle

Babot

Paujou

Pradelle

Balayage des classes

Verse des cabinets de l'école de garçons

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

Seance du 27 Septembre 1908

Le matin nous avons été jusqu'à 8 heures à l'heure où nous nous sommes assemblés au lieu ordinaire de nos séances, au nombre de 16, soit en session ordinaire sous la présidence de M. Bourdin le Docteur Pradelle Maire, conseiller général en suite de la convocation faite par le Maire de la ville commune, le vingt trois juillet mois.

Présents : M. le Docteur Pradelle Maire, Pétrot et champion, Chodat, Cougnas, Rigotier, Bourdais, Babot, Paujou, Pradelle, Gantet, Jean, Dasson, Fournet, Gabaud, Couturier, Serré, Chodat, Roux, Pradelle.

Lesquels formés la majorité des membres en exercice et pourront délibérer dans les termes de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884.

Absent : M. le Docteur Paujou, Géry, Chezat, Gracinaud, Guérinot, Gérinot.

Le trimestre a ouvert la séance

Il a été, en conformité de l'article 53 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil.

M. Chodat ayant obtenu majoritairement la majorité des suffrages, a été élu pour remplir ces fonctions jusqu'au austérisme.

Le procès verbal de la dernière séance est lu et adopté après une observation de M. Pradelle qui déclare n'avoir pas voté le budget dans les conditions où il a été présenté.

2^e Délibération

La séance a été mise sur le bureau

1^e le tableau d'alimentation de classement des chemins afférents à la ville commune ; 2^e le procès verbal de reconnaissance des lieux bâties et bâchées ; 3^e le rangement des agents-voyageurs et le plan d'attribution ; 4^e le procès verbal de l'assemblée.

Après avoir délibéré sur chacun des articles du dit tableau le conseil :

Considérant que des deux bâches le bleu rouge est le plus court et le moins coûteux, il décrera les mêmes servies aux populations intéressées, que la construction de ce chemin est indispensable.

Il sera fixé à la fin de déclarer chaque année au moins une portée sous le numéro 16 et dans les bâches le largueur conformément aux instructions portées à la colonne 9.

3^e Délibération

Le conseil municipal vota la prorogation pendant l'année 1909 des instruments et tarifs actuellement en vigueur de l'Office d'Hygiène.

N° D'ORDRE

achat de pylônes pour les
lampions à arc.

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire soumet au conseil divers modèles de pylônes pour les lampions à arc.

Le conseil après discussion donne l'autorisation à la commission du travail public de choisir et de commander l'achat de 3 pylônes dont le prix ne dépassera pas le montant de 300 francs.

Construction des bassins

Le Maire fait connaître au conseil que l'il n'a pas fait mettre le bassin d'eau en adjudication, c'est à la demande de plusieurs de ses collègues du conseil municipal qui lui ont fait remarquer qu'il serait préférable d'inviter à construire deux nouveaux sur un terrain plus élevé et moins abonné.

Le conseil a été chargé à l'adjudication de faire prendre part plusieurs de ses membres à l'exposition du Maire et l'autorise à faire dresser par un architecte les plans et devis pour la construction des deux bassins.

Assistance aux bieillards
infirmes et incurables

Le conseil s'était constitué en comité local pour l'assistance à la loi du 24 juillet 1903.

Le Maire communique au conseil divers documents sur l'assistance qui demandent leur inscription à l'assemblée des délégués, approuvée et autorisée.

Le conseil a été examiné et l'avis de la commission de l'assistance fait fonction de Bureau d'assistance, énonçant l'admission à l'assistance à l'ensemble des personnes âgées de quarante ans ou plus, châssaine, Roquetaillade, Lézignan, Gabian, une partie d'Alaigne, Roquetaillade toute congoisse.

Sept personnes sont nommées : Mathieu Cornet, Mathurin Pouze, Martin Pierre, leurs enfants étant en état de subvenir à leurs besoins, et Mathurin Pierre Laurent, également pour 3^e comme adjoint aux délégations d'au moins 3 ans.

Le Maire soumet au conseil une demande de faire élouer le chêne de l'école.

Le conseil, après examen et l'avis de la commission de l'assistance refuse la demande de faire élaguer le chêne de l'école comme demandé par l'un de ces deux derniers.

Le Maire soumet au conseil un dossier d'une demande de la commune d'Argelès-Médocaine à M. Michel Agapit qui habite actuellement Saint-Rémy, mais qui ayant servi son domicile de résidence dans la commune d'Argelès.

Le conseil, après examen et l'avis de la commission de l'assistance rejette la demande de la commune d'Argelès.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Votre Maire, ses collègues fait en état de subvenir à ses besoins.

Le Maire communique au conseil une demande de la commune Boucau-Marié actuellement à l'assistance à demander l'indemnité d'Hopital.

Le conseil après discussion décide que la commune Boucau-Marié sera hospitalisée.

Sur la proposition de Monsieur Gau et Gouignas, le conseil vote l'entierement de tous les matériaux, lames, bois, voitures, de ce qui encombre la voirie publique.

La séance est levée à midi.

Pétrit Gayard, P. Béchet, Dumouchet, Rabat, N. R. J., J. P. Baudouin, J. B. Béchet, Montagnac, J. P. Baudouin, Chazille, Portugues, Tressat, Dussas, C. Gouraud, Couturier, P. Baudouin, Béchet, Bérengier

Séance du 29 Novembre 1908

On met tout en ordre pour la réunion du vendredi 29 novembre à midi. Le conseil municipal et la commune s'assemblent au lieu ordinaire de ses séances au nombre de vingt-huit en session ordinaire sous la présidence de Monsieur le Gendre Pradet. Le Maire consulte général en suite de la convocation faite par Monsieur le Maire le vendredi 28 novembre 1908.

Présents M. le Gendre Pradet, M. Pétrit et champion, M. Gouignas, Seguin, Gouinière, Gouinbault, Babet, Baudouin, Joly, Chabat, Poux, Frache, Faucheur, Gau, Gauvin, Gouraud, Couturier, Verri, Marval, Grabeau, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer à propos des termes de l'article 56 du 5 avril 1884.

Absent : M. Grupuy.

Le Gouignas a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 53 de la loi précédente, prononcé immédiatement l'admission à l'assistance pris dans le sens du conseil.

M. Gouignas ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, il a été désigné pour remplir ces fonctions qui a accepté.

Le Gouignas a été élu et accepté.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Demande chemins.

1^e conseil:

Le l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1868 pour le chemin N° 8 et la surrou de la commission départementale du 23 octobre 1875 pour le chemin N° 11 portant classement des chemins privés, au rang des chemins vicinaux ordinaires de la commune sous les N° 8 et 11 sur le territoire de la commune sous le N° 8 et 11 est désignation de chemin N° 8 s'appliquera à la chapelle et chemin N° 11 se rattachera à la commune.

Le décret préfectoral en date de juillet 1868 marquant l'admission dans le programme des travaux à libération en 1909, du projet de construction du chemin vicinal ordinaire N° 8 et 11 sur chemin N° 11-547-83 et chemin N° 8-109-66 = 957 m⁴⁹.

Sur la libération du conseil général en date du 29 avril 1908 admettant la commune au bénéfice des subventions de l'Etat pour le programme de 1909.

Le décret préfectoral ayant reçu le 25, 26, 27, 28 pour la construction du chemin N° 11, le préfet émettant la sépulture communale suit.

Bravans - L'entreprise 1351.39

Soumire a voté 848.61

Total pour travaux 3200.00

L'épouse Totot 5300 m

Les premiers constatant l'accordissement des formalités présentées par la commune N° 11 à l'Instruction générale du 6 octobre 1870 sur les chemins vicinaux, telles qu'il résulte que toutes les ressources de la municipalité sont consacrées à l'entretien des chemins vicinaux il n'y a rien de nouveau.

Sur la loi du 12 mars 1860. Le décret réglementaire du 3 juillet 1864

Gérance:

1^e Le projet suivant est adopté:

2^e Seront libérés officiellement au paiement de la régie au nom de la commune il est dit plus haut à 3200 m

Par application du décret du 6 juillet 1875, cette somme sera versée à l'Etat.

30.45% ou 963 francs à la charge de la commune; 36.10% ou 1173 fr. à la charge du département 45.45% ou 1364 fr. à la charge de l'Etat

La part contributive de la commune sera couverte au moyen des ressources extraordinaire ci-après

Prélevement sur le dépôt de 2186, 71 résultant à réaliser sur l'emprunt de 1806 autorisé le 22 août 1908 auprès

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

de la caisse du crédit foncier 1063,00
Total 1063.

Vente de l'herbe du bâti
dit de la gare.

Le conseil autorise le Maire à traiter le procès-verbal formé d'affidation pour la vente de l'herbe du bâti de la gare pour l'année 1909.

M. le Fauteaubois et Robonneau sont désignés pour assister le Maire à la délibération.

Le Maire fut convaincu par le conseil qu'il a traité avec le préfet une convention relative à la recette des châtaignes de la route de Saint-André pour l'année 1908 au prix de cinq francs.

Le conseil approuve le tel marché et décide que celle somme de cinq francs sera versée au chapitre additionnel de 1908.

Délégués à la révision
de la liste électorale

Le conseil désigne M. Daniel Fétant conseiller municipal comme délégué à la révision de la liste électorale et M. le Fauteaubois et Robonneau également conseillers municipaux pour juger des reclamations au sujet de la même liste.

Délégués à la révision
de la liste des électeurs au conseil de la commune et à la chambre de commerce de Limoges

Indemnité à M. Édouard Réchellier au Collège

Le conseil désigne M. Fauteaubois et Robonneau conseillers municipaux pour la révision de la liste des électeurs au tribunal et à la chambre de commerce de Limoges.

Sur la proposition du Maire le conseil a décidé l'accord à M. Édouard Réchellier au collège d'enseignement primaire supplémentaire de la commune de 125 francs pour l'entretien, partie de l'entretien fournie à son collège M. Fragnaud et il a pris son service pour le 8 octobre 1908, pour avoir obtenu son service pendant son absence.

Assistance aux Vieillards
infirmes et incurables

Le conseil établit constitue un comité pour la formation de la loi du 16 juillet 1905

Le maire communique au conseil divers documents sur les personnes qui demandent leur inscription à l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables.

Le conseil a examiné et l'avise de la commission de l'assistance publique de l'arrondissement de Limoges, l'admission à l'assistance à demande de monsieur Lemaire Catherine, épouse Jacques, Bourelle, Léonie épouse Belonck Gravousse, Félix, Faucheu Joseph, et Baile Marie Véronique qui a consenti son domicile à devers dans la commune de Limoges.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

rejeté la demande de l'union. Durant automne, Guerry, Jacques, Rabouanet, Léonard et Chavagnat femme qui ont des ressources suffisantes et des enfants qui peuvent leur venir en aide et subvenir à leurs besoins.

Le conseil communiqué au conseil une demande du bœuf Dupuy Joseph tenant à l'hôpitalité comme infirme.

Le conseil après examiné et avisé à la commission de l'Hospice Seigny que le bœuf Guerry Joseph sera hospitalisé conformément à la loi du 14 juillet 1793.

Le conseil municipal a rejeté et approuvé la liste régularisation des personnes assises à l'assistance médicale publique. Cette liste a été adressé conformément à la loi, par la commission administrative de l'Hospice faisant fonction de commission du bœuf l'assistance.

La liste liste est arrêtée pour 1909 au chiffre de 291 personnes.

Demandeur : L'Assistance publique
Signature : 

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le maire a rejeté la demande de l'union. Le conseil municipal de la commune d'Agoutvillers fait au bœuf l'assistance de ses bœufs, sous la présidence de M. le Docteur Picot-Maire.

Conseil Municipal

Membres présents M. le conseiller municipal :

Docteur Pradet, chanteur, Petitot, Couignas, Rabouanet, Rabat, Gobaut, Neuville, Couture, Léonard, Gely, Pétignaud, Fournel, Guérardais, Serre, Gane, Chastellat, Frasset, Dussus, Fauteuil, Vagard, Rœut.

Abstint M. Guerry.

Le conseil a été nommé secrétaire M. Couignas.

De la Président à l'assesseur : .

1^e Des articles transcrits ci-dessous à la loi organique de 3 août 1875 sur les élections des sénateurs, modifiée par la loi du 9 décembre 1886.

2^e Du secret de convocation des conseils municipaux à l'ordre, de procéder à l'élection de leurs délégués et suffrages en vue de l'élection sénatoriale qui doit avoir lieu le 3 janvier prochain dans le département.

3^e De l'article 183, si la loi du 30 novembre 1875 et ses articles 64 du secret du 3 janvier 1876 restent sous le secret de convolution.

4^e Cour de Scrutin

Section des délégués

Le Président a ensuite invité le conseil à voter, sans débat, un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, la réélection de neuf délégués.

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a renoncé formellement son bulletin de vote écrit sur papier blanc.

Le scrutin a été commencé à midi, il a donné les résultats ci-après

Nombre de bulletins blancs dans l'urne. 21

à l'exterieur : bulletins blancs ou non contenant pas une désignation suffisante, ou dans lesquels le votant le fait connaître 1

Reste : pour le nombre des suffrages exprimés 20

Majorité absolue 11

Ont obtenu :

M. Chameau	17 voix	M. Rabouanet	4 voix
M. Vagard	12 voix	M. Rœut	9 voix
M. Léonard	12 voix	M. Fauteuil	10 voix
M. Petitot	9 voix	M. Gane	9 voix
M. Couignas	8 voix	M. Bassus	8 voix
M. Pétignaud	5 voix	M. Fournel	4 voix
M. Guérardais	10 voix	M. Frasset	3 voix

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Mr Babet	10 voix	Mr Couturier	7 voix
Mr Giry	6 voix	Mr Serre	10 voix
Mr Chizat	5 voix	Mr Neuvialle	9 voix

Ont réuni la majorité absolue et obtenu prolongé de deux ans :
 Mr Chambon qui a déclaré accepter le mandat
 Mr Segard qui a déclaré accepter d'
 Mr Chupique qui a déclaré accepter d'

3^e Cour de Scrutin

Le second tour de scrutin a donné les résultats suivants

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne 31

Majorité : bulletins blancs ou nuls ou vides ou non signifiés

Défaite, ou dans lesquels le votant a fait connaître

Reste, pour le nombre des suffrages exprimés 21

Majorité absolue 11

Ont obtenu :

Mr Flétout	8 voix	Mr Fauteulier	7 voix
Mr Couinas	7 voix	Mr Fraisse	3 voix
Mr Pétiniaux	2 voix	Mr Gane	8 voix
Mr Guenouhaud	10 voix	Mr Cassier	5 voix
Mr Babet	8 voix	Mr Fournet	3 voix
Mr Giry	6 voix	Mr Gerbaud	5 voix
Mr Chizat	5 voix	Mr Couturier	5 voix
Mr Grabouau	4 voix	Mr Serre	8 voix
Mr Neuvialle	7 voix	Mr Chupique	1 voix
Mr Roux	10 voix		

3^e Cour de Scrutin

Le troisième tour de scrutin a donné les résultats suivants

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne 31

Ont obtenu :

Mr Flétout	7 voix	Mr Neuvialle	7 voix
Mr Couinas	7 voix	Mr Roux	12 voix
Mr Pétiniaux	4 voix	Mr Fauteulier	10 voix
Mr Guenouhaud	7 voix	Mr Gane	7 voix
Mr Babet	7 voix	Mr Cassier	8 voix
Mr Giry	5 voix	Mr Fournet	3 voix
Mr Chizat	6 voix	Mr Gerbaud	8 voix
Mr Serre	8 voix	Mr Couturier	1 voix
Mr Grabouau	5 voix	Mr Faustie	2 voix

Ont été proclamés élus comme ayant reçu la majorité relative ou par binôme d'âge.

Mr Roux élu à 21 ans qui a déclaré accepter le mandat

Mr Fauteulier François qui a déclaré accepter le mandat

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le conseil élémentaire qui a déclaré accepter le mandat
 Mr Guenouhaud élu à 21 ans qui a déclaré accepter le mandat
 Mr Babet Louis qui a déclaré accepter le mandat
 Mr Gane & Jean qui a déclaré accepter le mandat
 Election des suppléants

Il a été procédé ensuite dans les mêmes formes, à l'élection
 de 2 suppléants.

1^e Cour de Scrutin

Le déroulement du scrutin fut à suivre immédiatement le
 lendemain des votes à donner les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne 30

Majorité : bulletins blancs ou nuls ou vides ou non signifiés

Défaite, ou dans lesquels le votant a fait connaître

Reste, pour le nombre des suffrages exprimés 18

Majorité absolue 10

Ont obtenu :

Mr Flétout	7 voix	Mr Dassent	7 voix
Mr Gabouau	2 voix	Mr Pétiniaux	3 voix
Mr Giry	2 voix	Mr Couturier	1 voix
Mr Chizat	3 voix	Mr Letta	6 voix
Mr Neuvialle	7 voix	Mr Guenouhaud	1 voix

2^e Cour de Scrutin

Le second tour de scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne 20

Majorité : bulletins blancs ou nuls ou vides ou non signifiés

Défaite, ou dans lesquels le votant a fait connaître

Reste, pour le nombre des suffrages exprimés 18

Majorité absolue 10

Ont obtenu :

Mr Flétout	7 voix	Mr Dassent	1 voix
Mr Neuvialle	8 voix	Mr Pétiniaux	1 voix
Mr Letta	1 voix	Mr Couturier	2 voix
Mr Grabouau	3 voix	Mr Giry	2 voix
Mr Chizat	3 voix		

3^e Cour de Scrutin

Le troisième tour de scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne 20

Majorité : bulletins blancs ou nuls ou vides ou non signifiés

Défaite, ou dans lesquels le votant a fait connaître

Reste, pour le nombre des suffrages exprimés 18

Majorité absolue 10

Ont obtenu :

Mr Flétout	5 voix	Mr Dassent	3 voix
Mr Serre	10 voix	Mr Couturier	2 voix
Mr Neuvialle	10 voix	Mr Pétiniaux	2 voix
Mr Grabouau	3 voix		
		Bulletins blancs, nuls ou vides, perdus	2

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

ont été proclamés élus comme ayant réuni la majorité relative
en par leur âge.

Le Secrétaire déclare que si l'ordre accepte le mandat
de M. Gouyette, il sera alors qu'il sera accepté le mandat
d'Observation et de Contrôle. Néanç
l'a Scancy a été mise à une heure et demie
et tout depuis les membres évoqués

de l'Observation et de Contrôle du conseil municipal

et Ro

le Secrétaire
Clément Gouyette Durocher
et André Pauline
Gouyette E. Prieur
Scancy Gouyette Dr. Taffi

D. Gouyette

Séance du 28 Février 1909

Il a été résolu que le 1^{er} juillet de ce mois de février
à des heures et demi de matin, le conseil municipal de la
commune d'Observation assemblé en lieu ordinaire. Si les deux
au nombre de quatre en tout soient sous la présidence de
Monsieur le Docteur Gaston Marie, conseiller général en缺
Si la convocation fera par Monsieur le Maire le vingt quatre de
ce mois.

Présents : M. le Docteur Gaston Marie, Chambellan et Cavaignac
Durocher, Pauline, Poët, Frédéric, Guy, Cassin, Fourmet,
Gouyette, couturier, Scancy, Gouyette. Lesquels feront la majorité
des membres en exercice et pourront décliner l'usage des termes à l'article
50 de la loi du 5 avril 1884.

Absents : M. le Docteur Gaston Marie, Chambellan, Guy, Poët,
Guy, Gouyette.

Le Secrétaire a ouvert la séance.

Il a été, en conformité à l'article 53 de la présente, prononcé
immédiatement à l'assassin d'un Secrétaire qui dans le sein du conseil.
M. Gouyette ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, est
élu Secrétaire aux fonctions officielles.

Le Secrétaire a déclaré que la séance est levée et adjointe.

Le Secrétaire fait connaître au conseil qu'il convient de la salubrité
et de l'hygiène publiques, il y a lieu d'assurer la plus grande
soin à l'enlèvement des bœufs et immunités de la ville.

Enlèvement des Bœufs

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Il a été pris l'ordre au conseil du préfet suivant en matière chargé
Art. 1^{er} de service de l'enlèvement des bœufs et immunités sur
tout le territoire de la ville d'Observation sera exercé par un entrepreneur
et mis en dépôt au rabais par soumission écrite et bous enlevée
exclusif, sur une mise après le 250^{fr}, pour une période de temps
qui courra à partir du jour de l'adjudication pour prendre fin au
31 Décembre prochain.

Art. 2^{er} L'enlèvement sera quotidien et se fera sans
toutes horaires, places, carrières, et autres voies urbaines extérieurement
existantes et en particulier sans la partie de la ville circonscrite par les
voies ci-dessous désignées (les dites voies sont celles) :

la route nationale N° 140 du Pont de la Scancy à la rue de
Scancy, l'extrémité de la route de Vincennes aux abords des immunités
Scancy, la chaussée communale N° 30, la carrière Guy
Lagay, la rue Guy L'agay, la rue de la Scancy Fontaine, la rue
du château, la rue Haute au pont de Gouyette, le boulevard du collège,
la chaussée de grande communication N° 140 du pont-moulin à la rue
chaussée de Saint Omer, le boulevard des fossés, l'avenue de la Gare.

Art. 3^{er} Dans les hameaux où il sera nécessaire sur la
municipalité par les habitants en tout cas usage de la voie publique
pour le débarasser des dévers ménagers, l'entrepreneur sera tenu
de passer les voitures quotidiennement, mais il sera tenu de la faire
chaque fois par l'obligation de son constat et des ordres du Maire.

Art. 4^{er} L'itinéraire à suivre par les voitures et leur horaire
de passage sans chaque rue seront fixés par le Maire, ces
mobilisations y seront, et sorties suivant les besoins.

Art. 5^{er} L'entrepreneur sera procédé à ses frais et à
son risque à l'enlèvement des bœufs, immunités, ordures mé-
nageres, et autres résidus, à l'exception des matériaux à combler
que les habitants n'ont pas le droit d'abandonner sur la voie
publique.

Art. 6^{er} Ce travail sera effectué du 1^{er} octobre
au 1^{er} avril de huit heures à seize heures du matin ;
du 1^{er} avril au 1^{er} octobre de six heures à dix heures du
matin.

Art. 7^{er} L'entrepreneur fournit la quantité de
voitures nécessaires au service. Ces voitures seront chargées de
telle sorte que les matériaux ne puissent leur échapper et être dispersés
sur la voie publique.

Chaque voiture sera munie d'un échafaud suspendu
par un ressort, bâti, en annexe à l'assassin des habitants.

Art. 8^{er} L'entrepreneur sera transférer immunité
après leur entièrement les bœufs et immunités dans un lieu désigné.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Si au moins trois corps autres que les services habituels
Art. 9. — L'entrepreneur sera responsable de l'entretien
des bâches et immunités, il sera responsable de toutes les peines et
amendes de droit public suscitées par négligence ou malice connue
lui.

Le Maire aura le droit d'exiger le renvoi des concierges ou qui
leur aient en cas de mauvaise conduite, sans préavis et à l'heure
renouvelles fixées. L'adjudicataire sera tenu d'obtempérer aux
demandedes qui lui seront faites par le Maire à cet égard.

Art. 10. — Si l'entrepreneur des bâches et immunités, n'avait
pas l'heure indiquée ou n'était pas fait convenablement, il
aurait pour décharge par le Maire avec preuve de l'adjudication
dans l'ordre d'arrêter de le mettre en demeure.

Art. 11. — L'adjudicataire devra faire une déclaration à
formuler si les bâches étaient relevées après l'heure indiquée, par des
particularités qui leur appartiennent. Il a répondu

Art. 12. — Il est interdit à l'adjudicataire de faire par
entreprise à qui que ce soit dans la construction ou réparation du Maire.

Il sera fait dans l'agréé par le Maire pour la construction d'une
maison pour l'individuation du bâtiment où l'on fera les charges et tarif de
construction à toutes les obligations imposées à l'adjudicataire principal
qui sera restitué par le maire personnellement obligé et responsable
vers le commun.

Art. 13. — Toute construction sans l'autorisation du Maire
devra être arrêtée et l'entrepreneur devra faire arrêter les charges
entrepreneur de la construction de l'entreprise sur le bâtiment du Maire,
et sans ce cas l'entrepreneur devra rembourser le montant de l'adjudication
et devrait en outre tenir de payer à la commune à titre de dommages
intérêts un somme de cinquante francs.

Art. 14. — Le montant de l'adjudication sera payé à
l'entrepreneur par le Recouvrement municipal à la fin de l'année
et par l'executrice complète des charges et concierges du bâtiment
sur charges.

Art. 15. — L'adjudicataire devra au moment de
l'adjudication une caution solvable sur l'usage correctement
et solidairement von lui à l'entière exécution des bâches et concierges
du bâtiment des charges. La commission d'adjudication aura toutes fois
la faculté de déchirer de cette obligation. L'entrepreneur sera
sous la responsabilité de son entièrement connue.

Art. 16. — L'adjudicataire payera immédiatement les frais
d'entretien, l'entretien, l'affiche de publication et tous autres
frais susceptibles d'engager le bâtiment.

Art. 17. — L'adjudicataire sera obligé de faire

N° D'ORDRE

Traitements de Valérien

■■■

Courrier de Royère et
Eymoutiers

■■■

Reporters ..

Soutiens de famille

éclairage public

DÉLIBÉRATIONS

L'adjudication de Montriond est fixée à la Haute Vienne.

Le conseil municipal a approuvé le dit tableau des charges
pour Montriond le 10 juillet en raison de l'augmentation des coûts de la
taxe de l'adjudication au 1^{er} mars 1909.

Méthodes d'adjudication et régularité tout dirigées, nous assistera
le bureau à l'adjudication.

Le Maire fait connaître au conseil que son devoir de
l'installation de la lumière électrique, le traitement du bois bûche
employé à l'éclairage se trouve suffisant depuis le 31 décembre dernier.

Le conseil après l'adjudication ouvre un crédit de 500 francs
nouvel aux chapitres existants en 1909 pour le traitement du bois
bûche comme surveillants de l'ordre et décide que le dit traitement
soit payé à partir du 1^{er} janvier 1909.

Sur la proposition du Maire le conseil décide que devant
la création d'un courrier de Royère à Eymoutiers, étoit à
solliciter pour l'année 1909 une subvention de deux cents francs que
soit versée aux chapitres existants.

Le conseil municipal décide la liste suivante des personnes
présentées à Monsieur le Préfet pour le choix des reporteurs et de leurs
successeurs.

Reporteurs bûcheurs. — M. le Maire, Gaujoux, Fournier,
Duhay, Labonneau, Lignières, Lemire à Rilly, Mourot, le
docteur Lac.

Reporteurs suffisants. — M. Fournier, Champoux, Gley,
Lamy Joseph, Gardet, Guérard, Gouet, Pétinier, Pichot,
Pichot, Pichot.

Le Maire communique au conseil les demandes
de permis que de la classe 1908 qui résultent au profit de leurs
habitants l'adjudication communale prévue par la loi à titre de soutiens
industrielles de leur famille.

Le conseil après l'adjudication donne une fois l'approbation
à la demande des nommés : Gobain Renard, Lamy Pierre, Langlois
René, Marchais René, Roustan Martin, Beauvais René,
Chapagne René, Pichot René, Gervais Renard, Pastore Paul,
Baltard François, S'Herbin Louis Joseph.

Sur la proposition du Maire le conseil décide de
faire placer quelques lampes à incandescence supplémentaires dans
les endroits insuffisamment éclairés.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

Dépoulements d'impôts

Le conseil donne un avis favorable à la demande de dégagement d'impôts pour l'exercice 1908 en faveur des contribuables : Delandreville, Lacoste, Meillat, Moret, Guy. rejeté avec la nomination d'achant.

Le conseil se constitue en comité hercule conformément à la loi du 14 juillet 1905.

Le Maire communique au conseil diverses données de personnes qui reclament leur admission à l'assistance obligatoire des vieillards, infirmes et incurables.

Le conseil après examen et avis de la commission administrative de l'hopital rejette la demande de la commune de Veyrines pour l'admission à l'assistance à nommés Veuve Soulard, Veuve Ribou qui ont une somme de secours dans la commune d'Eymoutier, et le nommé Pastore François qui a soumis sa demande dans la commune d'Auge, affirme celle du nom Jacques Léonard, afin de prendre les renseignements, si ses enfants sont en état de lui venir en aide pour subvenir à ses besoins.

Le conseil après examen et avis de la commission administrative de l'hopital rejette la demande de la commune de Buxerolles pour l'admission à l'assistance à nommés Buxerolles Marie, Veuve Gobet qui habite actuellement la commune de Buxerolles qui reclame son admission à l'assistance aux vieillards, cette dernière ayant des enfants qui sont en état de lui venir en aide pour subvenir à ses besoins.

Le Maire donne au conseil la demande d'une nommée Delage femme de Festieu qui réside actuellement à Lyon tenante d'un brevet sur admission à l'assistance aux vieillards conformément à la loi du 14 juillet 1905.

Le conseil après examen et avis de la commission administrative de l'hopital rejette la demande de la des nommées cette dernière étant absolument incomme à épouser.

Le Maire communique au conseil une nouvelle demande de la nommée Guiry, Jacques cultivateur qui réclame son admission à l'assistance par application de la loi du 14 juillet 1905.

Le conseil après examen décide d'ajouter à celles de refuser la demande de la nommée Guiry, Jacques, ce dernier n'étant pas privé de ressources et ayant des enfants qui sont en état de lui venir en aide pour subvenir à ses besoins.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

Le Maire communique au conseil une nouvelle demande du nom Martin Pierre cultivateur à l'hopital C^e d'Eymoutier qui réclame son inscription à l'assistance obligatoire comme orphelin conformément à la loi du 14 juillet 1905, demande que soit déjà rejette par le conseil lors la séance du 27 Septembre dernier.

Le conseil après délibération prononce la non admissibilité du nom Martin Pierre à l'assistance aux vieillards, ce nommé ayant des ressources suffisantes et des enfants qui sont en état de lui venir en aide et subvenir à ses besoins.

Demandeur *Plaideur*
Baudet *Deval* *Et Rau* *Pauquel*
Conturier *François* *Girault* *Leroy* *Dupuy*

Le conseil rejette la demande de la nommée de la commune d'Eymoutier assommée au lieu ordinaire de ses séances au nombre de dix-sept car l'assession ordinaire lors la présidence de M. le maire à l'hopital Pradet Maire, constitue quinze en tout. Si la convocation faite par M. le maire à M. le maire le vingt trois de ce mois
 Présents : M. le Dr. le Docteur Pradet Maire, Seguy, Eymoutier, Cognacq, Cassay, Pauline, Chiffotat, Giry, Fauchon, Jane, Grubonneau, Duruy, Conturier, Gabau, Tenu, Babot, Fraissard, Heuvotte, Pout.
 Absents : M. Pétrot, Champau, Pétignaud.

Ces derniers forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer à la fin de l'assession de l'article 50 de la loi du 5 avril 1894.

Il a été, en conformité à l'article 53 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans la liste du conseil.

M. Cognacq ayant obtenu la majorité des suffrages, il est désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Maire donne lecture au conseil d'une lettre de M. l'Étudiant communal par laquelle il excuse de ne pouvoir assister à la réunion.

N° D'ORDRE

Repos hebdomadaire

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire communique au Conseil une demande du Sieur Bussière qui sollicite par dérogation à la loi sur les repos hebdomadaire, l'autorisation de donner à son employé le repos, le lundi de chaque semaine.

Le Conseil après discussion donne un avis favorable à la demande du Sieur Bussière.

Le Maire communique au Conseil une demande du Sieur Descaudres auquel reviennent vins qui sollicite par dérogation à la loi sur les repos hebdomadaire, l'autorisation de donner à son employé le repos le lundi de chaque semaine.

Le Conseil après discussion donne un avis favorable à la demande du Sieur Descaudres.

Le Maire communique au Conseil une demande de M. Tigray, forgeron municipal qui sollicite par dérogation à la loi sur les repos hebdomadaire, l'autorisation de donner à son employé le repos.

Le Conseil après discussion donne un avis favorable à la demande du Sieur Tigray.

Le Maire soumet au Conseil le total des sommes bayes imputées au crédit ouvert au budget sous la rubrique : "Dépenses ordinaires" ci après indiquées :

Mandat n° 38 du 19 février 1908 de 3,75 francs à Madame Montel au nom d'Elie Berger frapper à la date Montel à l'assistance publique à Emoges.

Mandat n° 44 du 28 avril 1908 de 3,18 à M. Léonore pour frais d'entretien des animaux et de la taxe sur les chiens.

Mandat n° 43 du 30 avril 1908 de 0,60 à M. Léonore pour frais minuscules, faire le quadrille admis au nom valeur total 50 francs soixante sept centimes.

Le Conseil après examen, approuve le total des sommes bayes, arrête à 80 francs 67 centimes.

Le Conseil autorise le Maire à passer un marché légal à gré avec Mr Bontin entrepreneur pour les travaux de canalisation d'eau de la route de Emoges au chemin du Faubourg du café.

Une somme de 1000, est votée pour faire face à cette dépense qui sera portée aux chapitres additionnels de 1909.

AEP. Montel à Emoges

N° D'ORDRE

Empreinte chemins
Mémoires

Hôpitalisation d'urgence

Abstention Municipale

DÉLIBÉRATIONS

Sur la proposition du Maire le Conseil décide de porter à 1000, la dépense nécessaire pour l'aménagement des chemins vicinaux.

Il y sera fait face au moyen les ressources ordinaires des chemins vicinaux et par un crédit supplémentaire qui sera porté sur les chapitres additionnels de 1909 pour le surplus de la dépense soit un somme de 450,75. Le Conseil prié Monsieur le Maire d'apporter autorisé l'ouverture d'un crédit facultatif somme C. a. t. 450,75.

Le Conseil autorise le Maire à faire établir un projet de canalisation d'égout dans la rue des musulmans.

Le Maire fait connaître au conseil qu'il a été payé entre l'urgence à l'Hôpital de Emoges la somme 100 francs.

Le Conseil donne acte au Maire de la communication et approuve la liste inscriptions l'urgence.

Le Maire communique au conseil la liste des personnes qui a été inscrite l'urgence à l'assistance médicale.

Le Conseil donne acte au Maire de la communication et approuve les dites inscriptions.

Le Maire communique au conseil diverses personnes qui reviennent leur administration l'assistance obligatoire des vétérans infirmes et invalides.

Le Conseil après examen et avis à la commission administrative de l'Hôpital laissant pourtant le Bureau d'assistance économe l'admission à l'assistance à demander les nommés : Pichot Jean comme vétérant et bâtiard Louis et Léonie Léonard comme infirmes reçus les demandes des nommés : Beugnon Jacques, Lagueau Louis, l'Herlier automobille qui ont des enfants qui sont en état de leur venir en aide pour subvenir à leurs besoins. Caly Léonard et l'amassante Léonard qui ont des ressources suffisantes, pourront la demande de la nomination immobilière au Maire de l'urgence pour supplément d'information.

Le Conseil municipal décide la liste suivante des personnes à proposer à Monsieur le Président pour la commission chargée de l'évaluation des propriétés bâties.

Com. évaluation des propriétés bâties

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Adjudication h. château. — Mr. Mourat paill à Enizéos.
Chantourny à Saint-Hilaire Châtelain. — Denonchoux remette
municipal. Fautoulin conseillé municipal. Peuot à
V. Monnotz, V. Monnotz à Faucon, Léon conseillé mu-
nicipal. Rogadoux aiguilles. Vinaise à M. de Mar.
Classification suffisante. M. Montaudon d'après
Peyrat h. château. Villefleurie au chirurgien C. de Saint-ann
Herbans à Chantourny, Mercier Jean Pierre à Givry-Morey,
Pampigne conseillé municipal. Meuvret au mort, Syrie
conseillé municipal. Serru au Chât. Martin Jean à la halle
M. reguérard pierre à Givry.

Denonchoux, Grabornonay, Tonpige
Chapelle, Martel, Dufour, Dufour, M. et J.
Boutin, Léon, Givry, Givry
Boutinier, Givry, Givry
M. Montaudon, Givry, Givry

Le maire avertit deux fois le 27 du mois de Septembre
à ses bureaux de matin le conseil municipal à la commune
s'assemblent assemblé un peu ordinaire le 10 octobre.
au nombre de seize fiefs en session ordinaire lors la
présidence de M. le Docteur Pracht-Haen. conseiller
Général en suite de la convocation faite par le Maire
de la ville commune, le trois de ce mois.

Présents : M. le Docteur Pracht, Chambon adjoint,
Regard, Denonchoux, Grabornonay, Givry-Morey,
Givry, Dufour, Givry, Tournet, Boutinier, Léon, Guivré,
Objat, Rous, Fraysse, Fautoulin, lesquels formant
la majorité des membres en réunion et suivant l'ordre du jour
les termes de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884
absents : M. le Docteur Fleuret, Gerbaud, Cougnas.

Le maire avertit la séance
Mardi, en conformité de l'art. 53 de l'ordre du jour,
procès immoratoires à l'élection d'un secrétaire pris dans
le sens des conseils.

M. Givry-Morey ayant obtenu au scrutin la majorité
des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il
a acceptées.

Le procès-verbal si la dernière séance est la et adopté

N° D'ORDRE

Compte fonction Hapice

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire soumet au conseil le compte de gestion de
l'Hospice rendu par le Recenseur municipal les recettes et les dépenses
effectuées depuis le premier janvier 1908 jusqu'au 31 mars 1909
établi en recettes à la somme de 7433,33 et en dépenses à la
somme de 6119,16 approuvé par la commission administrative.

Le conseil approuve le dit compte.

Le Maire soumet au conseil le compte administratif
de l'Hospice pour 1908 établi en recettes à la somme de 7433,33
et en dépenses à la somme de 6119,16

Le conseil approuve le dit compte.

Le conseil approuve le Budget de l'Hospice pour
l'année 1910 établi par la commission administrative de
octobre établi en recettes et en dépenses à la somme de 7717.

Le conseil approuve les chapitres relatifs au
budget de 1909 de l'Hospice établi et voté par la commission
administrative. Le budget établi en recettes et en dépenses à
la somme de 5401,77

Le conseil

Le avis favorable du Bureau d'administration du collège
et après examen approuve le compte de gestion de l'Hospice
rendu par le Recenseur municipal les recettes et les dépenses
effectuées depuis le 1er janvier 1908 jusqu'au 31 mars 1909 établi en
recettes à la somme de 3373,33 et en dépenses à la somme
de 22331,77

Le conseil

Le avis favorable du Bureau d'administration du
collège et après examen approuve le compte d'administration
de l'Hospice rendu par le Maire des recettes et des dépenses
effectuées depuis le 1er janvier 1908 jusqu'au 31 mars 1909 et
établi en recettes à la somme de 3373,33 et en dépenses à
la somme de 22331,77

Le Maire soumet au conseil le Budget du
collège pour l'année 1910 présenté par le Bureau d'administration.

Le conseil après délibération vote le Budget
en recettes à la somme de 23180 et en dépenses à la somme
de

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Budget du Collège -

Le Maire soumet au conseil les chapitres additionnels au budget de 1909 du collège présentés par le Bureau d'administration.

Le conseil après délibération vote le budget additionnel aux recettes à la somme de 8408, 12 et en dépenses à la somme de 6708, 12.

Avance Comptable 1808

Le conseil a pris la délibération suivante

Vu le compte rendu par le sieur éveneur Recouvre municipal des recettes et des dépenses depuis le 1^{er} Janvier 1908 jusqu'au 31 Decembre suivant, à quelqu'exception 1^{er} Septembre. Le compte final de l'exercice 1907, 2^{es} les recettes et les dépenses faites pendant les deux premiers mois de l'exercice 1908, 3^{es} les recettes et les dépenses concernant les services hors budget.

Vu le bilan des opérations finales de l'exercice 1908, établi en regard du compte des mentionnés, et présentant les recettes et les dépenses pour le dit exercice, pendant les trois premiers mois de la gestion de 1909.

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui tant du conseil de la gestion de 1908 que des opérations complémentaires effectuées en 1909.

Vu les budgets prévus et additionnels des recettes et des dépenses prévisionnelles de l'exercice 1908, arrêté par Monsieur le Président du Département et les autorisations spéciales demandées et délivrées pendant le débarquement.

Après avoir entendu et approuvé le conseil administratif, sous signature de M. le Maire a établi les motifs de dépenses sur lesquelles, la manière dont elles ont été effectuées et l'attribution que la commune en a reçue.

Délibéré

Article 1^{er}. Statuant sur la situation du comptable au 31 Decembre 1908, sauf réglement et l'appurement par le conseil des comptes, conformément aux articles 71 et 157 de la loi du 5 Avril 1884, le conseil admet les recettes de la gestion de 1908 pour la somme de 64338, 78

Tes dépenses pour la somme de 72800, 29

Prix l'équivalent de la recette à 523, 43

Et statuant que par l'avis du conseil précédent le comptable a statué sur la somme de 48369, 13

Déclarer le comptable débiteur sur son compte

de gestion 1908 de la somme de 19083, 16

Article 2^{er}. Statuant sur les opérations de l'exercice 1908, sauf réglement et l'appurement, par la cour des comptes, le conseil admet

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Les opérations effectuées tout pendant la gestion de 1908 que suivant les prévisions mises de la gestion 1909 soient

En recette pour 56566, 69

En dépense pour 52213, 46

Q'au résultat un excédent de recette de 4353, 89

Le résultat définitif de l'exercice 1907 ayant résulté d'un excédent de recette de 48740, 80

Le résultat définitif de l'exercice 1908 ayant résulté d'un résultat administratif n'importe excédent est

un excédent de recette de 47093, 61

Le conseil a pris la délibération suivante, à la suite ayant ceci à l'auteur de la présente à Monsieur Champaup administré, témoigné par le conseil comme résultant, pour le vote relatif au compte de l'Etat administration.

Où le rapport de M. le Maire,

Vu les diverses ordonnances et instructions ministérielles sur la comptabilité des communes et notamment celles des 24 avril 1884 et 10 avril 1895

Vu le décret du 31 mars 1863;

Vu la loi du 5 avril 1884, article 157.

Le conseil, après être fait reproduire le budget de l'exercice 1908 et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, constate l'échéance des créances recouvrées, le débit des dépenses effectuées et celui des mandats établis par le Maire ordonnateur, l'ensemble administratif de l'exercice 1908 accompagné de l'état de situation du Recouvre, ainsi que l'état des restes à payer reportés sur 1908.

Procédant au règlement suivant. Le budget de 1908, impose de faire aussi fait suite les recettes et les dépenses du dit exercice savoir.

Recettes. Les recettes sont ordinaires spécialement celles de l'exercice 1908 établies par le budget à 111335, 70 sont du même type que celles du précédent. Les créances à nouveau à la somme de 28375, 51. Si l'égalité il convient de statuer celle de 68, 50

Savoir; pour non valeurs justifiées au conseil ou Recouvre pour restes à recouvrer également justifiées et qui seront portées en recettes au prochain compte. 68, 50

On moyen de faire la recette de 1908 égale au précédent statué à la somme de 99387, 01

Les dépenses crédites au budget de 1908 déboursées 33211, 28

Il faut y soustraire celles qui sont dans l'obligé de 83

débit supplémentaire accordé dans le cours de l'exercice 57947, 68

Total des dépenses prévisionnelles 111158, 96

Cette somme il faut statuer celle de 58947, 58

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Savoir 1^e Crédit ou portions de crédits versés dans ce budget
Somme excédent le montant réel des dépenses, ci 51'30, 61
2^e Dépenses faites mais non ordonnancées avant le
15 mars 1909, dans les budgets suivants
3^e Dépenses ordonnancées mais non payées avant le 31
mars 1909 et ayant porté au budget de 1910 4114, 95
Somme totale 58945, 56

Par moyen des déductions ci-dessus les dépenses de
l'exercice 1908 sont d'abord fixées à
les recettes de toute nature étant de 58813, 40
les dépenses de 99307, 01
les chemins de 52213, 40

Moyenne par conséquent pour excéder départs la somme de 47093, 61
Telle est la somme au chapitre des recettes de l'administration du budget
d'exercice 1909.

Outre les opérations de l'exercice 1908 tout étalement d'opérations
doter et les crédits annuels
la présente délibération sera posée comme une justification
au compte administratif.

Le conseil a pris la délibération suivante
Vu le budget proposé pour 1910;

Vu la loi des finances du 31 juillet 1887 art. 16.

Il résulte que cette somme fixe à 776, 18 pour la commune
d'Épagnat ne peut être convertie au moyen des recettes du budget
qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses
ordinaires également obligatoires.

Sur les fonds nécessités de cette nouvelle ressource,
Vote par addition au principal des quatre contributions très
entières 1/4 devant produire la somme de 776, 18 recouvrable
en 1910 pour débours et la tenue du trésor en garder
champagne pendant le 3^e trimestre.

Le conseil a pris la délibération suivante
Vu le budget proposé pour 1910;

Considérant que les recettes ordinaires déboursées sur chapitre
4^e du budget de l'élevage, à savoir 519, 9, 44
toute que les sommes annuelles ordinaires prévues
sur ce chapitre budget sont déboursées à 533, 38, 65
Soit, il résulte une insuffisance de ressources de 33, 93, 21

Vote pour l'année 1910 une insuffisance extraordinaire de
ses contributions additionnelles aux quatre contributions directes,
devant produire une somme de 3853, 64 environ à sauve le but
de couvrir ce déficit et régler dans le budget

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Pour cette somme, celle de tout étalement sera affectée au service de
l'assistance aux pauvres, aux infirmes et invalides;
Celle de un étalement à l'assistance médicale gratuite ;
et celle de 66, 66 de centimes aux dépenses de protection de la santé
publique.

Le conseil
Vu la loi du 21 mai 1876, l'Instruction générale du 6 décembre 1876
établissant local sur les chemins vicinaux ;
Vu la loi du 31 mars 1903 ;

Un rapport des agents sur la situation des chemins vicinaux
étant fait, sur les demandes d'octroi en 1910, et sur l'apport à l'administration
des chemins vicinaux en 1909 ;

Le conseil se réunit ce dimanche 26 Août dans le département,
en date du 26 mai 1909 ;

Tu le budget approuvi pour l'année courante et les comptes rendus, fait
par la Mairie que par le Bureau municipal, ses recettes et ses dépenses
de l'année dernière, comptes rendus il résulte que le relèvement des ressources
des chemins vicinaux de cet exercice est de 3207, 69

Considérant que les trois premières prestations et les cinq contributions
ordinaires déboursées une somme de 6382, 77, que cette
somme représente des cotisations de chemins d'émission hors ventes courant
pour les chemins vicinaux et la commune, que l'octroi en 1909
peut être déboursé par tout contribuable par suite à cause de bas prix
exceptionnel de la terre payée également dans la commune.
Il résulte donc justifié de voter à l'autorité rattachée que les trois premières
de contributions et les cinq contributions ordinaires.

Gobben :

La commune sera autorisée en 1910, fe
5^e trois premières de prestations dont le résultat est
évalué à 5305, 50
Cinq cotisations spéciales ordinaires évaluées à 1062, 61
Total 6369, 76

Sur cette somme sera posée la cotisation sur les chemins
de grande communication

Le conseil détermine à l'assurance le débours
comptant les ressources sur les chemins vicinaux.

Que ce qui est de l'apport à l'assurance au relèvement de
1909 le conseil décide qu'il sera fait au taux une somme
à l'assurance.

Le conseil a pris la délibération suivante
Vu le budget proposé pour 1910

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le conseil autorise le Maire à faire exécuter la loi des finances du 31 juillet 1867 art 6 ;
et demande que le dépense de l'assistance municipale, fixée pour la commune d'Eymontiers ne puisse être couverte au moyen des recettes du budget qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires, que la loi l'état et l'assurance vieillards en ait fait la proportion de 100 % que la part de la commune resterait égale à 1895 97. Que cette dernière somme est couverte par le 1/6 de la produit des concessions, pour la commune soit 40 francs et par le produit d'augmentation des taxes et nouvelles taxes. L'euro voté par une délibération antérieure en 1895 soit 911. Soit restaurer à nouveau la somme de 333799 qui il y a donc lieu de verser de ces nouvelles ressources.

Vote par addition au résultat des deux contributions directes au profit de la commune de 53772 renouvelable en 1910 pour faire face à la dépense relative à l'assistance aux vieillards, inconnue et nouvelle conformément à la loi du 14 juillet 1905.

Le conseil vote l'ensemble du Budget de 1910 entretenu et en dépense à la somme de 53386.25

Le Maire communique au conseil un plan d'alquenage proposé par le directeur agent payé pour le remboursement de la redevance de la redevance des fours.

Le conseil ayant approuvé l'ensemble du plan d'alquenage qui lui est présenté, reconnaissant l'utilité de l'établissement de la bâtieure qui est une des plus propres de la ville étant l'itinéraire suivi par la population des quartiers principaux pour se rendre à la gare, pris note de l'avis de l'agent et approuve le plan proposé pour être annexé à la présente délibération.

Le conseil autorise le Maire à faire exécuter la restauration du plan cadastral de la commune qui est en très mauvais état notamment le plan de quatre lots pris accepté par Monsieur Maillard, et il est que cette somme sera inscrite sur chapitre additionnel de 1909.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le conseil autorise le Maire sur la proposition faite exécuter les réparations nécessaires au bon fonctionnement des barrières de la ville, telles que leur dépense en résultant sera inscrite sur chapitre additionnel de 1909.

Le conseil nomme une commission de trois membres chargés de choisir le terrain nécessaire pour la construction d'un potager destiné à alimenter la fontaine publique aussi composée M. Fauchier, Gane et Champain.

Le conseil de constitue un comité secret conformément à la loi du 14 juillet 1905.

Le Maire communique au conseil deux lettres de personnes ayant déclaré leur adhésion à l'assistance obligatoire des vieillards, infirmes et incurables.

Le conseil après examen et l'avis de la commission de l'Assistance faisant fonction de bureau à l'assistance publique l'assistance à l'assistance obligatoire des vieillards, infirmes et incurables, conformément à la loi du 14 juillet 1905.

Le Maire communique au conseil un document demandé du sieur Bénetot pour faire approuver son adhésion à l'assistance obligatoire des vieillards, infirmes et incurables, conformément à la loi du 14 juillet 1905.

Le conseil après examen et l'avis de la commission de l'Assistance, refête le document du sieur Bénetot pour ce dernier ayant fait mention de plusieurs et son intérêt ne l'autorise pas à exercer sa profession de chirurgien, il recommande toutefois à l'e. de l'Assurance sociale, mais aurait conservé son document de droiture dans la commune d'Eymontiers.

Le Maire communique au conseil un document de la commune d'Agde le 6 V. Fauchier qui résulte actuellement à Paris rue de l'Assiette n° 218 du rebours son inscription à l'assistance obligatoire conformément à la loi du 14 juillet 1905.

Le conseil après examen et l'avis de la commission de l'Assistance refête le document de la commune d'Agde le 6 V. Fauchier, cette dernière possède une petite propriété au village de Bessy et a fait un auto signé devant le notaire en date

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

D. Marie communique au conseil une demande de renouvellement qui concerne son admission à l'assistance obligatoire
concernant le 1^{er} juillet 1909.

Le conseil après examen et l'avis de la commission
de l'Assistance sociale la demande de deux Chouettes Rock. et
d'une. Mais en état de travailler et ayant des capacités qui
peuvent lui venir en aide pour débarrasser les bistrots.

Chouette Rock. Désigné
Chouette Rock. Désigné

D. Marie fait connaitre au conseil une lettre de
l'Assistance sociale demandant la réduction du temps de
travail à six heures et demi le matin, le conseil municipal
de la commune d'Eymoutiers assemble au lieu ordinaire de
ses séances, au nombre de 12, le 24 mai en session extraordinaire
à la résidence de Monsieur le Docteur Frédéric Meure
consulter général en suite de la convocation faite par le
Docteur à la 1^{re} communion le vingt trois derniers mois
d'années. M. le Docteur Frédéric Meure, Chanoine ayant
regardé Grabouau, Cognacq, Gourinchon, Chignac, Rabat,
Girard, Ross, Fautoulie, Guin, Gassus, Guipag, Tournet,
Briisset, Gabau, Neuville, couturier, lesquels nomment
la majorité des membres en exercice et devant délibérer
sur les termes de l'article 53 de la loi du 5 avril 1884:
absolu à la Pétout, Cogolay, L'anglier, Terre.

Le conseil ouvre la séance
Il est, en conformité à l'article 53 de la loi précitée,
proclame immédiatement à l'lecteur d'un bulletin pris dans
le sein du conseil;

Le conseil ayant obtenu la majorité
des suffrages, a déclaré pour remplir ces fonctions qu'il
a affectées

Le procès verbal de la dernière séance est la suivante:

D. Conseil municipal vote la prorogation pendant
l'année 1910 des règlements et tarifs actuellement en

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

émanant de l'Assise et l'économie

Sur la proposition de Marie le conseil décide
d'accorder à M. Bureau Répétiteur au collège d'Eymoutiers à titre
d'indemnité pour déplacement la somme de quatre francs par an
et demi, partie de huitement laisser déposée par son délégué
du 14 au 20 novembre 1909 pour avoir assuré son service aux
soins de part.

D. Marie communique au conseil une lettre de
M. l'armurier qui demande à ce que le robot qu'il a fait
mettre dans sa écurie maisons soit taxé à 2,50 au lieu
de 10,00 francs qu'il impose.
Le conseil après délibération le conseil refuse la demande
de M. l'armurier.

D. Marie communique au conseil une lettre de M.
le Directeur de poste et ses télégraphes concernant la création
d'un courrier de Roque à Eymoutiers.

Le conseil décide que la délibération fixée votée
dans la séance du 28 février dernier sera intégralement
renouvelée, au annuels, pendant les ans.

D. Marie fait connaitre au conseil que
l'adjudication de l'abonnement des bulletins de la ville expire
au 31 décembre prochain.

Le conseil décide que l'abonnement des bulletins
de la ville sera de nouveau mis en adjudication pour une
période d'un an qui commencera au 1^{er} janvier 1910
pour finir le 31 décembre de la même année.

Cette adjudication aura lieu aux clauses et conditions
du calcul des charges établi par le conseil municipal le
1^{er} mars 1909 et approuvé par le Préfet de la
Haute Vienne le 8 avril de la même année en tout ce
qui n'est pas contraire à la présente délibération.

La liste adjudicatrice fixée au 30 décembre 1909
ne sera valable qu'à pris l'approbation de le Préfet de
la Haute Vienne.

Dans le cas où l'adjudication n'aurait pas lieu dans
le concurrence le conseil devrait autorisé à faire de ce à qui il aurait
un entretien pour l'obtenir des bulletins pour l'année 1910
M. le Rabouau et Fautoulie sont assignés pour assister le bulletin
à la liste adjudicatrice.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le conseil entouré de Marie a traité de ce qui a été sous forme d'objection pour la vente de l'habitat social de la gare, date l'année 1919 le conseil a fixé sur de 30 francs.
M. le. Faureuil et Grabouaud sont désignés pour attester à Marie à la date d'adjudication.

Le Conseil - M. Chaminade conseiller municipal comme délégué à la révision de la liste électorale et M. le conseiller de Gabau également conseiller municipal pour juger des inscriptions au sujet de la même liste

Le conseil désigne M. le maire et conseiller pour la révision de la liste des électeurs du tribunal et de la chambre de commerce de Vincennes.

Le conseil municipal tient le rôle de personnes à présenter à M. Chaminade le droit pour le choix des représentants et de leurs suffrages.

Représentants municipaux : M. le. Secrétaire, Faureuil, Grabouaud, Gouy, Secrétaire, Couturier, Guérin Jean, concierges, Bérenger, Lémaire, Bussy, Lagerte,
Réviseurs de l'abonnement : M. le. Pichot, Bertrand, Frémont, Gouy, Gouyette, Gery, Paugy, Dumoulin, Colombe, Babet, Gravard.

M. Chaminade concierges propose d'intervenir à partir du 1^{er} juillet les bistrots de toute nature qui encombrent les rues places et carrefours, ainsi que l'abandon des voitures sur la voirie publique. - M. Chaminade proteste contre cette proposition qui mise aux voies est adoptée.

Le conseil tient la proposition de M. Chaminade pour inviter les habitants à se munir à partir du 1^{er} juillet de réceptacles à ordures minérales qui devront être posés sur le trottoir avant le passage des voitures chargées de l'enlèvement des bouses, et retirés immédiatement après.

Les organes de quelques uns de ses membres le conseil invite alors à chaque les autres de ces propositions du fait de leur exécution.

Le conseil se constitue en commission pour informer

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le loi du 14 juillet 1905

M. Chaminade le Président donne lecture
1^{er}. Du texte de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux travailleurs, aux repreneurs et aux immobiliers pauvres et sans ressources
2^o les instructions de M. le Ministre de la Justice relative à la révision des taux d'allocation mensuelle prévus à l'article 13
Sur résiliation d'apartement.

M. le maire écrit l'assassinat à délibérer sur la fixation du taux de l'allocation mensuelle par l'assistance à travailleurs
Après discussion le conseil municipal vote les articles qui suit le soumet nécessaire pour l'adoption, pendant un mois, à une personne extérieure à l'assistance.

Vémentation	3 francs
Vêtement	3 ..
Linge	3 ..
Chaufrage	3 ..

Il arrête en conséquence à trois francs le taux d'allocation mensuelle pour l'assistance à travailleur dans la commune.

Le conseil après avoir pris connaissance de l'ordre du jour, approuve et décide à la majorité :
Le rédaction d'ordres à l'assistance à travailleur, à l'ordre municipal, des travailleurs, citoyens et immigrés, propriétaires pour l'obtention de l'assistance par la commission administrative et l'assistance sociale à l'assistance, règle le fonctionnement dans lesquels elle devra exercer ses missions suivantes :

1^o les bistrots de l'assainissement 6^e, empêcher Marie Gouy, chapelle 9 francs ; Gouy Jean 6 francs ; qui ont l'obligation de donner à leur la commune d'Epinay-sur-Seine,
et Belair François 6, qui a son domicile à Belair dans la commune de Belair, Dorogez. - Pour les citoyens les nommés les nommés Gouy Jean Marie de Bourbouillet et Belair Marie V. châtaignier pour déterminer l'information.

Le conseil comme dans le conseil un dossier relatif à une demande est la commune d'Epinay sur Seine pour empêcher actuellement à l'école, bureau à obtenu son admission à l'assistance obligatoire aux travailleurs, enfin et immobiliers (du 1^{er} juillet 1905).

Le conseil à l'avis de la commission administrative et l'assistance rebute la demande de la commune d'Epinay sur Seine pour empêcher actuellement dans la condition exigée par la loi, celle dernière à l'enfants qui sont dans un état d'insalubrité ou vaste au sein pour l'assistance à l'assainissement

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

D. Marie communiqua au conseil une lettre du nommé Magasot anglois Sabotin née de Brugnon qui demande à cez a étre dirigé a l'Hôpital d'Eymoutiers pour y étre opéré.
Le conseil accepta la déclamante.

D. conseil municipal accepta et approuva le liste nominative des personnes admissibles à l'assistance médicale gratuite, liste qui a été dressé conformément à la loi par la commission administrative de l'Hôpital faisant fonction de Bureau d'Assistance.

La liste liste est arrêté pour 1910 au chiffre de personnes.

Mairie, Sagade, Tounoutrac,
Plabon, Pélignac (Puy)
Béonval, Puy, Dallier, Duguy
Couture, Chauvillle, Chastel, Duguy
St. Christophe, St. Gervais

D. en vu qu'il eut lieu le vingt-sept février à deux heures du matin, le conseil municipal de la commune d'Eymoutiers assemblé au lieu ordinaire de ses réunions, un nombre de seize en session ordinaire pour la Présidence de Montlaur le Docteur Pradet-Maine conseiller général de la dite commune le vingt en sus de la convocation faite par M. le Maire de la dite commune le vingt trois de ce mois.

Présents M. le Docteur Pradet-Maine, Champceau, Moutou, Prabouau, Sagade, Dounoubaud, Conignas, Béonval, Puy, Toulouche, Cane, Duguy, Duguy, Couture, Cane, Meurthe, Guibaud, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer dans les termes de l'article 58 de la loi du 5 avril 1884.

AbSENTS M. le Docteur, Roux, Fraissinet, Fourquet, Rabat,

1^{er} President a ouvert la séance.
Il a été en conformité à l'article 53 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

Meilleurs Consignas ayant obtenu le majorité

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

Les suffrages ont été tirés pour remplir les fonctions d'adjoint au maire verbal de la dernière séance fut adopté.

D. Conseil a été entendu les explications fourries par le Maire et après examen table les chapitres additionnel au budget de 1910 d'excettes et de dépenses à la somme de 100 francs Monture. Il fut déclaré bon les dépenses.

D. conseil nomma une commission de facturiers composée de M. le Docteur Champceau, Prabouau et Couture, qui devront chargé d'examiner les facturations à faire aux débits d'eau potable.

D. M. Marie soumit au conseil la liste établie au sujet de rectification des abonnements de la rue des fous qui est route de Poitiers à la mairie pendant 15 jours consécutifs du 23 janvier 1910 au 6 février 1910.

D. conseil après examen de la liste dressée par M. le Directeur ayant voté, le bon rapport et le précis verbal d'induite, aucun réclamation n'ayant été formulée, autorisa la première délibération en date du 7 novembre 1910, soumis au avis très favorable au dit projet et pris M. Marie le Docteur à son voeu bien l'approva faire la plus belle possible.

D. M. Marie communiqua au conseil une lettre de la Direction des postes et télégraphes concernant le service d'Eymoutiers à Roigies.

Le conseil a été délibération faire le service à sa charge comme le Service d'administration des postes faisant une partie de six ans, la subvention sera octroyée par le conseil municipal pour la commune d'Eymoutiers à Roigies.

D. M. Marie communiqua au conseil une lettre de la Direction de la poste Nationale par laquelle il fait connaître que le conseil municipal de la commune de montagne a été informé que les fous existaient dans cette commune de terrain à partir d'ici le 22 de chaque mois.

La commune d'Eymoutiers étant située dans un rayon de deux kilomètres de celle de Tars la montagne il y a lieu à l'appeler le conseil municipal à délibérer sur le projet dont ilagit.

D. conseil a été délibération soumis un avis très favorable au dit projet.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Sur la proposition du Maire le conseil vote une somme de 100 francs pour venir en aide aux inondés de la Seine.

Sur la proposition du Maire le conseil en raison des difficultés qu'il rencontre lors de ses voyages surtout en hiver à travers la gare d'Eymoutiers pour y prendre le train à 6 heures du matin, ayant vu tendre à la création d'un train partant d'Eymoutiers et de diriger sur l'images vers huit heures du matin.

Le Maire communique au conseil une lettre de l'association Paganini, des Habitants du centre (d'ailleurs) qui demandent à ce que leur soit octroyée une subvention à l'effet d'établir une école primaire moderne.

Le conseil après délibération vote une somme de 10 francs pour la subvention, l'association étant une pays de tourisme et bien sûr d'attraction de familles qui se trouvent dans la région de Matane central, est que cette somme sera portée en dépense aux chapitres administratifs de 1909.

Sur la proposition du Maire le conseil vote la somme afin d'aider la compagnie Sénéca à ouvrir une école à la commune d'Urtoges, les frais et la gare, le mode d'échange dont il n'y a pas actuellement est absolument insuffisant.

Sur la proposition de M. Goutaudier le conseil vote la somme de 10 francs pour l'intérieur de la caserne soit éclairé à la lumière électrique aux frais du département.

Le Maire communique au conseil une lettre de M. le Recteur demandant l'attribution des biens ayant appartenu à la fabrique de l'église d'Eymoutiers.

Le conseil donne acte au Maire de la dite communication.

Sur la proposition de M. Faugeron le conseil vote la somme que la chose à l'abri soit autorisé dans le Département jusqu'en 31 mars.

Sur la proposition de M. Cougnac le conseil décide la remise à M. le conseil agent voyage pour l'amélioration

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Après avoir étudié l'entretien des chemins vicinaux le conseil donne avis à l'administration.

Le conseil donne avis favorable à la demande de dégagement et d'impôts pour l'année 1909 en faveur des communes.

Le conseil donne avis favorable dans ordre de faire à la demande des communes, anglaises - à Montreuil, Rosières, à Bussy Marly et à la Hatch 1907; Pastel, Corrèze, Cougnac, Sainte, Fauconfort, Fauconfort Joseph.

Passé 1909 qui devrait réclamer au profit de la commune l'allocation de 10 francs pour faire par la loi à tel ou autre indisponible à la famille.

Le conseil le constitue en comité pour concourir à la loi du 14 juillet 1909.

Le conseil après avoir fait connaître l'acte de registre de l'association sollicitée à la mairie de Matane nommée des amis d'Urtoges et recommandé par l'administration à l'assistance publique communale d'Urtoges pour la fabrique de l'église à l'assistance publique communale d'Urtoges, François et Léonard - à l'assistance publique de l'arrondissement de Matane, François Félix 6^e, Renobert Jean 6^e, Barthélémy Charles 6^e, Léopold Joseph 7^e; Mooney Félix 5^e. Lévi de faire remettre l'allocation au 1^{er} février.

Le Maire communique au conseil une ordre leur demandant concernant le nomme Denys que faire actuellement à Saint-Etienne le foie, mais qui aurait conservé son nom de Denys dans la commune d'Eymoutiers qui rebute leur inscription sur le rôle d'assistance des personnes infirmes et incurables.

Le conseil après examen et l'avoir si la commission administrative de l'assistance publique fonction de bureau d'assistance effectué la demande du nom Denys lorsque attendu que ce dernier a été enfant auquel l'assistance était de favoriser lui venir et avec force libérer à la Sécurité.

Le conseil ayant communiqué au conseil une demande du nom Denys lorsque fonction de bureau d'assistance à Saint-Etienne lequel nom a obtenu son admission à l'assistance par application de la loi du 14 juillet 1909 qui avait

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

conservé par son conseil de travaux dans la commune d'Éymoutiers
1^e. conseil après examen et faire à la commission administrative
de l'Office suisse l'appréciation de la demande du 2e - octobre
après le remboursement de l'acte renoncement.

1^e. Mairie communiquera au conseil une demande
de la commune County Marie d'Yssy-les-Villages qui figure ci-joint
sur le bâti d'asphalte aux deux voies, pour une somme de 6^o
par mètre linéaire à obtenir une augmentation de cette chaussée
administrative. Le 1^{er} octobre, date de porter à 7^o la dé
mission et de la faire remonter au 1^{er} janvier 1910.

Dagobert Dernoncourt Chauvigny
Baudouin Goyet Clémentine
Baudouin Goyet Clémentine

Le maire enjoint tout d'abord le conseil de faire
le plan, et si nécessaire au moyen de l'assemblée
de la commune d'Éymoutiers réunie au lieu ordinaire de
ses séances, au nombre de 100 habitants en session ordinaire
sous la présidence de Monsieur le Maire Goyet, faire
en date de la convocation faire par le Maire de la
ville communiquer le plan à ce maire.

Gisbert, André, Goyet, Marie, Chauvigny adjoint,
Vayres, Gralouane, Dernoncourt, Cougnac, Chauvigny
Baudouin, Chauvigny, Goyet, Fransac, Pintoulis, Goyet, Chauvigny,
Peynet, Coutance, Neuville, Goyet, Lessard prennent
la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer
d'après les termes de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884.
absents André, Pintoulis, Babet, Gassut.

1^e. Président a ouvert la séance.

Il a été, en conséquence de l'article 53 de la loi précitée, procédé
immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil
Municipal. Cougnac ayant obtenu au scrutin la majorité des
buffles, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées
1^e. Précédemment à la dernière séance est lu
et adopté.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le maire soumet au conseil la délibération demandée des
stations de la ligne N° 4 de tramways de Limoges à Éymoutiers avec pro
longement sur l'Yzet et le château.

Le Conseil après avoir écouté l'avis favorable
du Conseil municipal pris pour la gare du service local à Éymoutiers.

Cette loi concerne l'accès à la gare des marchandises du P.O. Le
Conseil estime également que maintenant l'expédition peut être plus
possible de réaliser la surface à reboucher de l'ancien étang.

Quoique cette question n'intéresse pas les stations qui sont dans
maison indépendante le Conseil fait sur cette question toutes réserves
utiles.

Le Conseil constate l'opposition exercée par le
territoire de la commune d'Éymoutiers sur un parcours de 5 kilomètres.

Il existe à la fin pour assurer la importante branche
de Bussac, Farsac, Bourgane et la commune de Saint-André toute
toute entière. Il existe une batte au hameau Khoumiliqne N° 2 de chemise
de Bussac "communauté N° 35" au lieu dit "les Sabots de Bussac"
Le Conseil a donc sondé la Société Satygot à laquelle il a été
permis de faire l'asphaltage N° 12 de la route nationale N° 140,
aussi depuis villages la communale et de clore sur le chemin de grande
communication N° 35.

Sur l'autre côté de Bussac le fut pris à l'intersection de
la route nationale N° 140 et la route de grande communication N° 14.

Le Conseil enjoint le maire que l'application soit autorisée à
la ligne de terrains formée par le conseil municipal de Puyr
le château devant à ce que la station soit placée au centre de la
ville sur le champ de foire.

Il enjoint également le maire que la batte prévue à Saint
André le soit transformée en station.

Le 1^{er} octobre le Maire le Conseil ouvre un crédit
de 166,66. Comme il est par la commune pour la part contributive
des frais d'établissement de la ville d'Éymoutiers à Puyr,
est que cette somme sera portée en dépense sur chapitre additionnel
de 1910.

Le conseil après avoir pris connaissance du rapport
de la commission concernant les réparations à faire à l'un des
bassins d'eau potable à l'heure où le rapport est dressé que ces
travaux seront soumis à l'exécution à un entrepreneur qui garantira
l'entretien des bassins par la bonne exécution du travail et la parfaite
étanchéité des bassins.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire soumet au Conseil l'avant-projet de classement et de construction des chemins ruraux à l'aval du chemin de grande communication N° 30 aux villages de Raymond et de Légozec.

Le Conseil après examen approuve le dit projet et demande le classement et la construction des N° 3 et 4 de ces chemins.

Sur la proposition du Maire le Conseil décide de porter à 1000^e le crédit ouvert pour l'entretien des chemins vicinaux n° 3 et 4, et que le budget de l'expédition des ressources ordinaires sera inscrit sur le chapitre additionnel de 1910.

Le Maire fait connaître au Conseil qu'il a reçue de la commune d'Angers une somme tendant à faire verser une somme à titre d'abattement par la commune d'Angers pour la réfection de l'aval de la Rivière qui est en très mauvais état. Conseil après discussion reconnaissant l'utilité qu'il y a d'intenter un bon état à l'aval de la Rivière qui desserte la vallée de Basse et la Forêt, vote une somme de 250^e destinée à l'abattement de l'aval de la rivière, et que cette somme sera inscrite au budget aux chapitres additionnels de 1910.

Sur la proposition du Maire le Conseil décide de faire repaver la rue de l'évêque qui est en très mauvais état ainsi que la construction d'un aqueduc rive droite pour recevoir les eaux pluviales et menagées qui débouche des habitations. Mais au préalable il est nécessaire de faire établir un plan et faire pour déterminer le montant de la dépense.

Sur la proposition du Maire le Conseil décide la construction du chemin rural de Passac à la Forêt.

Le Maire soumet au Conseil l'avant-projet de construction du groupe scolaire.

Le Conseil après un examen approfondi et une discussion à laquelle prennent part plusieurs de ses membres approuve le dit projet et engage à créer les ressources nécessaires pour couvrir la part constructive de la dépense qui incombe à la commune.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire communique au conseil une demande de Monsieur Croze principal du collège à Sèvres à Monsieur le Rectorat d'instituer une action judiciaire en date du 6 mai 1910 en vue d'instaurer une action judiciaire à son commun sujet relative à la trame due par le Principal à la Ville.

Le Conseil après sollicitation faite à l'autorité Municipale constitue avocat et avocat pour défendre les intérêts de la Ville contre les prétentions du principal.

Le Maire soumet au conseil l'état des sommes passées imputées au crédit ouvert au budget pour la rubrique "Dépenses imprévues" et que ces imprévues

Mandat 97^e le 28 avril 1909 Frais de débâtonnement des affermements communautaires à l'aval sur le cours 1909. 2^e

Mandat 98 - 3^e Restitution au budget de l'aval au principal de la contribution de chassagne et vache 1908 0.12

Mandat 179 le 1^e 1909 Transport d'engorges 1.90 Total 4.02

Le Conseil municipal, après examen, approuve les dépenses imprévues qui ont été faites et qui tiennent à quelques frais entiers.

Le Maire fait connaître au conseil que la famille Perrin le châtelain d'Angers obtient à titre d'indigence l'abattement de l'eau de la rivière Marie qui a 30 ans sans une autre habitation. L'état de cette maison ne permettant plus à l'habiter le maire donne les soins et se l'assureur de la surveillance pour empêcher son état.

Après discussion le Conseil décide de faire entre cette maison à l'asile de Margat.

Le conseil se constitue en comité secret conformément à la loi du 17 juillet 1905

Le conseil après avoir pris connaissance 1^e du règlement des voies urbaines et canalisées proposés pour l'admission à l'assistance par la commission de l'Assistance sociale fondé au bureau d'assistance à l'économie l'assistance des nécessaires : Chambon François homme Langadour 66^e, Guiry Jean à Buth 6^e, Léonard Jules 6^e, Léonard Michel meunier à Varenne Parvaix 6^e qui sont le et Pothier Pierrick 6^e, Il porte l'allotissement de 6^e à 7^e des économies

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Fayolle Jean et Frédéric et Pierre Fayolle et André de Paris réservent la date d'Appelation au 6^e juin 1910.

P. Marie devant le conseil a demandé la nomination d'assemblé pour que soit tenue la réunion à l'assiette aux électeurs.

Le conseil après examen et avis de la commission administrative de l'Hôpital prononce l'admission à l'assiette la nomination d'assemblé pour donner avis à l'assiette P. Marie que le conseil a donné avis de l'assiette de l'assemblé à l'assiette de l'Hôpital.

Le conseil approuve la demande de nomination Charles Léonard, Chaptal Jean, Chaptal Catherine d'Herlier autonome, Céleste Jean, Courty Marie, Lézin qui fait partie de plus ample renseignement.

Sur la proposition du Maire et l'avis de la commission administrative l'assiette fait son avis à l'assiette du conseil que la date fixée par la nomination P. Marie pour l'appel qui figurait sur la liste d'assiette avec deux mois pour une somme de 12 francs par mois sera l'assiette de l'Hôpital à partir du 1^{er} avril 1910.

Requérant le conseiller Fraysse a quitté le sable avec la fin de la réunion.

Dumoulin Dugard Guérin Guérin
Léonard Hébaut Chaptal Pauline
Lézin Dugay & Rose Dugay Montodis
Chaptal Lézin Poivrelle
Lézin Guérin Guérin

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Sur quel sujet ont été le 6^e décembre à 10 heures du matin, le conseil municipal de la commune d'Argoules assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de six huit en session ordinaire sous la Présidence de Monsieur le Docteur André Marie en suite de la convocation faite par le maire le 6^e de ce mois.

Présents M. le Docteur André Marie, Chamoux adjoint, Lagarrigue, Comignac, Rabouraud, Babet, Paulique, Giry, Rouy, Fraysse, Faubert, Guérin, Dassier, Chaptal, Fourtillat, Tenu, Meurville, Dumoulin, lesquels forment la majorité des membres assis et peuvent délibérer sur les termes de l'article 58 de la loi du 5 avril 1884.

Objet M. le Docteur adjoint, Chaptal, Chaptal, Chaptal, Guérin.

Il a été ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 58 de la loi précitée, accordé immédiatement à l'assiette du maire Secrétaire pris sous le seuil du conseil.

Monsieur Comignac ayant obtenu au bout de la majorité des suffrages, agi depuis pour remplir les fonctions qu'il a acquises de Proces verbal de la dernière séance est élu et adopté.

Le conseil.

De la loi du 21 mai 1886 l'instruction générale du 6 juillet 1870 et le règlement local sur les chemins vicinaux.

De l'article 5 de la loi du 21 mai 1903.

De l'arrêté des agents voyers sur la situation des chemins vicinaux ordinaires, sur les dépenses à effectuer en 1910 et sur l'apport à l'assiette de l'assiette de 1910;

De l'arrêté de mise en service de M. le Préfet du département en date du 4 mai 1910.

De la budget prévoit pour l'année courante et les comptes rendus, tant par le Maire que par le Secrétaire municipal, ses recettes et ses dépenses, de l'assiette ordinaire, son état de résultat et le résultat net qui résulte de l'épuisement des ressources des chemins vicinaux de cet exercice est le 1910.

Considérant que les trois premières de installations et les vingt cinq dernières vicinaux ordinaires donnent une somme de 5461 francs que cette somme représente centimes de l'épuisement de l'assiette par notre courant pour les chemins vicinaux de la commune, que l'assiette n'a jamais dépassé au dessus de huit centimes par mètre à cause de la

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Prise exceptionnelle de la prime payée habilement dans la commune, qui est donc malade de cette énergie ressources que faites fausses d'oppositions et les cinq centimes ordinaires.

La commune sera imposée en 1911 de 1^{er} trois fournies de prestations dont le montant évalué à 1107,90 5461,65 1105,90 Cinq centimes supplémentaires ordinaires évalué à 1105,90 Total 1107,90

Sur cette somme sera tribut le contingent des chemins de fer et communications, auquel renonceront les deux tiers. Le conseil détermine au moment où il décide de l'émission des ressources sur les chemins vicinaux.

Que ce qui est de l'imposte à somme au sujet de 1910 le conseil décide qu'il sera statué dans une séance ultérieure.

Sur la proposition du Maire le Conseil ouvre un crédit de 350 francs, somme que la commune a dû verser à l'Etat pour la rédaction du Plan cadastral, et que cette somme sera portée en secrétariat aux Chiffres nécessaires de 1910.

Sur la proposition du Maire le Conseil nomme une commission de quatre membres composée de M. Babot, Camille, Fauchon et Guérin pour la révision des règlements et tarif des routes, etc.

Une commission de cinq membres composée de M. Gracq, Gracq, Camille, Pons, Emile et Cougnac, est nommée pour la révision des tarifs et taxes de l'Office d'Eau.

Le Conseil examine voté la proposition pour l'année 1911 des règlements et tarif, actuellement en vigueur de l'Office d'Eau.

Le Maire communiquera au Conseil un rapport au Régisseur du travail public concernant un projet d'organigramme. De la part de l'Eau, Gracq fait une demande à l'Office d'Eau pour l'assainissement de la rivière à la source de.

Le Conseil donne acte au Maire de sa communication

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire fait connaître au conseil qu'il a été fait entre l'urgence à l'Hôpital de Timoges la femme Marguerite de la rue Jarry.

Le conseil donne acte au Maire de sa communication

Le Conseil se constitue en comité pour examiner à la loi du 14 juillet 1909.

Le conseil après avoir pris connaissance
1^{er} des réclamations adressées à la mairie
2^{me} l'Etat nommant des veillards, infirmes et invalides volontaires
pour l'admission à l'assistance par la commission de l'Hospice
faisant fonction de bureau d'assistance pour une l'admission
les nommés Paby, Françoise, Louise, Picardie 6^e, Brancion
autour de Fragny, qui ont leur domicile de service dans la
commune d'Eymoutier. Coquelin Anne 6^e, qui a sonné
son domicile de service dans la commune de Roche (Céans)
et Courtey Marie épouse Marguerite qui a sonné son
domicile de service dans la commune de Nods.

Le conseil donne les demandes des personnes
Gaboureau, Gracq, Guérin, Fauchon, Bourguignon Jean,
Horlier E., Fargeas, etc. à laquelle sont portés
le plus austère restringement.

Le Maire communiquera au Conseil un dossier
l'une demande de Lien Guy devant qui habite la
commune de Nods mais qui aurait obtenu son domicile
de service dans la commune d'Eymoutier.

Le Conseil après examen de l'avis de la commission
administrative de l'Hospice propose la non admission à
l'assistance de Lien Guy et donne à ses enfants qui sont
orphelins et qui ont des emplois et des ressources qui leur
permet de vivre en aide à leur père proposer l'admission à
l'Hospice de nomme Gracq, Françoise qui sera bientôt fixée à l'automne.

Le Conseil donne un avis favorable à la demande de
Lien Bouillie autrefois qui demande son admission dans
une aile de veillards, à son arrivée ayant conservé son domicile
de service dans la commune de Trilport.

Sagard, Gracq, Fauchon, Horlier, Fargeas, Bourguignon,
Bretton, etc. sont portés à l'automne à l'Hospice de Trilport.
M. Gracq, Fauchon, etc. sont portés à l'automne à l'Hospice de Trilport.
M. Gracq, Fauchon, etc. sont portés à l'automne à l'Hospice de Trilport.
M. Gracq, Fauchon, etc. sont portés à l'automne à l'Hospice de Trilport.
M. Gracq, Fauchon, etc. sont portés à l'automne à l'Hospice de Trilport.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le vendredi 29 octobre 1910 à la réunion de l'assemblée générale annuelle du conseil municipal de la commune d'Ambleteuse assuré par le maire en vertu de la loi relative à la réunion des conseils municipaux et de la nomination de l'adjoint au maire.

Présents : M. le Docteur Grasset, Maire, Chauvain, adjoint, Bourdet, Labeyrie, Courcier, Deneubourg, Gérard, Léonard, Pichot, Babot, Chevallat, Tardy, Frégeac, Fontenelle, Gane, Padiot, Fourcade, Vellu, Leig, Lessard, formant la majorité des membres en réunion et huit autres personnes étrangères à la commune.

Demandé : Recours au budget 1884 à la date du 5 avril 1884.

Abstenu : Pétout adjoint, Potigny, Neuville, Dugay, Courcier.

1^e Président : ouvert la séance.
M. Courcier ayant été nommé au bureau : la majorité des sénateurs, 1^e adjoint, pour remplir ces fonctions, a voté avec les voix - verbal de la commune d'Ambleteuse et la déclara

M. Maire soumet au conseil le compte de gestion de l'hospice rendu par le Bureau municipal des recettes et des dépenses effectuées depuis le premier janvier 1909 jusqu'au 31 mars 1910 établi en recette à la somme de et en dépense à la somme de. approuvé par la commission administrative.

1^e conseil approuve le dit compte.

M. Maire soumet au conseil le compte administratif de l'hôpital pour 1909 établi en recette à la somme de 13 732 francs et à la somme de 7 007 francs.

1^e conseil approuve le dit compte.

1^e conseil approuve le Budget de l'hospice pour l'année 1910 établi par la commission administrative et est établi en recette et en dépense à la somme de 18 824 francs.

1^e conseil approuve les dépenses additionnelles au budget de 1910 de l'hôpital établies et votées par la commission administrative et est établi en recette et en dépense à la somme de 7 700 francs.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

1^e conseil

Le Paris favorable du bureau d'administration du Collège et après examen approuve le compte de gestion de l'établissement rendu par le Bureau des recettes et des dépenses effectuées depuis le 1^{er} janvier 1909 jusqu'au 31 mars 1910 établi en recette à la somme de et en dépense à la somme de.

1^e conseil

Le Paris favorable du bureau d'administration du Collège et après examen approuve le compte d'administration de l'établissement rendu par le Bureau des recettes et des dépenses effectuées depuis le 1^{er} janvier 1909 jusqu'au 31 mars 1910 établi en recette à la somme de et en dépense à la somme de.

M. Maire soumet au conseil le Budget du Collège pour l'année 1911 présenté par le Bureau d'administration.

1^e conseil après délibération voté le Budget approuvé en recette à la somme de et en dépense à la somme de.

M. Maire soumet au conseil les objets additifs au budget de 1910 du collège présentés par le Bureau d'administration.

1^e conseil après délibération voté le Budget approuvé en recette à la somme de et en dépense à la somme de.

1^e conseil a pris la délibération suivante.

Vu le compte rendu par le Bureau du conseil municipal des recettes et des dépenses depuis le 1^{er} janvier 1909 jusqu'au 31 décembre 1910, tel qu'enregistré 1^e le rapport du conseil final de l'exercice 1909 ; 2^e les recettes et les dépenses faites pendant les deux premiers mois de l'exercice 1909 ; 3^e les recettes et les dépenses concernant les deux derniers mois.

Or il était des opérations finales de l'exercice 1909 établies regard des comptes des mutations et corrections les recettes et les dépenses pour le 1^{er} exercice pendant les trois derniers mois de la gestion 1910.

Or les budgets présentés et adoptés par les recettes et les dépenses budgétaires de l'exercice 1909 arrêté par le Conseil le 1^{er} octobre de l'assemblée de la Finances et les autorisations spéciales de recette et de dépense établies pendant le 1^{er} exercice.

Or il avait entendu et approuvé le compte administratif dans lequel M. Maire a exposé le motif des dépenses par lui générées. La manière dont elles ont été effectuées et l'utilité que la commune en a tirée. Vu le peu justifiées rapportées à l'appui, tant du compte de

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

de gestion de 1909 que des opérations complémentaires effectuées en 1910
Octobre

Article 1 - Statut au Sur la situation du comptable au 31 décembre 1909 résultant d'un règlement et d'arrangements pris par le conseil des comptes conformément aux articles 171 et 157 de la loi du 5 avril 1834 le conseil ayant remis à la gestion de 1909 pour la commune de

120 dépenses pour la commune de 52088,14
Taxe fixée dans la recette à 34 657,73

Et attendu que par l'avis du conseil précédent le
comptable a été nommé débiteur de 49 610,94

Déclarer le compte débiteur sur son compte
d'opération de 1909 de la commune de 59 208,86

Article 3 - Statut au Sur les opérations de l'exercice 1909 telles résultant d'un règlement et d'arrangements pris par le conseil des comptes, le conseil admet
l'ordre de crédit en portant et décrétant cette forme
comme constat d'ouverture et de clôture.

1° Dépenses faites mais non ordonnancées avant le
15 mars 1909 et payées avec les fonds décaissés
2° Dépenses ordonnancées mais non payées avant le
31 mars 1909 et reportées au budget de 1911

Compte égal

On moyen de débiter sur l'ensemble des dépenses
fixées dont déboursées fixes et
dépenses à toute nature étant de

la commune de

1° Crédit au montant pour exercice de l'année 1909 et
2° Taxe fixée au chapitre de recettes suffisamment des
fondes de l'exercice 1909

1° Règle de distribution de l'exercice 1909 tout relâche de l'administration
commune existait annulé

2° Prise de l'administration locale pour son fonctionnement
comme administratif

Le conseil approuve l'affection

Opérations effectuées tout pendant la gestion de 1909 qui perdure
en premier rang de la gestion 1910 savoir

1° Recette pour 59 312,90

En dépense pour 31 271,81

2° Recette au montant de recettes de

la réduction suffisante de l'exercice 1908 ayant résulté
des agences de recettes de

la réduction suffisante de l'exercice 1909 égal au résultat du compte administratif
même exercice est une variation de recettes de 82 647,73

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le conseil approuve la délibération suivante : M. le maire ayant
sollicité l'autorisation à la présidence à Rouen pour l'assurer administratif, sollicité
par le conseil comme visé dans son rapport au conseil de son administration
celui-ci rapporte à M. le maire,

Vu les diverses ordonnances édictées ministrielles dans les communes et notamment celles du 24 avril 1834 et 10 avril 1839

Vu le rapport du 30 mars 1862.

Vu le rapport du 5 avril 1834, article 151.

Le conseil a été fait recevoir le Budget de l'exercice 1909
et ses autorisations supplémentaires du 15 juillet 1909. Il a été décreté
dans l'intervalle, la date de l'ouverture officielle et celle du mandat
sollicité par M. le maire administrateur, le conseil l'ordonnance de l'exercice
1909 accompagné de l'état de situation du pouvoir, ainsi que l'état
des recettes et dépenses reportés sur 1909.

Il résulte au 15 juillet de l'ouverture du Budget de 1909,
que les recettes sont évidemment supérieures aux dépenses sur six exercices
successifs.

Recettes. Les recettes sont évidemment supérieures de
l'exercice 1909 évaluées par le Budget à 119 311,67 sur la même période
lesquelles décaissées à recevoir à la commune de 112 935,60
de laquelle il convient de déduire celle de 31 271,81

Taxe : pour nos valeurs justifiées au compte du Pouvoir
nos recettes à recevoir également justifiées et qui seront portées en
recettes au prochain exercice 21 022,76

On moyen de débit la recette de 1909 décaissée
d'après l'ordre fixé à la commune de 108 923,64

1° Dépenses fixes au budget de 1909 déboursées 32 657,32
Vaut à faire celle qui sera de l'ordre de 10 798,73
crédit suffisant accordé dans le conseil l'exercice 6 7318,11

Total des dépenses, précédentes 119 311,67
De cette somme il faut débours 67 111,62

Payez 1° Crédit au porteur de crédits restés dans la commune existent le montant resté des dépenses de 365,90

2° Dépenses faites mais non ordonnancées avant le
31 mars 1909 et à reporter au budget suivant 8 961,82

3° Dépenses ordonnancées mais non payées avant le
31 mars 1909 et à reporter au budget de 1911

Comme égal 13 531,82

On moyen des réductions et variations débours de l'exercice 1909 sont déboursés fixes à

les recettes de toute nature étant de 107 487,67 sur 108 923,64
les dépenses de l'ordre de 7 798,73

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

82644,79

Article par conséquent pour recouvrir la somme de 49 610,73
versée par la partie au chapitre des recettes de l'annuaire du budget
de l'an 1910.

Boutier les opérations de l'exercice 1909 sont certaines également
clôs et le crédit annulé.

La présente délibération sera posée comme pièce publique
au compte administratif.

P. Conseil a pris la délibération suivante

V. le Budget prévisionnel pour 1911

V. à la fin l'an 1909 le 31 juillet 1867 art. 16

Mende épeut cette délibération fixe à 796,10 pour la commune
et l'école n'a pas été couverte au moyen des recettes du budget
qui sont de 70 insuffisants pour faire faire aux deux séminaires ordinaires
également obligations.

Sur les lors il y a nécessité de verser de nouvelles ressources
Voté par addition au principal cinquième contributions trois
centimes 60% devant toutes environ la somme de 796,10 recouvrable
en 1911 pour faire à la partie du traitement du pasteur, chanoine
pendant la présente année.

P. Conseil a pris la délibération suivante

V. le budget prévisionnel pour 1911

Constituant pour la partie séminaire de l'école une échelle
du 1^{er} juillet au 31^{er} juillet 1867 58358,73
faisons que la séminaire annuelle géométrique prévoit
à bout de chapitre 1^{er} juillet 585170,13

Sur ce chiffre un investissement de 3211,10

Voté pour l'année 1911 une contribution extraordinaire de 80
centimes additionnées aux quatrième contributions échelées devant donner
une somme de 3211,10 environ dans le but de couvrir le déficit
et d'assurer le budget.

Sur cette somme M. 773,79 sera affecté au service
d'assurance aux vétérans, aux infirmes et invalides.

M. 5367, l'assistance matériale gratuite.

Et 111,50 aux séminaires et protection de la famille pasteurale.

P. Conseil a pris la délibération suivante

V. le Budget prévisionnel pour 1911

V. à la fin l'an 1909 le 31 juillet 1867 art. 6

Alors que la partie de l'assistance matériale pour
la commune et l'école n'a pas été couverte au moyen des
recettes du budget qui sont de 70 insuffisants pour faire faire une

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

autre dépense évidemment continue obligatoire, dans les fins de l'état d'assurance
qui n'est pas dans la proportion de 10% du total part de la commune est
également fixé à 10%. Pour cette raison la somme est couverte par le 10% du
total des contributions dans la mesure tout de même et part de l'assurance étant
mentionnée dans la nouvelle loi votée par une délibération antérieure
en 1891. Sont 911,75. Il faut donc enlever la somme de
partie à la somme de ceux de nouvelles ressources.

Voté par addition au principal des quatre contributions diverses
un centime 10 pour faire la somme de recouvrable en 1911, pour
faire faire à la partie de l'assurance matériale.

P. Conseil vote par adoption au principal des quatre contributions diverses
soit centimes 10 pour faire la somme de recouvrable
en 1911 pour faire faire à la partie de l'assurance matériale
et l'assurance sociale comprenant le 10 du 14 juillet 1905.

P. Conseil vote l'ensemble du Budget pour 1911
en ventes et en dépenses à la somme de 52258,79

P. Conseil municipal prend la liste des personnes à servir.
Mentionne le nom avec le chef de l'assistance et la partie suffisante.
Béartay, Léonard. M. le serre E., Tautouze, Gracianus,
Duguy, venu au Van, Goutierre, Guy Jean, Cognacq Jean,
Lamaison à Baudy, Léonard.

Assistante M. Frank, M. Bob, Fouquer, Dardan, Guérinette,
Gerbier, Guyon, Denoncourt, Poivrade, Bob, Guy.

Droits
de Place
de Passage ou de Marché

P. M. qui fait connaître au Conseil que la réception des
droits de place servit de celle du droit de passage de marchandise et
le passage qui avait été concédé pour une période de trois ans par
M. Blatin prend le 31 décembre 1910, il y a bien de
faire une nouvelle application.

P. Conseil décide que sera accordé à une nouvelle application
pour une période de trois ans au commencement de l'année 1911
et l'assurance le 31 décembre 1913 et de modifier le cadre des charges
du droit de place à faire par le conseil municipal par le décret
approuvé le 18 décembre 1892 avec l'ordre du jour.

Demande toutes dispositions et compléments par le suivant:
Article 6 — et banni. La vente d'établissement de marchandises
et leurs emplacements occupés pour n'importe quelle forme faire pour
tous centimes par jour et par mètre carré. Si dépasser accepté ou sur
fraction de mètre carré.

Tous les marchands fermeurs et établissements qui envoient leurs marchandises

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

sous l'abri de l'hôtel de Ville pour cinquante centimes par jour et par mètre carré (sans matériel) et soixante dix centimes par jour et par mètre carré avec matériel (le planches et bâche).

Article 9 Pour la fourniture du matériel par le adjudicataire (les planches et bâches), il ne pourra être perçu en plus du droit de place que 0° 20 centimes par mètre carré.

Article 10 Il sera fixé

pour chaque tonne	vingt centimes
des bûches et branches trouvées au bras d'eau.	cinq centimes
Une charrette à branches et bois à bûches	vingt-un centimes
Une charrette à foin	cinquante centimes
Une charrette à paille	dix centimes
Par chaque tonne de bûches	cinq centimes
Par les bûches, les bûches, le charbon, le bois et les articles trouvés au bras d'eau	vingt centimes

Il sera fixé à 10 le prix total, au fraction de cinq tiers, toute bagatelle inférieure à cinquante kilos, pourra être payée.

Les bûcheries, les bûches, manèges, bûches, rameau contenant 10 mètres carrés environ en vaste, n'excepté pas plus d'un mètre carré n'ayant plus que 0° 20 centimes par mètre carré en débit, pour un mètre carré d'omy brûlant. Le basculement au droit ci-dessus de trente centimes par mètre carré.

Les corps occupant 100 mètres carrés, pourront être payés par tonne de charbon, le tout à deux cents mètres carrés par tonne, le tout cents à trois mètres carrés vingt francs.

Les chevaux d'appel pour chaque tonne de charbon déboursé, les manèges de chevaux de bois et autres manèges jusqu'à huit ans d'âge, par tonne de charbon.

Les bûcheries, barrages et bâtimençes, bûcheries, font divers et autres 0° 30 centimes par mètre carré.

Les bûcheries, manèges, voitures de bûcheries, pourront 0° 30 centimes par mètre carré, par tonne d'occupations.

Article 11 Le droit de place des personnes et qui regardent les usages, manèges de chevaux de bois, bâtimençes, barrages, de bâtimençes, pour divers et autres bûches en vaste à faire à la tête de la bûche ou à faire la partie de la bûche et à l'apprécier comme devant le reste de l'ancien. Néanmoins, il ne sera pas payé pour deux planches, pour deux planches et bâches ou bûches et bâches et la tête. Il sera fixé une quantité des droits déboursés pendant les quinze jours qui précèdent la tête, pour gratuité avant la tête et que suivront les trois jours gratuits à partir de la tête comme l'est dit ci-dessus.

L'autorisation sera faite par l'adjudicataire écrit et sous

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

enveloppe capitale.

La partie après annulation sera de 1200 francs pour les droits de place, de payage, de mesurage et de langage réunis des bascules communales établies sur le plan d'arbre ne font pas partie de la présente adjudication?

Ces offres ne pourront être infirmes à la suite d'après ce- dessus indiqué.

Cette soumission au dessous de ce chiffre serait discutée avec le maire.

Cette adjudication aura lieu conformément aux règnes et conditions du règlement des charges et taxes établi par le conseil municipal le 1er février 1892 modifié par l'adjudication du conseil municipal le 1er février 1892 et qui n'est pas contrarie aux dispositions précédentes et aux lois et règlements en vigueur sur la matière, tels que le droit de place que pour le droit de payage, de mesurage et de langage.

M. Fautouiller et Robouard sont désignés pour assister le maire à la date d'adjudication.

La date d'adjudication sera fixée dans un délai d'après l'approbation du conseil municipal.

M. Maire fait connaître au conseil que l'adjudication de l'entretien des routes de la ville, n'ayant été, pas fixé pour une année entière en 31 dernières années.

Le conseil décide que l'adjudication des routes sera mise en vente au adjudication pour une année déboursé qui commence le 1^{er} juillet 1911 jusqu'au 31 décembre de la même année.

L'autorisation sera faite au rabais par l'adjudicataire écrit et sans envoi de capitale, sur une note à lire de 250 francs.

Cette adjudication aura lieu aux dates et conditions du règlement des charges établi par le conseil municipal le 22 février 1909 et approuvé par le M. Préfet le 5 mars 1909, en tant qu'il n'est pas contrarie aux dispositions précédentes sur la matière d'adjudication.

L'autorisation ne sera délivrée qu'après l'approbation de M. Préfet de la Haute-Vienne.

Messieurs Fautouiller et Robouard sont désignés pour assister M. Maire à la date d'adjudication.

Le conseil autorise M. Maire à faire exiger à tous les formes d'adjudication, pour la vente de l'abri de la ville de la ville pour l'année 1911, la vente à lire de 250 francs.

M. Fautouiller et Robouard sont désignés pour assister M. Maire à la date d'adjudication.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le conseil d'école de la commune d'Ambleve a voté le budget pour l'édification de la liste électorale et des élections et délibéré également concernant les élections au profit de la même liste.

Le conseil d'école M. Lagarde et Couture pour l'édification de la liste ou élections au bureau et à la chambre de commerce de Verviers.

Mairie signe au conseil le dépôt de constat de ses communes à l'exception de l'ensemble du terrains appartenant à l'église en bordure du champ de foire. Il y a été compris une école de garçons dans cette ville à 5 classes, étude civile maternelle à 2 classes avec le logement nécessaire pour les directeurs et institutrices adjointes.

Le devis de construction d'école à la somme de 160.000. Ce devis comprend également la construction des écuries environ 35.000. Ce devis porte à la somme totale de 186.000. Les fonds viennent en partie de la Commune sous la forme d'un tiers environ soit 60.000. Reste pour la part de la commune une somme de 120.000 qui ne pourra être couverte qu'en moyens d'emprunt de quelque homme.

Le conseil d'école délibère

1. Défouvoir le plan et devis et cahier des charges dressé par le député.

2. Autoriser la mairie à entamer avec l'administration de l'officier pour l'école, la terrasse nécessaire à l'école.

3. Engager le conseil à voter pour addition aux quatre contributions directes les fonds nécessaires à couvrir l'annuité (intérêt et amortissement) représentative des emprunts de 120.000 francs. En regard de l'usage résultant du nouveau statut des locaux scolaires auquel il est impossible de renoncer, par des réparations.

Le conseil de la commune a voté le budget pour l'édification de l'école primaire et l'autorisation d'aller au profit de la même au budget.

Mairie communiquant au conseil le budget pour la construction du chemin rural 918 reconnue par délibération de la commission d'évaluation en date du 26 octobre 1899 entre le village de la forêt Chabot et la limite de la commune de Huy et Gaffoës sur une longueur de 1435,77 et dont le montant de la

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Dépense d'école à 2000.

Le conseil d'école d'Ambleve a voté le budget pour l'édification de la liste électorale et des élections au profit de la même liste. La somme nécessaire pour la construction de l'école de 186.000, autorisé par budget arrêté le 22 juillet 1900. Contrat au Crédit foncier avec approbation de l'assemblée en date du 5 octobre 1901. Ainsi que lorsque que l'école sera terminée le conseil sera restera dans la règle habituellement suivre pour les chemins de toute catégories qui sont par la construction ou l'entretien naturellement fait par les propriétaires, pour un moyen de restaurer tout premier les voies et les chemins, les propriétaires intéressés à l'avantage des chemins communaux.

Mairie communiquant au conseil une lettre de Mr Martin de l'Amontis demandant l'autorisation de la commune à ce sujet.

Le conseil nomme une commission composée de Mr Fautrelle, Pauligne, Thys, Serre, Dewoutain et Neurville qui sera chargé

Mairie communiquant au conseil une demande de l'assemblée de l'Amontis tendant à ce qu'il soit établi un prolongement de la circulation dans la rue large jusqu'à son extrémité où est installée une manufacture où trouve

Le conseil après délibération autorise la mairie à faire exécuter cette amélioration, en demandant à l'assemblée de vendre à la charge une partie de la terrasse et dans la même proportion de celle de la circulation de la manufacture jusqu'à une emprise de 100 francs au profit de la circulation dans la rue dans la mesure où le dépense sera couverte aux dépenses établies de 1910.

Le conseil se constitue en comité de pré-conseil pour le 14 juillet 1910.

Mairie communiquant au conseil une demande de l'assemblée de l'Amontis tendant à ce qu'il soit établi un prolongement sur inscription de la liste d'électeurs intérieur et extérieur à la commune de l'Amontis et de la limite de la commune de l'Amontis.

Le conseil municipal a voté le budget pour l'édification de l'école primaire à l'école maternelle gratuite, liste qui a été dressée conformément à la loi sur la construction des écoles dans l'empire.

Mairie demandant à ce qu'il soit établi au profit de l'assemblée de l'Amontis le budget pour la construction des écoles n'a pas eu

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Son approbation

Orbigny G. Sagard
Traboulay J. Tourny J. Chauvin
Béchet Béchet D. Thibaut
Bastide Dupuy D. Thibaut
Lambotte

Sur un mandat pour le cinq du mois de mars à 10 heures du matin, le conseil municipal de la commune d'Eymoutiers a délibéré au terme ordinaire de ses séances au nombre de six voix en l'absence d'absentéisme sous la présidence de M. le Docteur Chauvy tenu en suite de la convocation faite par le Maire de la cité communale le premier du mois.

Le conseil a élu le Docteur Chauvy, Chauvin adjoint, Nagard, Traboulay, Cougnac, Thibaut, Babet, Chauvin, Guérin, Thibault, Gau, Cougnac, Thibaut, Bastide, Guérin, Guérin, Duru, Vauquelin, l'architecte municipal, adjoint au maire et membre du conseil municipal.

Le conseil a voté la somme de 10 francs.

Il a été, en conséquence, décidé à l'unanimité, de voter immédiatement à l'absence d'un électeur, sur l'avis du maire, une somme de 10 francs au profit du conseil.

M. Cougnac ayant obtenu un bulletin à majorité des suffrages, est élu adjoint au maire par les électeurs acceptés. Il a voté dans son absence au profit du conseil.

Le conseil a reçu l'examen de la situation de jouissance des biens communaux de la section de V. Hemoutier, soumis par la lettre de Monsieur M. Martin et dont le résultat a donné lieu à la séance suivante.

Après discussion le conseil confirme l'avis de la commission d'enquête envoi par son rapporteur Monsieur Thibault. Sont à maintenir pour le moment le mode de jouissance établi par les usages des terrains situés communaux, dit quinze hectares il n'en paraît pas y avoir nécessité d'interrogation à ces usages. Ensuite si la commission ayant établi la preuve de possession du terrain en litige par Martin par la commune confirme un aysant de Penet, que les droits invoqués

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

par Martin soient comme résultant d'un titre de vente à lui consentie ne peuvent être que du restant les seules seules droits devant lesquels il lui appartient de se prémunir.

Le conseil vote une somme de 100 francs pour faire face à la dépense occasionnée par le renouvellement de la population. Cette somme sera inscrite aux chapitres additionnels de 1911.

Le Maire communique au conseil une lettre de M. Raymond p. tenant à acquérir par rachatement de la voie publique une parcelle de terrain en bordure de son jardin sur le chemin # 30.

Après discussion le conseil décide de voter la dette parcellaire de terrain à Monsieur Raymond et en faire le port à Cinq francs la mille carié.

Le Maire expose au conseil que le Vauquelin préfet a la Tautair demandé la maintenance d'une inscription hypothécaire prisé contre lui au bureau des hypothèques de Limoges le 3 juillet 1908 volume 870 N° 6 au profit du collège d'Eymoutiers le 24 mai 1888 établissement communal, et portée sur tout le terrain appartenant au M. Laguenie notaire à Eymoutiers le 27 mai 1888 pour toute la somme de 100 francs capital nécessaire pour assurer une rente annuelle de 10 francs de 22.70 du j. par le Vauquelin au collège d'Eymoutiers et ses inscriptions renouvelées par cette dernière. Il nous est tant seulement que ces inscriptions n'ont pas été renouvelées par le Vauquelin et M. Thibaut adjoint et Voucheur hypothécaires des terrains échappant à la Haute Vigne suivant actes sous pli de M. Bironnot notaire à Eymoutiers le 15 juillet 1910 housed au bureau des hypothèques de Limoges le 24 juillet 1910 volume 188 N° 14.

Le conseil après avoir pris connaissance de la demande et de la suite des enquetes.

Constatant que la partie de propriété vendue par le Vauquelin a résidé depuis 87 ans. Que la propriété reste sous état et possède un valeur de bauvoir plus hypothéque au profit de l'administration pour assurer la régie du collège. Et que le Vauquelin a la main levé demander à chargé M. le Maire de faire la nécessité pour régulariser cette matière ainsi, lui demandant tous pouvoirs nécessaires pour faire ses actes, obtenir toutes autorisations nécessaires à ce effet pour arriver à la regularization de la titre inscription sur le terrain ou il est demandé.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Rampé l'asphalte au village
de Lachau

Le Maire a fait la position du Marais et comme suite à une demande des habitants du village de Lachau tendant à ce qu'il y ait un village soit relié au moyen d'une rampe praticable sur chemin N° 918 se faisant au cours de la construction le Conseil municipal reconnaissant que les chemins N° 918 et 11 sont en construction, barrant à une partie distante du village de Lachau sans toutefois le desservir, que l'asphalte au point où le chemin en construction traverse le vieux chemin conduisant à ce village, n'a pas eu de résultat et une hauteur telle que l'accès est impossible sans l'excavation d'une rampe telle que la demandent les habitants de Lachau.

Ceux qui voteront l'autre part sur le chemin N° 918 et 11 sont à la construction est presque terminé étant le seul voie conduisant à Lachau, toutefois l'ouverture d'une circulation continue depuis le commencement des travaux et finira la distance l'empêchant ayant fait faire à ce qui fut complété. Il est également intitulé à son égards, tendre pour la bonne finition au profit pour l'excavation en regard de ce travail sera empêcher d'être constructive en vue de la rampe nécessaire pour relier la nouvelle voie sur chemin d'accès du village de Lachau.

Chemin versant N°
9 et 10

Le Maire communique au Conseil les projets de classement et de construction de deux chemins ruraux, l'un aboutissant au village de Pegrasson sous le N° 9 et l'autre partant de la route nationale N° 140 et aboutissant au village de Gravais sous N° 10.

Après examen du projet qui cause satisfaction à la population de ces deux villages, le Conseil décide de demander le classement et la construction des deux chemins, est que le montant de l'échance 3600\$, sera pris sur le excédent de la dette déboulée aux Chambres additionnelles de 1911.

Demande Fauturier

Le Maire communique au Conseil une demande de M. Georges Fauturier tendant à acquérir par retraçage de la voie publique une parcelle de terrain en bordure de son jardin dans la place d'armes.

Après discussion le Conseil décide de donner la date limite de terrain à M. Georges Fauturier et en faire le prix à cinq francs le mètre carré.

Le Maire communique au Conseil une lettre de

N° D'ORDRE

Mémoire Boulique

Mémoire Breac

Bureau de tabac
de Berry

Rejeton de Bassin

Sainte Initiative
de Léonard

Achat d'un fourneau
au collège

Mobilier pour le Musée
épigraphique

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire Boulique tenuant à obtenir une indemnité pour les terrains lui appartenant et à incorporer à la voie publique pour but le redressement et l'allongement de la rue des Fossés.

Le Conseil nomme une commission composée de M. le pan Gau, Fauturier et Légaré, qui sera chargée de faire un rapport sur la question.

Le Maire communique au Conseil une demande de M. Georges Breac octobre, tendant à obtenir une indemnité pour le hameau qui aurait été dans l'obligation de faire exécuter en vertu de l'assurance sous le titre d'assurance devant le voie publique.

Après examen le Conseil autorise le Maire à syndiquer avec M. Georges Breac pour faire faire, de l'assurance en cas où il devrait être.

Le Maire soumet au Conseil un vœu tendant à ce qu'il soit nommé un titulaire au bureau de tabac de Berry. Le vœu est agréé.

Le Maire fait connaître au Conseil qu'il a été partout rencontré aux plus près par le Conseil pour l'exécution des travaux nécessaires à la réfection du Bastion d'eau potable qui a conséquence. Il a aussi fait de modifier le Conseil des Eaux et d'augmenter les frais.

Après discussion le Conseil charge le Maire de faire exécuter la réfection au moins sur intérêt de la ville.

Le Conseil décide d'accorder aux Séminaires de 20 francs au Syndicat d'initiative des séminaires. Cela concerne sera inscrit aux Chambres additionnelles de 1911.

Le Maire fait connaître au Conseil que le fourneau de la cuisine du Collège est dans un état d'usure tellement intolérable et qu'il y a lieu de remplacer.

Le Conseil charge le Maire de faire l'acquisition d'un fourneau neuf et tel que la dépense sera couverte aux Chambres additionnelles de 1911.

Le Maire fait connaître au Conseil qu'il a été décidé d'envoyer le mobilier pour le Musée de musée épigraphique qui y a été nommée une Commission pour statuer sur cette question.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

S. Comité d'usage et frais de la route et nouveau règlement

Constitution d'un groupe
Sécurité

S. Marie fait connaître au Conseil ses vues sur la construction du groupe scolaire. Ensuite il a la commission administrative de l'Hospice de venir lez Cîte à la commune de parle les personnes qui se trouvent en face sur le Champ. Il parle environ 3500 mètres carrés - La Commission Consent à Cîte à la commune de question au pris de 1 franc le mètre carré.

*Après délibération le Conseil autorise le tracé
et battez avec la Rénovation de la Commune au administrateur
de l'Hospice un pris moyen*

Boulevard de la Ville

*S. Marie fait connaître au Conseil que
l'application du boulevard n'a pas encore lieu faute
de concurrents suffisants et nécessite l'assurance
ce service.*

*S. Conseil autorise le tracé et battez le pris
à que non un autre prouy aux choses et l'assurance que
celles en charge ne devront dépasser 100 francs - Et
suffisamment de temps sera mis aux choses administratives
de 1911.*

Surfacing des rues et
des bouches

*S. Marie fait connaître au Conseil son vœu
qu'il arête le Recouvrement de l'Etat en date du 1^{er} juillet 1909
la commune fait que l'obligation de faire en force l'application
des vœux de l'Assemblée à l'Etat y a lieu et de conformité à
est arrêté pour l'année 1911. Comme il paraît une certaine
de Recouvrement de l'Etat et en conséquence il vole la ressources
necessaires pour faire face à ce futur.*

*Le Conseil après délibération vote une somme de 200
francs pour faire surface aux Champs administratifs de 1911.*

Chapitre administratif
1910

*Le Conseil après avoir entériné les explications fourries
par le Maire et après examen établi le Chapitre administratif
au budget de 1910 en réelle et en totale à la somme
de*

Après le Conseil le Département a été approuvé

*Maire ^{Président}
Pétignard*

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

*Sur un avis du Conseil ouvrant le mois de mai et devant a
la fin de ce mois, le Conseil municipal de la commune démonte
assemblé au lieu ordinaire de la Salle au conseil de l'Etat le
au bâtiment administratif sur la place de l'Etat. Le Dr. G. Pichot
Maire en suite de la convocation faite par le Maire de la
commune le cinq de ce mois.*

*Principaux détails le Doctor Gavet Maire Chanoine adjoint,
Lagarde, Labeyrie, Deschamps, Guivarc'h, Pichonnet,
Muspique, Del Mot, Lory, Frainier, Faucheu, Lutour, Lamy,
Berbure, Léon, Neuville, Lory, Léonel formeant la majorité
de membres en exercice et peuvent voter et si le tiers est battu
je déclara la Salle 1889
comme débattue.*

*S. Pétition a ouvert la Salle
Il a été en consequence de l'article 53 de la loi présente pour
immobiliser à l'Etat dans le territoire pris sur le territoire de
la commune.*

*La commune fait connaître au Conseil la majorité en
suffrage a été prononcé pour empêcher ces fonctionnaires complets
de faire leur travail de la commune est la et adopté*

*S. Conseil municipal signe le Dr. G. Pichot.
Tout comme la signature du Dr. G. Pichot, lorsque
désigné pour la rédaction de son acte fait partie de la commune
choisi d'établir la liste des assurés de la commune
d'après le loi du 5 avril 1910 sur les retraites assurées
et payantes.*

*Sur la proposition de la Salle le Conseil voté
de demander la mise en programme pour être libérations
en 1912 la partie restante du bâtiment du Chemin
vieux administratif N° 8 de la commune au Chemin
de grande communication N° 112.*

*Le conseil décide que la commune battez avec le Bureau d'Etat
Maire ^{Président} Pichonnet ^{Secrétaire} Pichonnet ^{Dr. G. Pichot}*

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

D. Au vingt et un juillet ouvré et le deux juillet a été
heure du matin, le Conseil municipal de la commune
d'Égnyas a assuré au lieu ordinaire de ses séances tous
les membres de l'Assemblée à l'exception de M. le maire, M.
le bâtonnier, M. le docteur Grasset au nom de M. le bâtonnier
en suite à la convocation faite par le bâtonnier à l'assemblée
le vingt juillet juillet.

Projet de la S. Gendarmerie, M. le bâtonnier
et Chambon et fils, J. Agut, P. Bourassa, Deneau,
Babé, Couignas, Ch. Mat, Guy, Fauteux, Guérin
Gassier, J. Dupuy, H. Moreau, Champoux, Léblanc,
Piquard, Léblanc, également portement la majorité et
placé devant l'Assemblée à l'apres-midi du 1^{er} juillet 1884

abstenu de la

S. Le Président a ouvert la séance.
Il a été en conformité à l'article 53 de la loi provinciale
pourvu d'un mandat émis à l'effection d'un Secrétaire pris
dans l'ordre du Conseil.

M. Moreau Henriot ayant obtenu au scrutin la majorité
des suffrages a été désigné pour remplir la fonction qu'il a
acceptée.

Le Procès - Verbal de la dernière séance est lu
et accepté.

Couenne Jeanne

Le Maire s'est réuni en l'honneur de l'assassin
à la paroisse sur la tombe de l'assassin Jean Couenne et il a été
en quelques paroles émues à forte émotion fait au Conseil
que l'assassin tenu de ses membres les plus éclairés et
les plus dévoués. Il a adressé de nouveau à la famille Couenne
un voeux au Conseil l'expression la plus haute de ses
sentiments de commémoration.

Il fait connaître ensuite qu'à l'occasion de ses
funérailles et pour honorer la mémoire de leur regrette collègue
il a été devoir adresser une couronne mortuaire au nom
de tous les membres du Conseil municipal d'Égnyas et
aux frais de la Commune.

Le Conseil approuve la liste des personnes qui se sont
réunies à la tombe de Couenne et il a été fait par celle
qui sera inscrite au budget additionnel de 1911

Le Maire communiquera au Conseil une lettre
de l'assassin lequel faisant connaître que l'assassin

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

François Couette municipal lui a demandé de déclarer
l'indemnisation de l'Assemblée membre de la même assemblée qui
lors de ses deux séances n'a assisté aux séances du
Conseil. Le Conseil après avoir entendu l'explication de l'Assemblée déclare
l'indemnité de justice de son absence.

Le Maire Communiquera au Conseil une lettre de
protestation de l'assassin François contre la déclaration relative
aux communautés de l'Assemblée, celle-ci n'a été envoyée à
la Préfecture.

Le Conseil lève acte au Maire de sa communication
écrite le huit octobre ayant trait aux empêchements insinuations
de cette nature ne pouvant en rien entamer la sincérité de la
situation. Le procès verbal qui a été approuvé par le Conseil.

Le Maire Communiquera au Conseil un projet de passage
des tramways dans la ville d'Égnyas dressé par les
concessionnaires. Ce projet consiste à établir une ligne
de voyageurs et de marchandises en partie sur l'avenue Blaauw en
partie sur le terrain communal provenant des biens de Raymond.

Les trains accéderont à la gare par une courbe à grand rayon
en partant de l'endroit où l'avenue Blaauw se termine
vers l'avenue de l'Assemblée et l'avenue de l'Assemblée
vers l'avenue Blaauw et suivant un cours de 30 mètres sur la place.

Le Maire fait remarquer que le projet d'emplacement de la
gare sur la ligne sera accepté, il ne saurait en être de même
si le projet d'établissement d'une ligne sur la place d'armes qui
renferme l'ancien plan d'Égnyas tout à fait inutilisable tant
pour l'embellissement des places publiques que pour la tenue de nos
graves fêtes et festivités, pour lesquelles l'avenue Blaauw sera manifestement
insuffisante tant que la circulation est à l'arrêt et sans frein.

Le Conseil à l'unanimité de rangne à l'avis du Maire et pris
notamment la Commission de Chemins de fer de l'Assemblée
de voter leur faire établir et présenter un projet en telles de la
place d'armes qui à aucun prix ne saurait être sacrifiée.

Le Conseil

Le Conseil sur la proposition du Maire nomme une
commission de trois membres, M. Babé, Couignas et Fauteux
qui sera chargé d'établir le projet de renouvellement de la place
du Collège pour une période de trois ans.

Le Maire

Le Maire fait connaître au Conseil que Monsieur
P. Bourassa municipal a été nommé pour l'obligation de faire
communément à Monsieur George ancien principal du Collège
d'Égnyas, concluant à lui payer la somme de 60 francs

l'Assemblée François

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

pour prendre à payer en la qualité de principal au Collège pour pensionnaires manquant au dessous de leur Emploi annuellement à l'article 6 de la convention entre le Ville et le Collège approuvée par le Souvenir le Mercredi 26 Octobre 1909, que le Conseil Crozé a fait opposition à ce communiqué et qu'il a été pris pour l'opposition.

Le Conseil après examen de la question approuve les mesures prescrites autorise le Maire à constituer avocat en son nom le recouvrement de la somme de 60 francs due par le Souvenir Crozé.

Réparation du Pavillon

Le Maire fut consulté sur conformément à une direction extérieure du Conseil et dans la mesure de l'approbation du Conseil, il a consulté avec le Souvenir Crozé un éventuel marché à gérer pour la réparation d'un des rideaux déchirés en vue d'obtenir sa parfaite étanchéité. Il a travaillé à exécuter l'opération au profit d'après plan de l'architecte consultant dans la réfection de la radieuse et l'église Sainte-Suzanne. Une couche de ciment a été appliquée sur les parois des murs hauts de trois mètres et l'application d'une couche de ciment a été continuée jusqu'à la hauteur de la fourniture et l'usage d'une couche de fond assurant le caractère de la façade aux plus fortes曝露. Le montant de 350 francs.

Le Conseil pris délibération d'approver le devis proposé et décide que le montant de la dépense estime à 177 francs à celles du profit permis sera versé aux Chapitres additionnels de 1911.

Prestations ouvertes

Le Conseil vote une somme de cent francs qui sera versée aux Chapitres additionnels de 1911 en vue de l'application de la loi sur les prestations ouvertes concernant les employés de la Commune.

Libération approvée
le 8 octobre 1911

Le Conseil vote une somme de 200 francs qui sera versée en décaissement aux Chapitres additionnels de 1911 pour couvrir le fait comptabilisé de la commune d'Eymoutier dans le cadre du fonctionnement du coeur en vertu de l'Eymoutier gare à Royné par Beaumont suivant la déclaration du Conseil administratif en date du 28 novembre 1909 approuvée le 11 Janvier 1910 et suivant sentence de l'administration en date du 28 Janvier 1910.

N° D'ORDRE

Rampe du village
de Rachars

Électricité

Assistance aux veillées
Taux d'allocation

DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil vote une somme de deux cent francs qui sera versée en décaissement aux Chapitres additionnels de 1911 en vue de l'achèvement de la rampe d'accès du village de Rachars.

Le Conseil autorise le Maire à faire faire un certain nombre de pauprises à l'ancienneté sur quelques points où la ville insuffisamment éclairée.

Le Conseil se constitue en comité secret conformément à la loi 17 juillet 1909.

Le Souvenir le Vendredi Soir huit

- 1^e La fab de la loi du 17 juillet 1909 sur l'assistance obligatoire aux veillées, éclairage et énergie pour la ressource
- 2^e Les instructions du Souvenir le 26 de la Haute Vienne relatives à la réservation des taux d'allocation nécessaires fixés à l'article 13, secondement stipulé

Il invite aussi l'assembly à débriefer sur la fixation du taux de l'allocation minimum pour l'assistance à domicile

Il invite également le conseil municipal à établir ainsi qu'il suit la somme nécessaire pour l'éclairage pendant un mois à usage personnel entièrement assuré de ressources

Assistanctation 3 francs

Éclairage 3 francs

Égouttement 3 francs

Obstetrics 3 francs

Il invite en conséquence à débriefer la fab de l'allocation minimum pour l'assistanctation à domicile dans la commune

Assistanctation aux veillées

Le Conseil - pris avis, ses connaissances à l'égard de la réglementation applicable à la fab, 2^e l'état normatif des veillées, éclairage et énergie pour l'assistanctation à l'assistanctation par la commission communale de l'assistanctation faisant fonction à l'assistanctation règle la question dans l'ordre des affaires suivante.

i) Raynaud Pierre 40 francs par mois au lieu de 35 francs et Couffy Jean 40 francs par mois au lieu de 35 francs.

Le Maire communiquera au Conseil une rédaction d'une demande concernant le nommement d'obligataires francs actuellement à Murez gracie qui a consenti son nom à la Commune d'Eymoutier qui a obtenu son admission à l'assistanctation aux veillées.

Le Conseil après examen et l'avis de la commission

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Administrateur de l'Hôpital rejette la demande du Seigneur du Seigneur Chaperon au nom d'un groupe d'épicier bourgeois de la Croix Latte et réprouvant la machine agricole qui est dans une situation à poser des vues au sujet ainsi que les deux M. le frère et le maître.

M. le Maire communique au Conseil une demande du Seigneur Guy Édouard actuel Maire à Mme mairie qui a demandé la somme de 100 francs pour la construction d'une école dans la commune qui relève de la commune de la Croix Latte et de la commune inférieure et immédiatement. Le Conseil après examen et l'avis de la commission d'Instruction et d'Instruction rejette la demande du Seigneur Guy. Ce Seigneur est préfet et n'a pas la force qui soit pour faire une situation leur permettant de lui donner ce droit.

Clément Pétrot, Brabois et
Ferdinand Chaperon

Sur un arrêt court ouvert le treize du mois d'avril à 50 francs et donné le matin le conseil municipal de la commune d'Eymoutiers asssemblé au lieu ordinaire de ses séances au hameau de la Gare en session ordinaire sous la présidence de Monsieur le Gouverneur Garet, a voté en suite de la convocation faite par Monsieur le Maire le mot de ce motif.

Arrêté N° 1. Gouverneur Garet, Pétrot et Chaperon, administrateurs, Vigard, Grabouaud, conseillers, Féguier, Drouot, Parcier, Gervais, Flassez, Fayolle, Babot, Gaston, Couture, Gerbaud, Seyre, Neuville,

qui sont formés la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après le terme de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884.

allége le Dr Chaperon, Fournel, Dupuy.

Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 53 de la loi portant procédure communale, à l'ordre du jour demandé par M. le Seigneur du Conseil.

M. le Conseiller ayant obtenu la majorité des suffrages

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

est désigné pour compter ces fondations que la question.

Le conseil a voté cette même séance est le et nighte.

1. M. le Maire fait connaitre au Conseil qu'il sera formé à Eymoutiers un comité d'initiative en vue de l'organisation des fêtes qui auront lieu les 19, 20 - 21 juillet pour faire de fêtes de la commune et de l'Institution au moyen d'une souscription à laquelle tout le commerce et les industriels, les particuliers eux-mêmes ont l'avis de participer.

Le conseil municipal ne peut approuver une partie tant au point de vue du bon renom de la ville et de l'Eymoutiers que du développement de son commerce dont il faut bénir la commune toute entière. Dans ces conditions le Maire pour que le conseil municipal trouvera à honorer de l'assister à ces fêtes par le vote d'une subvention convenable et dont le chiffre devrait avoir raisonnablement été fixé à la somme de 500 francs.

Après une discussion à l'appellement, l'assemblée par plusieurs voix a voté la résolution du Maire mise sur le voix de cette séance. Un Crédit de 500 francs sera versé aux chapelets administratifs de 1911.

2. Rôle des Administrateurs de la commune

Prorogation du rôle des Administrateurs.

Le rôle d'administration à 100 francs portera sur un an et demi au 1^{er} juillet.

Rôle de Berry

2. Conseil municipal a voté la prorogation pour 1913 des réglements et taxes existant en vigueur à l'heure de l'Eymoutiers.

Sur la proposition du Maire. Le Conseil décide de voter une somme de 100 francs destinée à la production des enfants de 5 ans et aux œuvres d'assistance matérielle et pour l'assurance le rôle de voter bien faire accorder à la commune une subvention sur le Crédit ouvert à cet effet au ministère de l'Instruction.

Monsieur Pétrot fait savoir au Conseil que par suite du roulage et du transport de matériaux divers nécessaires pour les travaux du barrage et l'installation de l'usine électrique des tramways d'Instruction, la route de Berry a été fortement détruite, ayant à faire de dommages à la Compagnie concessionnaire une indemnité de la somme en état de la route.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

chemin de Chatan

Le Conseil vote à l'unanimité la somme nécessaire pour renouveler le chemin en véritable

asphalté mètres

Le Conseil nomme une commission de deux membres composée de M. Courgnac et Courtois pour examiner les réclamations à faire au chemin de Chatan.

avant tout aux villages

Le Conseil décide de porter à l'assistance médicale le nouveau bouteau au falot et le nomme à l'avenir Ruiting et les deux enfants, un juge.

Le conseil après avoir pris connaissance de la liste des réclamations adressées à la mairie, a l'ordre nommément le vétérinaire municipal, professeur pour l'administration à l'Institution par la commune administrative de l'Hôpital laissant l'ordre à l'assistance médicale les conditions dans lesquelles elle peut assister les personnes suivantes :

1. À l'assistance administrative des pauvres plus moins l'aide financière, et Gustave Verner. Pour la paix par incré-

Chauvet *Gagnon* *Gagnon*
Doucet *Laboue* *Laboue*
Babet *Mallette* *D'Andly*

Le conseil vote sur le conseil du mois de novembre à des frais de matin le conseil municipal de la commune à l'exception des débats au bureau de la commune au nombre de seize, et votation ordinaire de la séance au nombre de seize, et votation ordinaire sous la présidence de Monsieur le Docteur Gaudet Marie en suite de la convocation faite par le grever le maire de la ville communale le premier de ce mois.

Président à la séance Docteur Gaudet Marie, Adolphe et Courgnac avocat, Gagnon, Laboue, Denonchard, Courtois, Bégin, Thériault, Tardieu, Dassier, Couture, Dupuy, Léveillé, Mallette, Babet.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 50 de la loi du 5 août 1844 et l'avis de M. Fourmet, Grez, Gobaut, Chaz, Mat, Potvin.

Le Président a ouvert la séance. Il a été en conformité de l'article 53 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire, puis dans le sens du Conseil.

Messieurs Courgnac ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions spécialement. Le Président verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le conseil

Vu l'avis favorable du Bureau d'administration du Collège et après examen approuve le compte de gestion de cet établissement rendu par le Maire des recettes et des dépenses de l'année 1910 jusqu'en 31 mars 1911 établi en recettes à la somme de 32 778, et en dépenses à la somme de 31 120, 96.

Le conseil

Vu l'avis favorable du Bureau d'administration du Collège et après examen approuve le compte d'administration de cet établissement rendu par le Maire des recettes et des dépenses de l'année 1910 jusqu'en 31 mars 1911, établi en recettes à la somme de 32 778, et en dépenses à la somme de 31 120, 96.

Le Maire soumet au Conseil les charges additionnelles au budget de 1911 du Collège présentées par le Bureau d'administration. Le conseil délibère et vote le budget de l'établissement au montant des recettes à la somme de 8869, 38 et des dépenses à la somme de 8910, 82.

Budget du collég
1912

Le Maire soumet au Conseil le budget du Collège pour l'année 1912 présenté par le Bureau d'administration.

Le conseil après délibération vote le Budget en recettes à la somme de 34 048, et en dépenses à la somme de 34 089.

Le conseil a pris la délibération suivante

N° D'ORDRE

Compte à tenir

DÉLIBÉRATIONS

1. Le conseil rende par le traité d'avenir Règlement municipal des recettes et des dépenses depuis le 1^{er} janvier 1910 jusqu'au 31 décembre suivant, l'agent comptable 1: le capitaine du corps de la garde de la commune 2: les recettes des dépenses faites pendant les deux premiers mois de l'année 1910; 3: les recettes et les dépenses concernant le budget des dépenses pour le début des opérations finales de l'exercice 1910.

2. Le résultat des opérations finales de l'exercice 1910 déclaré en regard du compte des recettes et des dépenses pour le début des opérations finales de l'exercice 1910 pendant les trois premiers mois de la gestion de 1911.

3. Les sommes budgétaires appartenant au budget de l'exercice de 1910 après les échéances complémentaires effectuées en 1911.

4. Le budget initial et supplémentaire des recettes et des dépenses présumées de l'année 1910 avec la mention de l'état de rentrée et de la date limite d'échéance des autorisations spéciales de recette et de dépenses nécessaires pendant le début exercice.

Le présent avis est tenu et approuvé le conseil administratif. Dans l'intervalle de ce conseil a été versé les recettes des dépenses pour les échéances, la manœuvre dont elles ont été effectuées et bâti que la commune ne a été mise.

Défis:

Article 1. Statuant sur la situation du conseil administratif au 31 décembre 1910 fait le règlement et l'assurement par le conseil des comptes conformément aux articles 71 et 157 de la loi du 5 avril 1884, le conseil admet les recettes de la gestion de 1910 pour la somme de 52080, 15

1. Recettes pour la somme de	44283, 73
2. Recettes restant de la recette à	78957, 43

Et admettre par l'autorité du conseil le prélèvement pour l'assurance sociale de la somme de 49610, 94

Déclarer le conseil administratif sur son compte de gestion de 1910 la somme de 57208, 86

Article 2. Statuant sur la situation de l'exercice 1910 fait le règlement et l'assurement par le conseil des comptes, le conseil admet les dépenses effectuées tant pendant la gestion de 1910 que pendant les premiers mois de la gestion de 1911. Savoir:

1. Recettes pour	39312, 70
2. Recettes pour	56275, 89

Donc le résultat d'un exercice de recette de 109,510, 94

Le résultat définitif de l'exercice 1910 ayant

précédé un exercice de recette

Le résultat définitif de l'exercice 1910 ayant

compté administratif même exercice est un exercice

de recette de

N° D'ORDRE

compte à tenir

DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil a pris la délibération suivante, le 1^{er} mars ayant été débattu de la situation à laquelle il fait face et jointe par le conseil comme résolution pour le vote relatif au conseil de la administration.

Cet état rapport à M. le Maire

Les diverses circonstances établies ministre les plus instables des communes et notamment celle du 24 avril 1884 et 10 mai 1885

du 1^{er} mars 1882;

du 5 avril 1884, article 111

Le conseil apprécie la facture régulière du Budget de l'exercice 1910 et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, toutes infinies pourraient être magasins, le total des dépenses effectuées et la situation financière pour le Maire administrateur, le conseil d'administration de l'exercice 1910 accorde auquel il a été fait la situation de la commune dans que l'état des recettes a payer reporté au 1910.

Procéder au réglement établi du Budget de 1910 lorsque le conseil aura pris fait de toutes les dépenses de l'état exercice Savoie:

Recettes nouvelles tant ordinaires que extraordinaires à l'exercice 1910 établie par le budget de 119,992,88 out la somme depuis l'écoulement des échéances à la somme de 110,036,40 soit suffisamment pour couvrir cette échéance.

Savoie: pour non valeur justifiée au conseil de la commune pourront être établies également factures et qui seront portées au prochain compte

On moyen de que la recette de 1910 échouera 108,923, 64

Ces dépenses établies au budget de 1910 doivent être 52453, 52

Il faut pour faire celles qui sont établies au budget de crédit supplémentaires accordés dans le cas de la somme 67898, 11

Total des dépenses présumées 119,811, 67

De cette somme il faut soustraire celle 68,539, 82

Savoie 1: Dépenses en portes et crédits restant dans l'ordre somme exacte le montant restant à la fin de l'année 846, 90

2: Dépenses faites mais non remboursées avant le 31 mars 1911 et à reporter au budget de l'exercice 8945, 82

3: Dépenses ordinaires mais non payées avant le 31 mars 1911 et à reporter au budget de l'exercice 1912.

Somme exacte 68539, 82

On moyen des réductions ci-dessus la somme de 86,275, 89

la somme 1910 sont définitivement fixée à 108,923, 64

les recettes de toutes natures étant de 88,715, 89

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Vote par conséquent pour exercer les droits de la commune à 38647,79
équivalent sera porté au chapitre des recettes suffisantes du budget
du exercice 1911.

Toutes les opérations à l'exercice 1910 sont à faire égalemen
t dans les crédits annuels.

La première délibération sera portée comme pour participation
au compte communal.

Vote 3^e partie : transformation
du gare et chantier

Le Conseil a pris la délibération suivante
du budget proposé pour 1912

Vu le budget des finances du 31 juillet 1867 art. 16

Obtenir que cette somme fixe à 80,60 pour la commune
d'Égreville ne soit pas convertie en moyen de revenus du budget
qui sera établi indépendamment pour faire face aux autres dépenses ordinaires
également égatives.

Que lors du vote il y a nécessité de créer de nouvelles ressources
Vote par addition aux quota contributions directes ordinaires
de devant pour faire courir la commune à 80,60 recevable en
1912 sous forme de dépense de traitement du gare et chantier
pour faire le débit annuel.

Création de nouvelles

Le Conseil a pris la délibération suivante :

Vu le budget proposé pour 1912

Constituer dans les recettes ordinaires établies sur chapitre
1 du budget un échecut fixe à 58783,66.
Tant que les dépenses annuelles ordinaires proposées
soient inférieures à la somme de 58783,66

Il sera résulté une insuffisance de ressources 1118,91

Vote par l'assemblée 1912 une imposition estivale sur les
terres cultives accrépionnées auxquels contributions directes
l'avenir produira une somme de 1118,91 en surtaxe à faire de
courir à l'échécut et compléter le budget.

Sur cette somme celle de sera affecté au service
de l'assistance aux veillards, aux infirmes et aux invalides
celle de l'assistance matérielle gratuite
Et celle de aux dépenses d'exploitation de la poste publique

assistance matérielle

Le Conseil a pris la délibération suivante

Vu le budget proposé pour 1912

Vu la loi des finances du 31 juillet 1867 art. 6

Obtenir que les dépenses d'assistance matérielle pour
la commune d'Égreville ne soient pas converties en moyen de
revenus du budget qui sont déjà insuffisants pour faire face aux autres dépenses

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le conseil délibère que dans l'état où le budget n'aurait pas été dans la proportion de 10% que le part de la commune est représenté
par ce que cette somme est couverte par 6% du produit des taxes dans l'ensemble tout les francs et pas le produit. L'augmentation des taxes nouvelles égales votée par une délibération antérieure en 1897 fait 7ff. qu'il reste encore à recevoir la somme de 10% de celle de nouveau ressources.

Vote pour obtenir un principale des quota contributions directes
en certaine forme devant porter la somme de 60533,029
pour faire face et débours de la commune de l'assistance matérielle

Budget 1912

Chalutier accrépionnées

Reporters

Le Conseil vot l'ensemble du budget pour 1912 en vertu
de la somme à la somme de 60533,029

Le Conseil a pris avec entente la contribution locale
fournies par le Gouvernement et après examen établi le chapitre additionnel
du budget de 1912 en vertu et en rapport à la somme de 61801,13
Il présente au Gouvernement la liste de ceux qui l'approuvent

Le Conseil municipal dressé à l'ordre du passeur a
proposé à l'assurance le droit pour le chef de réputation et il sera
suffisant.

Constitutus titulaires : M. le Serre, Duvivier, Fauchon,
François, Grimaud, Jean, Dupuy, Affre, Serre, Le Pichot, Couteau
Coutin, L. Colignac, Chauvin, Léger, Guérard, Bertrand
et Baudry, Féral, Guérard, J. Montrouge, Bédat, Lévi, Tournet,
Léonard, Léopold, Lebaut, Guérard, Guérard et Baudry, Guérard,
Géraud, Guy, Chézal

Le Conseil fait connaître au Conseil que l'application
de la loi de 1912 n'ayant pas fait lieu pour une année estime un
an déclaré perdu.

Le Conseil décide que l'application de la loi sera mise en
mouvement en application pour une année suivante qui commence
le 1^{er} juillet 1912 jusqu'en 31 décembre de l'année suivante.

L'application sera faite par soumission écrite
et sous enveloppe cachetée. Si une mise à pris 500 francs.

Cette application aura lieu aux élections et constitutions
du conseil de charge élaboré par le conseil municipal le 28
juillet 1909 et approuvé par le Gouvernement le 5 mars 1909 est
tout ce qu'il n'est pas contenu aux dispositions précédentes du
modèle d'application.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Sur la proposition du conseil d'administration du bureau de l'école élémentaire de la route de Bussy, le conseil municipal a délibéré le 1^{er} juillet 1910.

Messieurs Fautoulin et Grébouau, sont désignés pour assister à l'assemblée.

Le conseil a pris pour examen le projet relatif à la réfection et à l'aménagement de l'école élémentaire de la route de Bussy le samedi 17 juillet prochain.

Vote et élection en présence
de la gare

Le conseil autorise le Maire à traiter en sa qualité de sous-administrateur pour la route de Bussy et pris à la gare pour l'année 1912, la mise à prix fixe de 30 francs pour assister à l'école à la date proposée.

Désignation à la liste électorale

Le conseil désigne M. Goussier Chauvin comme adjoint à l'exécution de la liste électorale et M. Cougnas Chauvin et M. Goussier également comme adjoints pour juger des réclamations de dépôts de la même liste.

Grammeaux, L'Isle-aux-moines

Sur la proposition de Monsieur Babot et l'avis de plusieurs de ses collègues, le conseil envoie un vœu tendant à ce que le budget des travaux entre le conseil et la Haute Vienne soit établi de manière à rétablir chaque année l'équivalence par un prix Comptes-Tessier-Saint-Exupéry pour aboutir au chemin de grande communication n° 55 pris à la hauteur des Rives de Bussy.

Roule à Bussy

Le conseil revient sur la question de l'aggravation de la route de Bussy par les travaux des tramways décidé de faire à 300 francs ou à la pose de 50 mètres cubes de pierre cassée, l'inconvenance exigeant la concessionnaires ou de l'entrepreneur des transports.

Élementaire Bouligne

Le conseil charge M. Fautoulin, l'adjoint et Cougnas de s'entendre avec M. Boulienne sur le prix du terrain qui appartient et qui sera annexé à la voie publique par suite du redressement de la rue des Fourrs.

Ch. N° 14

Sur la proposition de Monsieur Gassier faisant observer que l'établissement de la voie des tramways au regard de la fonction du chemin n° 14 et de la route

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

nationale n° 140 en tend à agraver la difficulté d'accès au point de la route en question, le conseil fait connaître dans le volet bien faire les mesures et faire exécuter les travaux nécessaires pour mettre ce chemin en viabilité et lui donner une portée normale.

Assistance aux victimes

Le conseil de constater en conseil secret conformément à la loi du 16 juillet 1909

Le conseil après avoir pris connaissance 1) du registre de réclamations adressées à la mairie 2) d'état nominatif des victimes, établi et immobiles jusqu'à l'admission à l'assistance par la commission administrative de l'Hospice faisant fonction de bureau et assistance proposée l'assistance où nommé Gobinard Jean pour une somme de 6 francs par mois.

Le Maire communiquera au conseil le dossier d'une demande d'assistance reçue de la nommée Berthe Marie Veuve Lavigne qui est actuellement dans le commun de Lavigny mais qu'il aurait conservé son domicile dans le commun de Lavigny.

Le conseil après examen et l'avis de la commission administrative à l'Hospice donne avis favorable à la demande de la nommée Berthe Marie Veuve Lavigne

Le conseil municipal accepte et approuve la liste nominative des personnes admises à l'assistance médicale gratuite, liste qui a été dressée conformément à la loi par la commission administrative de l'Hospice faisant fonction de bureau et assistance au nombre de 361 personnes.

Babot, Goussier, Grébouau, Pétiguet, Cougnas, Babot, Goussier, Tessier, Dugay, Annoux, Ferry, Chastellid, Dradly

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Dans un arrêté en date du 20 octobre 1910, le conseil municipal de la commune d'Escoignies a décrété l'assemblée en huit séances ordinaires et deux séances extraordinaires, au nombre de 10 séances, en session extraordinaire dans la réunion de l'école communale. Prat et Maire en sont à la convocation faite par M. le Maire de la date communale le vendredi 20 octobre.

Présent : M. le Maire, Prat et Blanchoe, Achard, Aguerre, Daoustineau, Courquas, Gruboncourt, Guichard, Gobin-Mari, Goy, Guisselis, Couture, Gatteau, Fourquet, Quiriny, Béchet, Félix, Louet, Louquet, Léonard, Marquette. Ses membres en exercice et nouveau sélecteur de leur section. Le Vendredi 20. Le 20 octobre 1884.

Absent : M. l'Écuyer, Pauvret, Gerbaud.

M. le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité à l'article 53 de la loi primitive, prononcé immédiatement à l'ouverture d'une séance pour élire le bureau du conseil.

M. Courquas ayant obtenu la majorité des suffrages, il est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire. Il a été élu. - Il a été voté que la dernière séance est levée et adjointe.

M. le Maire soumet au Conseil le compte de gestion de l'hostellerie par la Région municipale des routes et des écluses effectuées depuis le 1^{er} juillet 1910 jusqu'au 31 mars 1911 en recettes à la somme de 18883,81 et en dépenses à la somme de 8650,71 confirmé par la commission administrative.

M. le Maire soumet au Conseil le compte administratif de l'hostellerie 1910 établi en recettes à la somme de 18883,81 et en dépenses à la somme de 8650,71.

Le Conseil a examiné les chapitres additionnels au budget de 1911 à l'hostellerie établis et votés par la commission administrative. Il est établi pour l'hostellerie en recette et en dépenses à la somme de 9747,67.

M. le Maire soumet au conseil le Budget de l'hostellerie pour l'année 1912 et établi par la commission administrative.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Il est établissement en recettes et en dépenses à la somme de 12014.

M. le Maire expose au Conseil qu'il traite le budget de l'hostellerie en date du 21 décembre 1910, jusqu'à la fin de l'hiver. Il fait connaître que l'assemblée de l'augmentation du traitement des professeurs de 3^e ordre porte de 1900, à 2100, ainsi que le droit des Institutrices établi de 1000 à 1200. Il demanderait une augmentation de 50 francs qui s'accorderait avec le même pourcentage (l'avoir à chaînes de 3^e ordre et un institutrice) à 1000, ce qui

serait désirable. Il suggère le retour de un institutrice et l'avoir à 2^e ordre au 4^e au moins une des chaînes afin de mettre le collège en état de donner un enseignement secondaire aussi complet que possible. Il fait faire une estimation de la somme nécessaire pour la 3^e classe. Il fait faire une estimation de la valeur des chaînes de l'école communale variant autour de 110 francs et en raison de la nécessité pour la Ville de constituer immédiatement un groupe scolaire dont la dépense 150 000, pour les contribuables de toute une école extraordinaire. Il aurait donc lieu de faire payer au moins une chaîne de 2^e ordre au lieu de deux et deux chaînes de 3^e ordre. Une chaîne de 2^e ordre devrait payer intégralement plus les bons du Collège.

L'autre part du prix de la fusion des écoles n'est pas en rapport avec la liberté des voies, son maintien empêcherait le Principat sans l'inconvénient de causer des frais. Il n'est pas nécessaire de le porter à 350, à 400, et 420. Selon la catégorie des élèves appartenant aux classes élémentaires, au 1^{er} ou 2^{me} Cycle, les bourses d'internat seraient portées de 550 à 600.

Offre de la Société globale serait donc de 200 pour l'entretien du bâtiment ; plus 17 200 de cette somme il y a lieu de faire 800 pour les œuvres réparatoires et 3 000 de retributions collégiales - reste 12 500 à couvrir par la Subvention de l'Etat calculée à 80% soit 10 000, et la Subvention de la Ville 2 500.

La convention antérieure passe avec le Principat sera maintenue sans toutefois sous condition de la suppression de l'article VI.

Après délibération le Conseil approuve le tel projet.

M. le Maire communique au Conseil un projet de budget estimatif de l'administration à effectuer au Collège élémentaire. Il demande le montant officiel à la somme de 750, - Ces préparations restent jusqu'à l'ouverture, partie de l'ensemble en vue de sa construction.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

en boute - Autelques eaux présentent un caractère d'érosion - réparations aux cabinets de la eau - des cabinets de toilette et baignoirs taillé le bois pour les écluses - aménageant à la chambre des maîtres visiteurs - Dévoration de la bâche.

Le Conseil après délibération approuve tout en demandant l'exécution et par l'ouvrage le moins cher à l'construction publique de tout ce qui autorise la bâche à empêcher cette dévoration sur le bord du Cottége.

L'autorité le Maire a l'autorisation immédiate aux travaux le plus urgent.

M. le Maire communique au Conseil municipal une délibération de la communauté d'Appoigny concernant la réfection de la partie de la bâche et l'établissement d'un bâche à la commune de 660.

Le Conseil délibération le Conseil donne un avis favorable.

M. le Maire communique au Conseil le dossier relatif à la reconnaissance et à la construction des chemins ruraux n° 8 et 11 et à la bâche. Le Conseil après examen des voies qui y a lieu de reconnaître les chemins ruraux portés aux plans sous les numéros 8 et 11, et à l'issue la longueur du km de chemins ruraux portés aux colonnes 6, 9 et 12 et à celle de plan parcellaire correspondant.

M. le Maire communique au Conseil le dossier relatif à la reconnaissance et à la construction des chemins ruraux n° 2, 9 et 10.

Le Conseil après examen est d'accord qu'il y a lieu de reconnaître les chemins ruraux portés en bâche sous le n° 2, 9 et 10 et à l'issue la longueur et la limite communiquant aux indications portées aux colonnes 6, 9 et 12 et à celle du plan parcellaire correspondant.

*Félix Lagarde
Alphonse Dubois
Chazal
Dugues
Champfleury
Poujade
Gouffre
Maurille
Léonard*

N° D'ORDRE

25 février 1912

DÉLIBÉRATIONS

Le 25 fevrier ont été pris le vingt-cinq fevrier - des bureaux et demie du matin, le conseil municipal de la commune d'Appoigny assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de dix-neuf en session ordinaire sous la présidence de Monsieur le Maire Pradet Marie en suite de la convocation faite par Monsieur le Maire de la liste communale, le vingt-un et un mois précédent - Le Maire Pradet Marie, Pétot et Chambon assemblés Lagarde, Grabouant, Leterrier, Courguen, Guérard, Chazal, Giry, Dassus, Dupuy, Oribat, Gordeau, Sene, Maurille, Babot, Frassier, Pichot, Léonard, Pernot la majorité des membres en exercice et devant l'absence de la partie de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884 ;

Monsieur M. le Rég. Fourret.

1^e Projet d'ordre à ouvrir par l'assemblée dans le conformité de l'article 53 de la loi précitée, procéder à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Courguen ayant obtenu un scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions il a été accepté.

Le Procès-verbal de la dernière séance est le et 20/02/12

2^e M. le Maire communique au Conseil la lettre suivante de Monsieur le Régis.

Le projet de construction d'un groupe de bâches au chefdieu de votre commune sera soumis au Conseil départemental d'Appoigny, primaire à la fin prochaine réunion. Il se trouvera alors en état d'être envoyé à la Chambre de l'Assemblée publique en vue de la concession d'une subvention.

Si je ne me suis pas trompé c'est ainsi, je vous prie de vouloir bien me faire savoir si cette somme peut être versée suivante destinée à constituer le fonds.

3^e Délibération du Conseil municipal votant un emprunt de 185.600 francs représentant la part contributive de la commune et une imposition extraordinaire pour son remboursement.

4^e Conseil après délibération considérant l'importance nécessaire de la construction d'un groupe de bâches voté un emprunt remboursable en trente années de 185.600 francs représentant la part contributive de la commune, voté une imposition extraordinaire à hauteur d'un centime additionnel au principal, la quote contributive directe renouvelable pendant trente années devant produire annuellement environ 779.55 dont la somme totale servira au remboursement

Groupe de bâches

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Si cet amputé - Capital et intérêt
Le Conseil autorise le Maire à lui donner tous
pouvoirs pour contracter l. de emprunt au mieux des intérêts
de la commune soit au Crédit Foncier, soit à la caisse
de retraite pour la vieillesse, soit à tout autre établissement de
crédit qui offrirait de plus grands avantages.

Collège

Le Maire communique au Conseil une proposition
d'avant le prochain conseil du Collège concernant la construction
du Monastère de l'institution publique et tenant l'ordre de la création
d'une chaumière nous dit le 2^{me} ordre. Sont la même sauf
modifications sur les baux de colline et 2^{me} transformation en chaires
de l'ordre trois chaires le 2^{me} ordre, le suffisamment cette chaumière
restant à la charge de l'Etat.

Le Maire a cette occasion fait connaître au Conseil
que la convention priverait le Finistère qui aurait dû être
signée en même temps qu'il fait constatatif, comme en tant
qu'un document connexe, ne n'a pas été par suite de ce fait. Le
Monastère devrait être rattaché à l'Institution publique et
l'ordre qui figurait dans la convention devient pour la
commune minimum de 300 francs - La C.M. en accepterait de sorte
à 350 francs au lieu en l'origine de 300 francs. La subvention
fixe, faisait état dans ses révélations de cette somme de 300, qui
venait en substitution de la subvention fixe de 2500 francs. Elle
l'était dû à la nécessité subvention de 2500. - En fait
de la Substitution de cette somme il résulte que pour la C.M. un
précédent qu'il ne peut légitimement et matériellement appeler
sous l'autorité plus de raisons que le matériel de l'Institution qui
l'engage pour faire cette somme si deux ans à venir 6000,-
à la C.M. (achat et entretien). Il sera alors renouvelé sous des
conditions aussi onéreuses, que l'autre part ce matériel
constitue une source de bénéfices pour les Finances. Sans l'avoir
et au même titre fait acte pour les Finances qui se sont succédés
jusqu'à Monsieur Croze qui a réussi à dégager les choses, et
jusqu'à Monsieur Martel qui est dans un état aussi qu'il est
en fonction n'a encore donné aucun avis de son favori faire
à la rappeler. - Dans le cas où cette chose se fera la location du
matériel de l'Institution ne devrait pas accepter d'y avoir plus tenu
l'avantage proposé de moins que le taux principal que faire à
retirer la subvention fixe de 300 francs. - Il y a lieu de signaler
en les signalant à Monsieur le Monastère les conditions
spectaculaires du recrutement des pensionnaires payant au collage
dont le nombre est tombé au dessous de 300 alors que n'importe

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Sur l'habitat et nouveau Tronçau de Monastère Martel N.
Soit arrêté le chiffre de 35, l'ordre au décret actuel de la retribution
collégiale de plus de 3000 francs à la charge de la C.M.
Le Conseil après délibération approuve l'opposé fait
par le Maire lui donner tous pouvoirs pour régler toutes les modifications
des incomes toute modification au tracé et à la construction, renover
Monsieur le Monastère de l'intérêt fait prouver porte au collage
l'évaluation en acceptant se mette à la charge de l'Etat la
dépense nécessaire par la création de la chaumière de l'ordre

Le Maire soumet au Conseil la proposition de budget
destiné par la Commune voter l'ordre des chemins ruraux suivants:
1^{er} Chemin rural N° 6 de l'Institution à la Rue ..
longueur à construire 1501 m 79.

Montant du lot 4700,-

2^{me} Chemin rural N° 9 de Ch V.O 7^e 8 à Pergatou
3^{me} Chemin rural N° 10 de la R^e 4^e 4^e 140 à Goues
longueur totale des deux chemins 779 et 770 1750,- 00

Montant total de la dépense 3600,-

4^{me} Chemin rural N° 8 de Ch 1^e 6^e 7^e 30 à Pergatou
5^{me} Chemin rural N° 11 de Pergatou à Bagone
longueur totale des deux chemins 4^e 8 et 4^e 11 896,- 60

Montant total de la dépense 4300,-
Total de la dépense 12600,-

Il travaille à la construction de ces chemins sera entièrement
au bois 1/4

1^{er} lot Chemin rural N° 6
2^{me} lot Chemin rural N° 9 et N° 10
3^{me} lot Chemin rural N° 8 et N° 11

Le Maire fait observer que en raison de la nature
granitique de l'assiette de ces chemins il sera difficile en cours
d'exécution de recouvrir l'empierrement sur certaines parties
sans une concurrence de 400, pour le 1^{er} lot - 300, pour le 2^{me}
lot et 300, pour le 3^{me} lot.

En outre de la construction de ces chemins il y a
urgence à procéder immédiatement à l'empierrement du Chemin
rural N° 3 de l'abri au Ch 1^e de 9^e de 0^e 4^e 55 en raison
de l'importance de son roulage. Il y a lieu de prévoir et de délivrer
la fourniture, le transport et la mise en place aux endroits qui
seront désignés par l'administration municipale de 360 mètres cubes
de pierre calcaire sur une mise à tirer de 5, l'unité cube soit une
émission de 1800 francs.

Le Maire demande au Conseil de vouloir bien

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Société la construction en régie ou par un marché en gré à gré
1^e d'une rampe de fonction sur Chemin rural N° 8 au
Chemin de grande communication N° 129 dont la disposition ferme
serait de 300 mètres, 2^e la construction d'une rampe d'accès
du village de Baffrygeas sur Chemin de grande communication
N° 112 dont la disposition ferait également de 300.

Mairie ayant été sollicitée, rebouge la
construction du chemin rural N° 8 de due à l'absurdité pour
l'ouvrir à une route à l'établissement d'un pont de pierre.
Le conseil a donc proposé à l'assemblée d'en faire la somme
à effectuer dans la disponibilité mais avec une taxe de 1000
cts au moins pour ouvrir le chemin utilisable.

Le conseil a une disposition proposée de route
de chemins ruraux N° 8, N° 9, N° 10, N° 11 sur lui et
soigne par la route de la commune mise en application.

Il décide également la mise en application de l'arrangement
si la Chaudière sur un largeur de 2 mètres sur Chemin rural
N° 8 du village de Baffrygeas sur lequel un Ch. 1^e, C. 2^e, C. 3^e N° 55

Il autorise la Mairie à faire exécute en régie ou par
marché en gré à gré la rampe de fonction sur Chemin rural
N° 8 au Ch. 1^e, C. 2^e, C. 3^e N° 129 ainsi que la rampe d'accès
du village de Baffrygeas sur Ch. 1^e, C. 2^e, C. 3^e N° 112.

Dit fait en vertu de la disposition des travaux

Tout :

Chemin rural N° 6	4700
Chemin rurau N° 9 et N° 10	3600
Chemin rurau N° 8 et N° 11	4300
Embellissement du Chemin rural N° 3	1800
Rampe de fonction du chemin rural N° 8 sur chemin N° 300. Le 1 ^e , C. 2 ^e , C. 3 ^e N° 129	
Passage d'eau du village de Baffrygeas sur Chemin de P. C. N° 112	300
Total	15000

Sera mis sur la somme de 17407,34 à réservoir pour
divers travaux qui feront à l'article 82 du budget voté annuellement
en 1911. Cette somme de 15000, sera versée en dépense
aux Châteliers administrants en 1912. Pour les terrains
qui doivent servir à l'assiette de ces chemins, le conseil est
tenu de rester dans la règle habituelle d'usage pour les chemins
qui vont sur la cordonne en soit fait gratuitement soit
par la partie, soit au moyen des ressources dont peuvent
disposer les villages et les villes plus particulièrement intéressés
à l'ouverture des chemins demandés.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le conseil fait voter le budget pour l'an approuver
l'exécution et la mise en adjudication de ces travaux et d'ordiner à
l'assemblée les délais de publication d'adjudication.

Sur la proposition du Maire le conseil décide de
demander la mise en programme pour les subventions et constitue
en 1913 le Chemin vicinal de Baffrygeas sur Chemin de P. Communication
N° 112 tel que la part contributive de la commune sera prise sur
la route qui suit le chemin vicinal.

Le Maire informe le conseil que M. Edgar Blumen
vétérinaire à Lainé, Fernand lui a fait connaître qu'il partira
l'an prochain pour assurer la surveillance des bœufs au
village de Baffrygeas jusqu'à ce que le 150, soit mis
à son nom de 20 francs, pas vacances seraient lui être remis 10 francs
chaque mois, étant renommé au bœuf pour l'inspection
des bœufs dans le cas où ce bœuf lui échut. Ce qui
posterior à la fin de 360, pour 18 foires et 240, pour
chaque mois, étant renommé au bœuf.

Le conseil décide de faire appeler à l'assemblée
un budget en commun.

Le conseil approuve l'adjudication en voie publique d'entretien
d'un des émissaires municipale entre la forêt que possède
le vétérinaire de Baffrygeas sur la commune pour faire tout en
embranchant la route de Baffrygeas sur la route nationale
et faire en outre de charge pour entretien le conseil régional
de la Somme de 100 francs sur fonds auxiliaires.

Bolayage de chemins

Camion et porteur

Le conseil sur la proposition du Maire vote une
somme de 100 francs qui sera versée aux Châteliers administrants
en 1912 destinée à couvrir les dépenses nécessaires pour le
bolayage du chemin aux Châteliers administrants de Ligny-en-Vimeu

Le Maire expose au conseil que pour suite de
l'embellissement de la route en traversant le hameau de Baffrygeas, le route
N° 14 devant le Baffrygeas et Bouchamps sur la route nationale
N° 140 a angle droit présente sur toute la longueur de cette route
une grotte large, sous laquelle se croisent en ce point
qu'il y aurait lieu de demander un changement de route et
à gauche du chemin N° 14 en courtant le angle en parallèle
formé par la route nationale N° 140 et le chemin N° 14.
C'est pourquoi il y aurait lieu de rétribuer à la côte réglementaire de 50,00
centimes par mètre la partie du même chemin N° 14 comme

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le Consulat sans joint ou le chemin à l'ordre national
N° 140

3^e Le Consulat nécessite de substituer le rail
Broca au rail d'Anglais sur la ligne et l'avenue sur le
chemin N° 55 et la route nationale N° 140 pour éviter les
nouveaux accès qui se manifesteront lors de la production aux
droits L'Épomptais ou la circulation est des plus intenses.

Après délibération le Conseil envoi une note tendant
à ce que l'administration publique n'ait pas obligé le conseil municipal
à faire la mesure et exécuter les travaux qui nécessite la
sécurité publique.

Bonnes lettres à
l'école de Béthie

3^e Conseil vote une somme de cinquante
francs qui sera versée aux chapitres administratifs de 1912
en vue de l'achat et de la pose d'une bête aux lettres à
l'école de Béthie.

Lettres d'accompagnement

3^e Mairie communique au Conseil les demandes
de vente d'incorporation formulées par la commune, Bureau de
la chaîne, Bureau François Joseph de la chaîne 1910 et
de Béthie pour Joseph de la chaîne 1910.

3^e Conseil après examen donne un avis favorable.

Sécurité et famille

3^e Conseil donne un avis favorable aux demandes
du Bureau Chauvin François, Targnat, Paul, Fuguet
Paul, Bureau Joseph, Poulquier Jean, Chéreau, Vinaire
Joseph, Gignac de la chaîne 1910 et Gignac de la chaîne 1910
qui relèvent du fait de la famille l'admettre pour la
société communale sans réserves et garantie.

Assistance aux veillées

3^e Conseil se constitue en comité local, conformément
à la loi du 14 juillet 1905.

3^e Conseil après avoir pris connaissance
1^{er} du rapport des installations nécessaires à la mairie
2^{er} M'Etat nécessite de venir dans les églises et cérémonies
relatives pour l'assistance à l'assistance par la commission administrative
3^{er} Le Hôpital faisant fonction de bureau d'assistance n'expose
l'assistance des nécessaires : Molinier Marie 6 francs par mois
Chabaud René 6 francs, Coutureau Jean 6 francs, Bourguignon
Jean 6 francs, Champigne Catherine 3^e, qui ont leur domicile
de locaux dans la commune d'Épomptais, et Bourguignon Jean
6 francs qui a conservé son domicile à Sceaux dans le
d'angle.

N° D'ORDRE

Assistance

Révision du budget
Bureau municipal

Achat de terrain
Boulique

Le Conseil donne un avis favorable aux demandes déposées
toutes échues formulées par la commune : Bureau Marie, Bessette,
Anne Delphine, Faucheu Louis, Auguste Bureau, Jean Michel,
Bourguignon Jeanne l'Etoile, Bourguignon Jeanne, Billonnet Catherine
Bourguignon, Bourguignon, rejette celle de Bourguignon Jeanne, et décide
de céder l'ancienne maison de la commune à Jeanne l'Etoile François Bureau
Gaspard à 6, au prix de 55^{fr}.

3^e Mairie, soumis au conseil le tableau et résumé
dressés par le Revenu de l'Hôpital hospice en vue de la
révision de son traitement.

3^e Conseil donne un avis favorable.

Conformément à l'avis de la commission Spéciale le Conseil
décide d'autoriser la Mairie à acquérir de la commune Boulique
au prix de 25^{fr} le mètre carré le terrains à incorporer à la
voie publique pour le raccordement de la rue des foyers.

Conseiller Fabrice, ~~Delattre~~ Chayilliat
~~Gazard~~ François ~~Fabre~~ ~~Delattre~~ ~~Chayilliat~~
Coutureau ~~Delattre~~ ~~Chayilliat~~ ~~Gazard~~ ~~Delattre~~ ~~Chayilliat~~

ÉANCE DU 24 MARS 1912

Dans un millier cent soixante huit jours d'après la mise
de l'ordre à ouvrir le budget, le Conseil municipal
de la commune de Épomptais détermine au terme nécessaire de
ses séances, au nombre de treize en session extraordinaire
sous la Présidence de M. le Maire le Docteur Guillet-Moreau en
suite de la convocation faite par M. le Maire de la ville
commune le vingt quatre de mars
présente M. le Docteur Guillet-Moreau, Féret et Chauvin
et Paul Bourguignon, Dumercant, Chayilliat-Peyre,
Fuguet, Babot, Dassus, Coutureau, Bourguignon, Bourguignon
formant la majorité des membres en cause et peuvent décliner
d'après la loi n° 50 du 6 juillet 1884
Abrial, M. l'Etoile, Dubuy, Turbaut, Gauthier, Tanguy, Bourguignon
Bourguignon, Jean.

3^e Président à ouvrir la séance
Il est en conformité à l'article 53, il le prescrit, procéde
immédiatement à l'élection d'un titulaire pour écrire le Conseil.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Secrétaire du Comité communal est le délégué

Le Maire Soumet au Conseil l'adoption suivante:

La construction du Chemin rural N° 4 de la commune
Sur une longueur de 573 mètres, soit 26 et 53.
A l'égard du montant de la dépense il sera à 2300.

En raison de la nature granitique de l'asphalte du chemin
Il sera possible en cours d'exploitation de réduire l'entretien
des certaines parties.

Le Conseil approuve l'adoption de l'ordre et détermine
que la construction d'une partie du chemin soit effectuée provisoirement
Si la partie déjà construite, soit l'amie en
exploitation, soit que le montant de la dépense dépasse
la somme de 17407, il sera réservé pour deux travaux,
qui feront à l'abord 33 du Chapitre additionnel de
1911. - Cette somme de 2300, sera inscrite aux
Chapitres additionnels de 1912, avec les terrains
qui servent pour l'assiette de ces chemins. L'ordre
dit sur l'autre sera alors la nef habituelle faire, pour le
Chemin vicinal qui va de la cassine en sort faire
gratuitement fait par la particularité soit au moyen d'un
fumier jusqu'à la vallée et les bâches plus particulièrement
introduites à l'ouverture des chemins évoqués.

Le Conseil approuve l'ordre et voit bon
d'approuver l'assiette et la mise en exploitation de ces travaux
et de voter à Paris, pour la rédaction de publications
d'information.

S. Freydy

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Ordre du jour
à l'ordre du jour
du conseil municipal

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Republique Francaise
Année 1912

Procès-Verbal
de l'installation du Conseil municipal
et de l'élection d'un Maire et deux adjoints

Le 1^{er} mai 1912 à 9 h 30, le conseil municipal de la commune d'Éguzon,
constitué par le bureau électoral à la suite des opérations du 5 mai,
se sont réunis dans la salle et la mairie sur la convocation qui
leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles 48 et
77 de la loi du 5 avril 1854.

Étaient assis à la table des Conseillers municipaux :

1 Cougnas Alphonse	13 Varceneau Michel
2 Charnaud Jules	14 Delange Laurent
3 Gaudet Aristide	15 Coquereau Fernand
4 Hubel Louis	16 Tenu Renato
5 Fermeire Fernand	17 Léonard Jean
6 Vézinal Fernand	18 Lévy Alphonse
7 Gerbaud Eugène	19 Fleuret Pierre
8 Grabonaud Jean	20 Giry Martial
9 Nouaille Pierre	21 Gaudin Jean
10 Coulombe Charles	22 Roy Claude
11 Petitfrère Fernand	23 Rogache Renato
12 Chezillat Fernand	

Absent : Vicant.

Monsieur Dubuy Alphonse, n'est pas assis au nombre
des Conseillers, il est assis à la présidence
du Conseil, choisi pour secrétaire du Conseil municipal.

Election Du Maire

1^{er} tour de scrutin

Le Président, après avoir donné lecture des articles 76, 77, et 80
de la loi du 5 avril 1854, a invité le Conseil à procéder, au scrutin secret
et à la majorité des suffrages, à l'élection d'un maire.

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a nommé devant
le Président son bulletin de vote écrit sur papier blanc.

Le dépouillement des votes a donné les résultats ci-après :

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Nomb. de bulletins trouvés sans voix
et de deux bulletins blancs ou nuls
Reste pour le nombre des suffrages exprimés
Majorité absolue

33
1
28
12

Ont obtenu : M. Grasset aristide vingt deux voix (22)
M. Grasset aristide ayant obtenu la majorité absolue a été proclamé M. Maire

Election du 1^{er} adjoint

Il a été procédé ensuite, dans les mêmes formes et sous la
Présidence de M. Grasset aristide élu maire, à l'élection du premier
adjoint.

M. Champman a obtenu les résultats suivants
1^{er} tour de scrutin.

Nomb. de bulletins trouvés sans voix
et de deux bulletins blancs ou nuls
Reste pour le nombre des suffrages exprimés
Majorité absolue

33
"
23
12

Ont obtenu M. Flétout pierre quinze voix (15)
M. Champman jacques Huit voix (8)
M. Flétout pierre ayant obtenu la majorité des suffrages a été proclamé adjoint

Election du second adjoint

Il a été procédé ensuite, dans les mêmes formes, à l'élection
du second adjoint.

1^{er} tour de scrutin

M. Léon Allard du scrutin a obtenu les résultats suivants
Nomb. de bulletins trouvés sans voix (33)
et de deux bulletins blancs ou nuls (4)
Reste pour le nombre des suffrages exprimés (19)
Majorité absolue (10)

ont obtenu M. Chantreau dix huit voix (18)

M. Champman jacques ayant obtenu la majorité
obtient des suffrages, a été proclamé adjoint

Observations et rectifications : nient

Le Président du conseil de l'Instruction et Champman jacques installe un quatuor d'adjoints
Et tout depuis le membre présente

M. Léon Allard, M. Chantreau, les membres du conseil municipal.

Dreyfus, Goy, Chantreau, Champman, Chantreau et Nouvelles gérances

M. Léon Allard, M. Chantreau, Dreyfus, Chantreau,

Goy, Chantreau, Champman, Chantreau et Nouvelles gérances

Touffou, Chantreau, Champman, Chantreau et Nouvelles gérances

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 2 juillet 1912

Voilà tout ce qu'il faut savoir. Le Jeudi 2 Juillet le conseil a été
sous le siège du matin le conseil municipal de la commune. Il y
avait avec M. le maire ordinaire de ses séances, au nombre de
cinq, sur un total de douze séances ordinaires. Voici la liste de la convocation
le Conseil de la commune le jour de la convocation fait par le Maire le lendemain.

C'est à tel le Conseil de la commune, Flétout et Champman
étaient regards, Chabaud, Chantreau, Dreyfus, Février,
Léon Allard, Chantreau, Goy, Goy, Chantreau, Léon, Février, Février,
Février, Dreyfus, Chantreau, Léon, Février, Février, Février.
Léon Allard nomme le conseil des membres en exercice et nient Sébastien
et que les termes de l'article 36 de la loi du 5 aout 1884.

M. le Maire.

Le Conseil a ouvert la séance
Tout, en conformité à l'article 33 de la loi mentionnée, nomme
immédiatement à l'heure d'un scrutin qui sera le jour de la séance ou
après.

M. Champman jacques ayant obtenu la majorité
du scrutin, a été déclaré pour remplir les fonctions d'adjoint
au maire.

Le résultat de la dernière séance est le et adjoint

Sur la proposition de M. Goy le conseil donne
l'ordre au membre de cinq commissions qui seront
ainsi composées :

1^{er} Commission des Finances : M. Babet, Goy,
Dreyfus, Goy, Dreyfus, Chabaud, Février, Février,
Février, Février, Février, Février, Février.

2^{er} Commission d'initiative des travaux publics :
M. le Maire, Chantreau, Dreyfus, Février,
Février, Février, Février, Février, Février.

3^{er} Commission technique des travaux publics :
M. Chantreau, Dreyfus, Goy, Février, Février,
Chabaud, Février, Février, Février, Février, Février.

4^{er} Commission de construction publique :
M. le Maire, Chantreau, Février, Février, Février,
Février, Février, Février, Février, Février.

5^{er} Commission de l'assistance et hygiène publique :
M. le Maire, Chantreau, Février, Février, Février,
Février, Février, Février, Février, Février.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Nomination des membres
de la
Commission administrative
de l'Hôpital

De l'assemblée de l'administration. Les articles transcrits ci contre
sont du 15 juillet 1893 et 5 octobre 1897. La commission médicale
gratuite est l'opposition administrative.

Il a ensuite émis le conseil à propos au scrutin secret
de la majorité d'abstention des suffrages, à l'issue de laquelle il a été décidé
qu'il devait faire partie de la commission administrative de
l'Hôpital.

Chaque conseiller municipal a fait à l'effet de son nom, écrit
son bulletin de vote sur papier blanc et l'a remis fermé au Recenseur.

Le décretement a voté à communiqué à 14 heures
et donne à la suite les résultats suivants:

Premier tour de scrutin.
Nombre de bulletins blancs écrits
et blancs : bulletins blancs sans contenant, pas
une majorité de quarante 21
Reste pour le nombre des suffrages exprimés 1
Rapporté absolu 11
Portefeuille
M. Rous (membre élus par 18)

Grabemont (membre élus par 21)
M. Rous (membre élus par 18)
consulter municipal ayant obtenu la majorité absolue
est le professeur Grabemont

C'est l'ordre amplifié ce vendredi
Observation et réclamation: Henry

Décret
d'administration
du Collège

De l'ordre à donner à faire des articles
sur la commission administrative.

Il a ensuite émis le conseil à propos au scrutin
secret et à la majorité des suffrages à l'issue de laquelle
il a été décidé faire partie de la commission administrative
du Collège.

Chaque conseiller municipal a fait à l'effet de son nom
son bulletin de vote sur papier blanc et l'a remis fermé
au Recenseur.

Le décretement a voté à communiquer à 14 heures
et donné les résultats suivants:

Premier tour de scrutin.
Nombre de bulletins blancs écrits 21
et blancs : bulletins blancs ou nuls 1
Reste pour le nombre des suffrages exprimés 21
Rapporté absolu 11

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

C'est obtenu le 6 juillet 1897 au 101
Orléans (village) (village) 21
le 6 juillet 1897 et Orléans (village) 20
majorité absolue, ont été proclamés. Sollicité.

Il a été fait avec la ce résultat.
Observation et réclamation: Henry

Le conseil a voté le 6 juillet 1897
comme école publique. Sollicité et faire déclarer —
Barbant (village) ouvert et école suffisante, pour faire
partie de la commission des Relais ouvriers et paysans

Le conseil a voté favorable à la demande
de l'assemblée municipale pour l'ouverture 1897 en faveur des ouvriers
Séguin, Sobrin, Guy, Fortuné, Gonthier, Léon, Joseph,
Léonard, Sébastien, Gérard, Raymond, Raymond, Jean,
Béatrice, André, Jean Blaise, Maurice, Paul, Joseph, Léon,
Guy, Jeanne, Léonard, René, Baumé, Pierre, Guy,
Jean, Léon, Léonelle, Jeanne, Jean et Raymond, lorsque
ce sera celle de l'école Jean-Baptiste

Le conseil a communiqué au conseil le 6 juillet 1897
l'amélioration demandée par le conseil municipal sur passage
à niveau par le tramway du chemin de grande Cn. N° 111

Le conseil après l'obtention des conclusions du
rapport de Monsieur le ingénieur tracteur. L'établissement par
la C. de tramways et le tramway du chemin de grande
route de Long et l'obstruction du reste de la route
ramenée à la liberté normale prend pour le chemin de
grand communication. — La compagnie suffit à la voie de
l'achat du terrains nécessaires à la déclaration

Le conseil, considérant que le nombre de la population
des concessions d'eau l'accès de plusieurs, que la quantité
d'eau débitée par le source n'est pas en rapport avec la consommation
de la population publique, que pendant une partie de l'année
il est nécessaire de renouveler la fontaine des bassins pendant
la nuit, mesme occasionnellement gênante pour la population,
que l'assèche tout le travail nécessaire, et réaliser toutes
les modifications de terrains nécessaires indépendamment pour obtenir
l'eau potable indispensable pour un abondance suffisante
même prenant le risques de grande sécheresse.

N° D'ORDRE

Construction des bognois

DÉLIBÉRATIONS

M. Gau fait connaitre au Conseil que une des réformes les plus importantes à accompagner après celle d'assainissement, est la construction d'un réseau d'égout pour recevoir les eaux pluviales et d'arrosage, en vue de l'amélioration de la voirie, de la conservation des chaussées, l'entretien et de la propreté des rues, mais qu'en raison de la sécheresse qui grante, il n'y résulterait de l'établissement d'un réseau complet, il y a lieu de renoncer à la construction immédiate à un premier tronçon, celui qui paraît le plus nécessaire en raison de son importance et qui prendrait à la place notre Dame suivant la rue des Lombards pour aboutir à la rue Jules.

Le Conseil après délibération vote la construction de tout ce qui sera nécessaire suivant l'importance des débouchés hydrographiques, telles qu'elles résulteraient du compte de 1911.

Réparation et transformation de l'hôtel de ville.

M. Gau demande au Conseil d'autoriser la préoccupation de l'réparation de l'Hôtel de Ville et de l'habitation de la Halle soit en conservant la première, l'extension avec fermeture avec grille en fer, soit en la transformant en halle de Fête et de réunions avec fermeture des arcades au moyen de portes en bois - de forme et de façon suffisamment honorables sur la façade - un bottier et kingstone appuyés entourant l'immeuble.

Le Conseil après délibération vote la réfection inférieure de l'Hôtel de Ville - la réfection extérieure, la construction d'un hôtelier et la transformation de la Halle en halle de Fête.

Plaques Michelot

Sur la proposition de Monsieur Courgnac, le Conseil vote la suppression des plaques Michelot érigées dans le bâtiment de l'ancienne école, et autorise M. Gau à faire faire une réfection de l'ancienne école.

Pont du Ch.V. O de Lavaudram.

Sur la proposition de Monsieur Courgnac qui signale le mauvais état du Pont de la route à l'abri du pont, le Conseil invite la commission des travaux publics à voter un avis favorable au rapport sur l'importance des travaux à exécuter.

Avis aux Veillards.

M. Gau communique au Conseil une liste de 60 personnes concernant l'admission en pensionnat à l'asile de la forêt du 14 juillet 1905 pour une élection.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

renouvellement de l'assurance par le conseil sans la tâche de l'assurer soi-même et que d'après le renseignement consigné au dossier le rôle du pétitionnaire ne remplirait pas les obligations qui lui sont imposées par l'article 26 et suivants de cette loi.

Le Conseil après examen et le renseignement pris résulte de la liste des pétitionnaires à ce sujet que effectivement pour le faire faire l'impossible, si l'assurance donne la sécurité à tel peu, et au cas où il y a lieu de maintenir l'assurance renouvellement de l'assurance doit faire.

Dordogne

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 25 Aout 1912

Le maire a fait savoir le vingt cinq du mois d'août à ses hommes du conseil municipal de la Commune d'Ymonville asssemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de trente et un, en session ordinaire sous la présidence de Monsieur le Docteur Grard Maire en suite de la convocation faite par le Maire de la commune le vingt un du mois.

Présents : M. le Docteur Grard Maire, Félix et Chaupeau architecte, Viguerie, Brûlonneau, Delanoë, Vergnes, Courcieras, Gobin, Robert, Nouaille, Petrus, Roux, Nouaille, Pierre, Dupuy, Ch. May, Denouhaud.

Lesquels formant la majorité des membres en assemblée permanente délibérant à l'issue du scrutin de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884.

Abstent : Mme.

M. Président a ouvert la séance
Il a été en conformité à l'article 53 à l'heure prescrite, prononcé immédiatement à l'issue d'un scrutin pris dans le sein du conseil.

M. Courcieras ayant obtenu la majorité des suffrages, il a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées par son verbe et la dernière séance est从此 acceptée.

Construction d'un groupe scolaire

M. Maire expose au conseil que pour obtenir la subvention à accorder à la Commune d'Ymonville pour la construction d'un groupe scolaire, Monsieur le Ministre de l'Instruction publique a fait inviter la municipalité à lui faire connaître la valeur des anciennes écoles qui aux termes de l'article 8 de la loi du 20 juillet 1885 doit être considérée comme ressources disponibles et venir en déduction de la somme légale déboursable.

M. Maire fait remarquer tout d'abord que la locaux actuels de l'école de filles et de l'école maternelle, appartenant à M. Léonard sont la propriété de ce dernier et que pas à ce jour vendus.

Le Secrétaire fait les bâtiments de l'école de garçons sont dans un état de délabrement tel que la valeur des matériaux vaut tout juste le prix de la démolition.

M. Maire propose en conséquence au conseil de voter soit à l'unanimité que les bâtiments de l'école de garçons seront affectés à des œuvres post-scolaires - et qu'en conséquence il n'y a plus lieu de considérer leur valeur déminimis sur cette somme.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

ressources disponibles
La résolution du Maire est adoptée à l'unanimité des membres présents.

*Création d'une école communale
place du Général de Gaulle*

Le Maire se conformant à la même lettre de Monsieur le Ministre de l'Instruction publique relative aux forces du dossier. Un groupe scolaire invite le Conseil à renouveler son intention plusieurs fois faite de créer à l'école St. Michel une cinquième classe. Dont le local est déjà dans les plans et suivit la construction.

Le Conseil après délibération, accepte l'insistance manifeste de quatre classes à renouveler le nombre des élèves qui seraient chaque jour avec le chef de la population de l'école St. Michel. Il vote et demande la création d'une cinquième classe à l'école St. Michel.

*Abrogation du comité
des Fêtes du Commerce
et de l'Industrie*

Le Maire fait communiquer au Conseil que la liquidation du comité des Fêtes du Commerce et de l'Industrie St. Michel, soit l'initiative de la plus heureuse tant au point de vue de bon renom St. Michel que des bénéfices qui en ont résulté, pour toute la commune. Il y a lieu de renouveler en 1913 pour les mêmes raisons et dans les mêmes conditions que l'année dernière, la délibération de 500 francs.

Le Conseil après délibération adopte la résolution du Maire et décide qu'en effet de 500 francs sera ouvert aux dépenses additionnelles de 1913.

*Fixation de sommes
à la Secours St. Bonaventure
annuelle*

Le Maire fait communiquer au Conseil, que Monsieur le Préfet a déclaré au Conseil de Préfecture à fin de fixation de secours à St. Bonaventure relatif à la demande distincte d'assistance aux orphelins fournie par le St. Bonaventure annexe auquel il a été fait à ce sujet la chancery et pris soin de faire établir à l'église St. Bonaventure une somme suffisante pour la chancery et faire sonnement à l'église St. Bonaventure.

Le Conseil après délibération, considérant que le St. Bonaventure annexe a été établi dans un hôtel et devrait être construit soit à St. Bonaventure, soit à St. Michel. Le conseil votera l'autorisation à l'actuel endroit devant le conseil de Préfecture.

*Prorogation des taxes
d'octroi pour 1913*

Le Conseil municipal vote la prorogation pour 1913 des règlements et tarif actuellement en vigueur de l'octroi et l'impôt.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

*Capitation des nouvelles
sources*

Le Maire rappelle les décisions antérieures du conseil tendant à la collecte de nouvelles sources pour l'alimentation de la ville, et à l'achat de la zone de l'assèchement de la province de cause que l'empêche leur pollution par l'épannage des eaux de culture.

Monsieur de Bellabe propriétaire de la plus grande partie des terrains a fait connaître qu'il ne pourrait se prononcer qu'après l'examen du projet d'ensemble.

Le Conseil Taxeauvillais tout la petite propriété de trouve immédiatement au stade et d'un des parts le plus importante et le composite d'une maison d'habitation. Un bâtiment d'exploitation d'un tel terrain, cours jardinière. L'autre partie au prix d'un tiers d'une continence d'aujourd'hui 1/2, consistera à céder les droits à la commune moyennant le prix de 7000 francs.

Après délibération le conseil décide 1^o. De faire dresser par un ingénieur hydrographie un avant-projet du terrains à acquérir et des travaux à exécuter.

2^o. Soit d'acquérir l'héritage du père Taxeauvillais au prix de 7000 francs, et que le montant de la dépense 7000, + 700 francs = 7700 francs sera versé et débours au moyen de l'impôt à réaliser pour la totalité des dépenses qui résulteront de l'achat des terrains et des travaux nécessaires à la capitation et à l'achèvement des nouvelles sources.

Le Maire communique au conseil la lettre suivante :

Le 1^{er} octobre l'Etat des Beaux-arts vient d'approuver un devis déboursé à 16.000 F. 84^{fr}, pour réparation du clocher et une vitrine à l'église St. Victor communale monument historique.

Il a en outre, écrit à la municipalité de Saugnacq, à concourir à l'exécution de l'entreprise pour la somme de 10000^f, lequel le beaux-arts paieraient à la charge de l'impôt de la commune.

Il vous prie de vouloir bien saisir de la question le conseil municipal à sa plus prochaine réunion et de me faire parvenir ensuite la délibération qui aura été prise pour le dépôt de l'avis au conseil de l'Etat comme signé : M. le Maire.

Après délibération.

Considérant que les ressources ordinaires sont insuffisantes pour couvrir la dépense et qu'il n'est pas possible de trouver cette somme de 10000 francs.

Le Conseil accepte néanmoins pour montrer sa bonne volonté

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

Le conseil donne la dépense de 16000 francs pour une somme de 10000 francs

étalement d'un chemin rural.

1^e Conseil Sur la demande de Monsieur Augermaud
l'ordre est de classer comme rural le chemin déjà construit. Le
champ boutissant au chemin vicinal ordinaire d'Eymoutier au hameau
et au chemin à grande C. n° 111

Sur la proposition de plusieurs et des membres le conseil
décide de faire enlever la rangée de jeunes arbres qui longent
l'allée du temple sur la place d'armes et les faire replanter. L'angle
est de la place entre le chemin N° 15 et l'avenue de la gare

Sur la proposition de M. Courtois le conseil décide
de mettre en vente à Bertrand et Fils étagère le bâtiment
qui borde le jardin de son jardin sur le chemin de la route d'Or.

Hopital

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

Le conseil donne du 24 Novembre 1912

Le conseil ayant été soumis le vendredi 24 Novembre
à 10 heures du matin. Le conseil municipal de la commune d'Eymoutier
assemblé au lieu ordinaire de ses réunions, au nombre de 12,
moyen session ordinaire sous la présidence de Monsieur le Maire
Président à la séance et la convocation faite par M. le Maire
de la commune le vendredi 24 Novembre.

Présents : M. le Maire Eymoutier, M. le Maire et chanoine
desports, Vicomte, Gobronnais, Félix, Auger, Monchave, Gaspard, Guy,
Courtois, Cassay, Coulomb, Gruson, Gobron, Mme. Huonelle, Mme. Guérin, Père Bobet
Total : 12 personnes. Le nombre en exercice et faisant partie
du conseil : 12 personnes. Le conseil a voté le budget 1884 :

Le budget de l'école, fermoirs

1^e Président a ouvert la séance
Il a été en conformité de l'article 53 de la loi financière, procédé
immédiatement à l'ouverture d'un secrétariat où dans le sens du budget
le Commissaire ayant obtenu un avisatif de sa compétence de la sécession
a été désigné pour remplir ces fonctions. Il a été accepté
Le procès verbal de la dernière séance est lu et accepté

Le Maire soumet au conseil le comité de gestion
de l'Hôpital remis à lui par le Comité municipal. Les recettes et les
dépenses dépassent le montant fixé pour 1911 jusqu'en 31
mars 1912 en recettes à la somme de et en dépenses
à la somme de 10 783.33 et procède sur la commission administrative

Le Maire soumet au conseil le comité administratif
de l'Hôpital pour 1912 établi en recettes à la somme de 19 428.66
et en dépenses à la somme de 10 783.33.

Le conseil approuve les résultats prévisionnels au
budget de 1912. Le budget établi et voté par la
commission administrative. Il est établissemens en recettes et en
dépenses à la somme de 12 715.28.

Budget de l'Hôpital

appréciation du personnel
de l'Hôpital

Le Maire soumet au conseil le Budget de
l'Hôpital pour l'année 1913 et établi par la commission
administrative. Il est établissemens en recettes et en
dépenses à la somme de 13 000 francs.

Le conseil donne un avis favorable à la compilation

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le conseil administratif de l'école tendant à mettre en adjudication pour une année et conformément aux statuts et au règlement du conseil des charges élaboré par cette commission, les travaux de l'école terminée le 1^{er} juillet 1911.

1^{er} Partie - 2^e Farine et son - 3^e Lin - 4^e Bureau - 5^e Boulangerie

Compte de gestion du Collège

De Conseil

Le conseil favorable du bureau d'administration du collège a été examiné approuvé le compte de gestion de cet établissement rendu par le Recenseur municipal des recettes et des dépenses effectuées depuis le 1^{er} janvier 1911 jusqu'au 31 mars 1912 établi en recettes à la somme de 23 760.⁴⁶ et en dépenses à la somme de 25 279.²⁹ Comptant de recette 181.31 Le résultat défaut de l'année 1911 porte, pour meilleure connaissance, comme il résulte un excédent de recette de 12 317.⁷⁵

Le résultat défaut de l'année 1911 égal au compte d'administration du même exercice, est un excédent de recette de 12 798.⁵⁶

De Conseil

Le conseil favorable du bureau d'administration du collège a été examiné approuvé le compte d'administration de cet établissement rendu par le Maire des recettes et des dépenses effectuées depuis le 1^{er} janvier 1911 jusqu'au 31 mars 1912 établi en recette à la somme de 23 760.60 et en dépenses à la somme de 25 279.29 excédent de recette 181.31

Compte d'administration
du collègeChapitre additionnel
au budget du collège

Réparations au collège

Le Maire soumis au conseil les chambres additionnelles au budget de 1912 du collège présentées par le bureau d'administration.

Le conseil après délibération voté le budget supplémentaire.

Le Maire soumis lecture au conseil de la délibération suivante prise par le bureau d'administration du collège et ainsi concue:

Le Maire fait part au bureau du collège de la nécessité d'assurer un certain nombre de réparations destinées à mettre cet établissement secondaire en état de bon entretien en vue de la bientôt des élèves. Elles sont l'objet d'un projet et dressé par le conseil des architectes de la ville sur la demande du Maire, projet qui a été soumis à l'approbation du conseil municipal le 24 décembre 1911 et dont le montant de la

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

épouse s'élève à 7500.⁴⁶

Une partie de ces réparations en raison de leur caractère urgent ont été exécutées immédiatement sur la demande du conseil le Recenseur de l'instruction publique. Pour ce qui est du travail qui restait à exécuter, il y a lieu de faire une modification, d'apporter quelques modifications au projet et en tenant compte l'insuffisance du collège d'au moins de 7500.⁴⁶ à 6000.⁴⁶ montant de la somme qui devrait couvrir par le moins résultant du bien du collège et qui figure au compte de gestion de 1911, soit chiffre de 12 798.⁵⁶

Après délibération le bureau du collège à l'unanimité décide d'inscrire au chapitre de dépense du budget additionnel de 1912 une somme de 6000.⁴⁶ pour couvrir la somme des réparations du collège.

Les conclusions de la délibération du bureau du collège sont adoptées par le conseil municipal.

Budget du Collège
1913

Compte de gestion

Le Maire soumis au conseil le budget du collège pour l'année 1913 inscrit par le bureau d'administration à l'ordre du jour après délibération voté le budget en recette et en dépense à la somme de 29 395.

Le compte rendu par le bureau d'administration municipal résulte complètement à l'exception de l'ancien Recenseur 3^e partie et la sécession faite pendant les deux premiers mois de l'exercice 1911.

La 1^e était des opérations finales de l'année 1911, établie en regard d'administrative, et présentant les recettes et les dépenses, pour l'ensemble, pendant les trois derniers mois de la gestion de 1911.

La 2^e étaient des opérations rapportées à la fin de l'année 1911, sur les opérations complémentaires effectuées en 1912;

La 3^e budget primaire et additionnel des recettes et des dépenses présumées de l'année 1911, aussi par le bureau de l'Instruction, et les autorisations spéciales de recette et de dépense délivrées pendant cette exercice;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif, dans l'intérêt de la bourse a exposé les motifs des dépenses par lui manutenu, la manière dont elles ont été effectuées, et l'obligation que la commune en a reçue;

Délibéré

Article 1^e Statuant sur la situation du patrimoine comptabilisé au 31 décembre 1911, d'après le règlement et l'apurement par le bureau des comptes, conformément aux articles 71 et 157 de la loi du 5 avril 1884, le conseil admet les recettes de la gestion de 1911

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

pour la somme de 47880,68
 les dépenses, pour celle de 48124,59.
Il ne l'excèdent pas. 874,51
 Et attendue que, par l'avis du conseil précédent,
 le comptable a été nommé débiteur de 52647,79
 Dirige le Comptable obtenu sur son compte
 de gestion 1911 à la somme de 51773,28
Article 2.
 Statuant sur les opérations de l'exercice 1911, ayant été présentées
 et examinées par la Cour des Comptes en partie le Conseil de Régulation,
 le Conseil admet les observations effectuées pendant la gestion de 1911
 qui concernent les premières moies de la gestion 1912, savoir :
 Ces recettes, pour 61978,32
 Ces dépenses, pour 63882,12
 D'où il résulte un excédent de bilan de 1905,80
 Le résultat définitif de l'exercice 1910 ayant
 présenté un excédent de recette de 52647,79
 Le résultat définitif de l'exercice 1911, ayant
 au résultat du Compte d'administration même exercice
 est un excédent de recette de 50743,79.
Article 3.
 Le Conseil demande qu'il place à la Cour des Comptes,
 devant droit aux motifs ci-dessous énoncés, exiger du Comptable,

Compte administratif

Le Conseil a pris la délibération suivante, le 1^{er} Mai
 ayant été à l'autorité de la présente de l'Etat adjoint,
 lorsque par le Conseil comme préalable, pour le rôle relatif
 au Compte de son administration :

Où il rapporte de tel l'avis :

De ces diverses ordonnances et instructions ministérielles, sur
 le comptable des Communes et notamment celles du 24 avril
 1884 et 10 avril 1887 ;

Va le 1^{er} Juillet au 31 mai 1888 ;

Va la loi du 5 avril 1884, article 171.

Le Conseil, après être fait rappresenter le budget à l'exercice
 1911 et les autorisations suffisantes qui y sont rattachées, les
 titres définitifs des créances à recouvrer, le tableau des dépenses
 effectuées et celles des mandats délivrés, par le 1^{er} Mai ordonnances,
 le compte d'administration de l'exercice 1911, accompagné de l'état
 de situation du revenue, ainsi que des restes à payer reportés
 sur 1911.

Procédant sur seulement définitif du budget de 1911,
 propose d'asseoir contre quel que soit les recettes et les dépenses dans

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

exercice. Savoir : Recettes
 Des recettes, tant ordinaires qu'extraordinaire, de l'exercice 1911, conclus
 par le budget à 60.844,61, ont été délivrées définitifs des
 créances à recouvrer, à la somme de 64.303,88
 Sur lesquels il convient de diminuer celle de 3834,56

Savoir :
 Pour nouvelles justificatives au compte du revenue 373,29
 Pour celles à recouvrer également justificatives, et que
 seront portées en recette au prochain Compte 1911, 31
 Pour celles à recouvrer non justificatives
 Somme égale 2321,56

Qui moyen de faire la recette de 1911 chameau effectuée
 pour la somme de 64.978,32

Dépenses :
 Des dépenses effectuées au budget de l'exercice 1911 60.844,65
 Il faut y ajouter celle qui sera délivrée lorsque suffisante
 accordé dans le Compte de l'exercice 63.350,30
 Total des dépenses présumées 124.194,95
 De cette somme, il faut déduire celle de 60.312,88

Le résultat :
 1^{er} Article en justifiant le résultat resté dans l'Etat
 comme excédent le montant de 5.036,95
 2^{me} Article facturé, mais non encaissé au
 1^{er} Mars 1912, et à reporter au budget suivant 55.036,58
 Somme égale 60.312,88

Qui moyen des déductions ci-dessus, les dépenses de
 l'exercice 1911 fait définitivement fixées à 63.882,12
 L'excédent de toute nature étant de 61.978,32
 Des dépenses de 63.882,12

Le résultat du Compte de l'exercice 1910 étant de 52647,79
 Il faut par conséquent pour excéder définitif le montant 50.743,99
 L'quelle sera portée au chapitre des recettes suffisante
 du budget de l'exercice 1911.

Le budget de l'exercice 1911 tout déclaré définitivement
 clos et la partie annulée.

Il a résulté l'obligation sera portée comme preuve
 justificative au Compte administratif

Le Conseil a pris la délibération suivante :
 Du budget préposé pour 1913
 Va la loi sur finances du 31 juillet 1887 art 16.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Attendu que cette délibération a été tenue pour la commune d'Eymoutiers
au profit de la commune au moyen des ressources du budget qui sont insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires.

Que dès lors il y a nécessité de créer de nouvelles ressources
Voté par addition au principal des quatre contributions directes trois centimes
qui devraient produire environ la somme de 100 francs et 10 centimes
pour débours à la dépense du bâtiment du gare champêtre, toutant
la date annexe.

Le Conseil a pris la délibération suivante.

Vu le budget proposé pour 1913
Considérant que la maitrise ordininaire échouera aux Chapitres
à établir budget et débours fixe
tant que la situation annuelle ordinaire proposée
à ce budget dans le Chapitre 1. S'élèvera à

Il où il résulte une insuffisance de ressources de
Voté pour l'année 1913 une contribution extraordinaire de
50 centimes additionnelles aux quatre contributions directes
devant produire une somme de environ dans le but de
couvrir à défaut le déficit du budget.

Vote de centimes pour
l'assistance matricule

Le Conseil
Vu le budget proposé pour 1913,
Attendu que la partie de l'assistance matricule gratuite sera
à 2000 francs pour la Commune d'Eymoutiers ne peut être couverte
au moyen des ressources du budget qui sont insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires,
que dès lors l'Etat et l'Département viendront en aide dans
la proportion de 10%, que la part de la commune restera égale
pour la somme de 1200 francs. Que cette dernière somme est
couverte à partie par 6% du produit des concessions de terrains
dans le cimetière soit 100 francs par le produit d'augmentation des
taxes ou de nouvelle taxe votée, votée par une délibération
antérieure pour être affectée à l'assistance matricule soit 729 francs
qui restera à couvrir la somme de 370 francs qui y a nécessité
de créer de nouvelles ressources.

Voté par addition au principal des quatre contributions directes
un Centime Sociaux-Centimes de centimes devant produire 370 francs
reconvertis en 1913 pour l'assistance à la dépense de l'assistance
matricule gratuite.

Le Conseil.

N° D'ORDRE

Voté de centimes pour
l'assistance aux victimes

DÉLIBÉRATIONS

Vu le budget proposé pour 1913

Attendu que la dépense de l'assistance obligatoire aux victimes
aux infirmes et aux invalides de la commune d'Eymoutiers, soit 1881 francs
ne peut être couverte au moyen des ressources du budget qui sont insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires.

Considérant que la Commune a droit à l'aide Etat pour l'assistance
obligatoire à la date du 15 juillet 1905 à un débouché départementale
échouant 90% soit 1644 francs 90 centimes qui au moyen d'impôts
spécialement créés pour le service de l'assistance aux victimes, aux
infirmes et invalides elle fournit à la différence de 16% soit 1883 francs.

Voté par addition au principal des quatre contributions
50 centimes devant produire environ 1883 francs 10 centimes en 1913
dans le but de couvrir la différence de 16% de la dépense de l'assistance
aux victimes, aux infirmes et aux invalides.

Chemin vicinage

Le Conseil communique au Conseil	
1 ^e la situation survenue des chemins vicinaux ordinaires produite par le Service vicinal	
à l'Etat Subvention	26894 francs
en facune	3619
total à constituer et à verser	30513
Séjour préféré	2562 francs
2 ^e Contingents demandés pour chemin de fer	100 francs
Nature des ressources	
Prestations et Cinq Centimes Officiers	
7 ^e 14	130
, 15	990
, 30	1180
, 48	750
, 55	10
, 111	1200
, 112	10
, 129	10
	1300

Arrête à la suite au conseil de la Ville en date du
17 mai 1913 relatif au vote de 5 Centimes ordinaires et 3 francs de
prestations pour l'assistance des chemins de fer de la catégorie des préfectures
sur l'ensemble des ressources le montant des contingents demandés
ce dossier par le chemin de grande communication
4^e au tableau suivant. Proposition du Service vicinal pour l'assistance
du chemin des routes (Colonne 3)

7 ^e 11 5 Centimes pour le chemin vicinal de toute catégorie	1156 francs
--	-------------

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

41.12	1/2 Centimes éperçus sur le chemin vicinage ordinaires	347.08
41.11	Prestations 3 journées en argent et en nature	5298.45
		<u>6802.83</u>

Dépenses des Dépenses (colonne 3)

91.77	Épaves du Cantonnière du Chemin vicinage ordinaires	1611.
91.78	Entretien du Chemin vicinage ordinaires	861.77
81	Frais généraux (frais de route, de bûche)	39.26
82	Contingents affectés aux Ch. d. G. C.	1300.

6802.83Ch. I Recettes ordinaires volontées
par le Comité municipal (colonne 4)

91.11	5 Centimes sur les chemins vicinaux de toute catégorie	1156.75
91.12	3 Centimes éperçus sur le chemin vicinage ordinaires	694.05
91.11	Prestations (3 journées) en argent et en nature	<u>5298.45</u>

7149.25Ch. I Dépenses ordinaires volontées par
le Comité municipal (colonne 5)

91.77	Épave du Cantonnière du Chemin vicinage ordinaires	1611.
91.78	Entretien du Chemin vicinage ordinaires	1018.77
81	Frais généraux (frais de route, de bûche)	39.26
82	Contingents affectés aux Ch. d. G. C.	1300.

7149.25

Le Conseil

Vu le décret du 31 mai 1836, l'instruction ministérielle du 24 juillet suivant et le règlement général sur les chemins vicinaux à la disposition résultant par les agents voyers sous leur responsabilité et nécessaires pour l'entretien des contingents nécessaires aux chemins de grande communication et d'intérêt commun que pour l'amélioration du budget de la commune en ce qui concerne le service des chemins vicinaux

Vu l'arrêté de mise en somme de la liste en date du 1er mai 1912

Considérant que les dépenses ordinaires provenant des deux centimes pour le chemin vicinal de toute catégorie et des 3 journées de prestations soit 1156.75 + 5298.45 sont nécessairement insuffisantes après le paiement des contingents nécessaires pour les chemins de grande communication nous faisons à la dépense du Cantonnière du Chemin vicinal et à l'entretien des chemins vicinaux ordinaires dont la longueur est de 26894 mètres. Considérant la nécessité de créer de nouvelles ressources.

Dépêche les propositions suivantes par les agents voyers relativement aux contingents nécessaires aux chemins de grande communication et d'intérêt commun.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Vote l'inscription au budget de la commune des recettes et des dépenses nécessaires pour l'entretien des chemins vicinaux pendant l'année 1913, le tout conformément aux instructions de la colonne 4 des tablées qui précèdent.

Ordonne que les prestations et taxes vicinales en nature de l'année 1913 soient conservées entières jusqu'à la date présumée adoptée qui est maintenant juillet 1913.

Budget du Revenu municipal

Vu le Secret du 26 juillet 1876 art. 5, et la circulaire de la Commission d'établissement du 1er octobre 1876;

Considérant

Il est évident que les recettes du Revenu municipal sont augmentées d'un certaine

de Conseil

vote la liste augmentation en faveur de la : Magie perceptuel Revenu municipal et décrite sur la somme nécessaire sera versée dans le budget des exercices 1913 et suivants.

Le Maire présente au Conseil des propositions d'établissement du budget communal pour 1913.

Le Maire fait tout d'abord remarquer que ces dépenses obligatoires nécessitent la création de nouvelles ressources.

Cette augmentation de dépenses résulte 1°) de l'accroissement de la complication des routes ordinaires et diverses occasionnées par le travail multiple et non exempt de difficultés qui empêchent l'application de loi nouvelle toujours plus nombreux.

Pour être exacte avec toute la certitude il convient de faire une analyse des dépenses nécessaires pour un personnel de nombre suffisant et de capacités plus élevées.

L'augmentation des dépenses dépend également des obligations qui résultent des lois d'assistance et d'hygiène et de protection de la santé publique.

L'augmentation des dépenses est en outre occasionnée par l'augmentation de pouvoir aux réparations et à l'entretien des chemins communaux - à la construction de la voirie urbaine, des chemins vicinaux et ruraux en état de viabilité et de bon entretien.

En conséquence le Maire propose au Conseil pour faire face à ces différentes dépenses, le vote au chapitre des recettes de centimes additionnelles suivants :

- 3 Centimes 60% pour l'entretien du goudi Champêtre
- 6 Centimes pour assistance aux vétérans infirmes et invalides
- 1 Centime 60% pour assistance médicale gratuite
- 10 Centimes pour insuffisance de revenus

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

3. Chantiers spéciaux pour l'entretien des chemins vicinaux.
Il propose également aux élus le vote de l'autorisation de l'apport au trésor du montant de 100 francs par le conseil municipal en raison de la concurrence que présente à la commune pour l'établissement de la comptabilité communale.

Le Conseil ayant l'opposition fait par le Maire après avoir pris connaissance de chaque article aux chapitres I et II des recettes ordinaires et II des recettes extraordinaires ainsi que du chapitre I des dépenses ordinaires et II des dépenses extraordinaires voté l'ensemble du budget en recettes et en dépenses à la somme de 66 122.05.

Chemins vicinaux

Le Conseil
Vu la loi du 21 mai 1836, l'instruction ministérielle du 24 juillet suivant et le règlement général sur le service des chemins vicinaux.

Vu la régulation prévue par la loi organique pour l'établissement du chapitre additionnel du budget de la commune en ce qui concerne le service des chemins vicinaux;

Vu le budget approuvé pour l'année écoulée et les corrections apportées tant par le Maire que par le Bureau municipal des recettes et des dépenses de l'exercice précédent, compte tenu et voté.

Le budget de l'année 1912 sera un budget conformément aux instructions de la colonne 4 des tableaux qui suivent.

Les recettes et dépenses suffisantes non prises au budget de 1912 seront inscrites aux tableaux additionnels de ce budget conformément aux instructions de la colonne 4 des tableaux qui suivent.

Chap. I. - Recettes supplémentaires :

Excédent provenant des ressources spéciales de la municipalité 139.07.

Prestations 94.77

Total des recettes supplémentaires 534.04.

Chap. I. - Dépenses supplémentaires

Comptabilisé de la dépense d'entretien des chemins vicinaux ordinaires

Chapitres additionnels au budget de 1912

Le Conseil - pris avec entière approbation formelle par le Maire et après examen établi le chapitre additionnel au budget de 1912 en recette et en dépense à la somme de 54 703.28.

Adjudication des bous de la Ville

Le Maire peut convaincre au Conseil que l'adjudication de l'autorisation des bous de la Ville n'a pas été faite que pour

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

une année expiré le 31 décembre prochain.

Le Conseil décide que l'autorisation des bous sera mise à nouveau en adjudication pour une autre période qui commencera le 1^{er} janvier 1913 jusqu'au 31 décembre de la même année.

L'adjudication sera faite au rabais par soumission écrite et sous enveloppe cachetée sur une mise à prix de 100 francs.

Dans le cas où il ne se rencontrerait pas personne, la mise à prix fixée sera portée à une somme supérieure égale à 10% au-dessus de la mise à prix ou le Maire sera autorisé à toute clôture à prix avec un autre preneur.

Le Brûlonnais et l'ouest sont désignés pour assister le Maire à la date d'adjudication.

Cette adjudication aura lieu aux chans et courtoisies des caisses du château d'eau, par le Conseil municipal le 28 février 1912 et approuvée par le Préfet le 5 mars 1912 en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions particulières sur la mode d'adjudication.

L'adjudication ne sera valable qu'après l'approbation du Maire et du Préfet à la Haute Courre.

Le Conseil par l'ordre le 6 mars se réunit le soir de sa publication et de leur la date d'adjudication au Gersanche le 29 décembre prochain.

Budget de plan de peage et de mesnage

Le Maire fait connaître au Conseil que par suite des avis de l'Office français de poste, de trouve nécessaire de faire l'ajustation de la perception des taxes dont il avait été fait l'ajustation le 29 décembre 1910 pour une période de trois années à partir du 1^{er} janvier 1911, l'autorité 31 décembre 1913, il sera nécessaire d'y ajouter de l'ordre d'une nouvelle adjudication.

Le Conseil a la délibération tirée pour faire procéder à une nouvelle adjudication. Le droit de plan, de peage de mesnage et de passage pour une période de trois années qui commence le 1^{er} janvier 1914 et se termine le 31 décembre 1915.

L'adjudication aura lieu par soumission écrite et sous enveloppe cachetée.

La mise à prix annuelle sera de 1700 francs par les droits de plan, de passage, de mesnage et de passage fermé et 100 francs pour les embauches communales établies sur le plan d'armes ne font pas partie de la présente adjudication.

Les offres ne pourront être inférables à la mise à prix ci-dessus énoncée.

Toute soumission au dessous de ce chiffre sera rejetée nulle et non avenue.

Cette adjudication aura lieu conformément aux clauses

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

et constitutions établies par le conseil municipal par délibération approuvée le 18 décembre 1892 modifiées par délibération du Conseil municipal du 27 novembre 1910 approuvée le 23 décembre 1910 en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent et aux lois et règlements en vigueur sur la matière fait pour les droits et de l'usage d'un pour le droit de passage et de manutention du passage.

Dans le cas où la Halle et l'école de cette ville seraient affectées à d'autres usages que celui de l'halage des marchandises ou d'autre suffisamment cet emplacement pour l'halage des marchandises, l'entrepreneur n'aurait de ce fait aucun droit d'exploiter une exploitation.

M. le Grabouneau et Lagarde sont désignés pour assister le Maire à la séance d'adjudication.

La date d'adjudication fixée au Dimanche 29 décembre 1913 ne sera valable qu'après l'approbation de l'assemblée de la Ville.

Vote de l'Assemblée du 26
et de la gare

Le conseil municipal a traité ce qui se passe lors forme d'adjudication pour l'usage de la place de la gare pour l'année 1913, le moins à plus bas de 30 francs. M. le Grabouneau et Lagarde sont désignés pour assister le Maire à la séance d'adjudication.

Répartitions

Le conseil municipal a dressé la liste des personnes à présenter à l'assemblée le 26 décembre pour le choix de répartiteur et de deux suppléants.

Répartiteur titulaire : M. le

Serge Lagarde, Grabouneau Guy, Babet Louis, Dupuy Alphonse, Lamy à Toulon, Couturet Fernand, Cougnac Charles, Lagarde Fernand, Février à Varennes, Villemont, Guy. Demouchant Chizot, Lemoisson à Bussy.

Répartiteur suppléant :

Lavigne André, Cassous Jean, Neuville Pierre, Neuville Fernand, Parquin à Bussy, Pétinard, Guy. Demouchant Chizot, Lemoisson à Bussy.

Dépouillement des bulletins

Le conseil désigne M. Cougnac Charles conseiller municipal comme délégué à la révision de la liste électorale et M. le Conseiller Charles et Jobaud Eugène également conseillers municipaux pour juger des réclamations au sujet de la même liste.

Dépouillement des bulletins
bulletin de tabac et de la chancellerie
de la commune de Bussy

Le conseil désigne M. Lagarde et Couturet pour la révision de la liste électorale du tabac et de la chancellerie commune de Bussy

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 3 Mars 1913

L'an mil neuf cent treize le deux Mars à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Eysines, assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de dix huit, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur le Docteur Gradet Maire, en suite de la convocation faite par Monsieur le Docteur Gradet Maire de la date commune le vingt six Février.

Présents: M. M. le Docteur Gradet Maire, Flotout et Chaupeau adjoints, Lagarde, Laverque, Delangle, Belinard, Bernoubaud, Fermigier, Pauplizier, Chazillat, Prabonvieu, Rabet, Desseur, Dufour, Scuvialle Léonard, Cœcignas, et Coutinier.

Lesquels fontent la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 50 de la loi du 9 Avril 1884;

Absents: M. M. Roux, Scuvialle Féris, Gerbaud, Serre, Géry.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 58 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire près dans la séz du Conseil:

M^r. Cœcignas ayant obtenu au scrutin, la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Maire expose qu'il a eu l'honneur de soumettre à la Commission des travaux publics réunie à cet effet le 29 Janvier dernier.

1^o. Voul demande de la Compagnie des chemins de fer Départementaux tendant à obtenir l'autorisation d'occupation temporaire du terrains appartenant à la Commune entre la route nationale n° 110 la rivière la Dordogne, le ruisseau Chastang et le talus de l'avenue de la Gare.

2^o. Voul demande d'acquisition de tout ou partie de la date parcelle pour permettre le raccordement de la ligne de Limoges-Eysines avec le prolongement sur Repat-le-Château.

3^o. Voul demande de la Compagnie d'Orléans tendant au rachat de la même parcelle en vue de l'agrandissement de la gare.

DÉLIBÉRATIONS

La Commission à l'unanimité a écarté la demande d'autorisation d'occupation temporaire avant la fixation du prix de vente comme pouvant être préjudiciable aux intérêts de la Commune, mais décideuse de ne pas retarder les travaux et de faire l'ouverture prochaine de la ligne sur Soisay le Châtel, dont l'urgence aurait dû apparaître plus tôt à ceux qui en avaient la charge, a émis l'avis d'accueillir favorablement la demande d'acquisition partielle de la Compagnie des chemins de fer départementaux en même temps que celle de la Compagnie d'Orléans aux conditions suivantes :

1^o Les deux Compagnies auraient au peaufable à se mettre d'accord sur les emprises nécessaires à l'une et à l'autre et sur la cote part du prix d'acquisition incomitant à chacune d'elles.

2^o La cession de la parcelle entière serait consentie par la Commune au prix de 6000^f.

Un accord est intervenu entre les deux Compagnies et celle d'Orléans par une lettre de Monsieur l'Ingénieur du 8^e arrondissement a fait connaître qu'elle acceptait d'acquérir au prix de 6000^f les terrains qui avaient été vendus par elle en 1877 à la Commune d'Épinoultiers et demande que il lui soit passé sur ces bases une promesse de vente qui comportera l'occupation immédiate desdits terrains à la condition qu'à partir de la date de prise de possession jusqu'au paiement de l'indemnité les intérêts à 4% du montant de cette indemnité seront payés à la Commune en même temps que le prix de vente de 6000^f. Le prix ci contre de 6000^f comprendra la valeur des mobilier actuellement approvisionnés sur le terrain, faisant l'objet de la promesse de vente ainsi que ceux en dépôt sur la rive droite de la Vieille, la Compagnie d'Orléans se substituant à la Commune à partir de la prise de possession à tous ses droits et charges afférents à ce terrain.

Le Conseil après délibération approuvent les conclusions de la Commission, acceptent les propositions sus énoncées de la Compagnie d'Orléans et donnent pleins pouvoirs au Maire pour passer la tête Compagnie

DÉLIBÉRATIONS

tous actes de vente ou promesse de vente avec règlement d'indemnité et consentement de prise de possession préalable au paiement de cette indemnité.

Enlèvement des boues

Le Maire fait connaître au Conseil que l'adjudication des boues de la ville du 29 Décembre dernier n'a pas donné de résultat, qui il n'a trouvé preneur à l'unique qui au prix de six cents francs pour les dix mois qui restent à courir jusqu'au 31 Décembre 1913. Etant donné l'urgence, le Maire demande au Conseil de vouloir bien accepter ce prix de six cents francs.

Après délibération, le Conseil autorise le Maire à passer un marché de gré à gré aux clauses et conditions du cahier des charges pour l'enlèvement des boues au prix indiqué et vote un crédit de cent francs qui sera inscrit aux chapitres additionnels de 1913 qui apporte au Crédit de Cinq cents francs inscrit au budget couvrira la dépense.

Création d'un square

Sur la proposition du Maire le Conseil décide la création d'un square à l'angle Est de la Place d'Armes et autorise le Maire à faire dresser un plan et devis par un jardinier paysagiste.

Ecole de Baudry

Sur la proposition du Maire le Conseil décide de faire exécuter les réparations reconnues urgentes au mobilier et à l'ensemble de l'Ecole de Baudry.

Réparations au clocher et aux vitraux de l'église

Le Maire fait connaître au conseil que l'Etat confectionne aux règles établies sur le montant du devis de 16000^f pour réparations au clocher et vitraux de l'église ne prendra à sa charge les trois quarts de la dépense qui à condition que la Commune s'engage à consacrer à l'exécution de l'entreprise pour l'autre quart c'est à dire 4000^f.

Après délibération, le Conseil décide de ne pas payer dans cette dépense qui après avoir pris connaissance du devis des travaux.

Assistance aux vieillards

Le Maire communique au Conseil plusieurs dossiers de demandes d'indemnité, sur la liste des veillards infirmes et incurables concernant les nommés Geneste Louis,

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Jacques Léonard, et Tenuelle Marie née Denizou.
Le Conseil après examen, et l'avis de la commission administrative de l'Hospice approuve la demande des nommées Geneste Louis et Jacques Léonard, le dossier de ces derniers étant incomplet, et décide d'autoriser pour une somme de 600 francs par mois la nommée Tenuelle Marie née Denizou.

Le Maire communique au Conseil un dossier concernant la nommée Guthéil Marguerite veuve Guthéil actuellement domiciliée à la Chapelandie commune de Beuvic qui réclame son inscription sur la liste d'assistance aux vieillards, Infirmes et Immobiles, qui aurait conservé son domicile de secours dans la Commune d'Epinoultiers.

Le Conseil après examen, et l'avis de la commission administrative de l'Hospice rejette la demande de la nommée Guthéil Marguerite veuve Guthéil qui d'après les renseignements recueillis n'avait pas son domicile de secours dans la Commune, ni y ayant habité pendant cinq ans consécutifs.

Le Conseil vu l'avis de la commission administrative de l'Hospice décide d'hospitaliser les nommées Raynaud Pierie et Couffy Marie veillard assistés d'après la loi du 14 juillet 1901, ainsi que Couturier Jean.

Hospitalisation
veuve Boyer

Le Maire fait connaître au conseil que la nommée Buzaud Angélique veuve Boyer a été admise d'urgence à l'Hôpital de Lorient.

Le Conseil donne acte au Maire de sa communication.

Assistance Médicale

Le Maire fait connaître au conseil qui à la date du 22 Décembre dernier, le nommé Legras Jean âgé de vingt deux ans domicilié à Saint Anne Saint Priest a été admis d'urgence à l'assistance médicale et que cette inscription soit mise au compte de la Commune de Saint Anne Saint Priest où le sieur Legras a conservé son domicile.

Le Conseil donne acte au Maire de sa communication.

Soutiens de famille

Le Maire communique au Conseil des demandes de pensions des classes 1911 et 1912 qui réclament au profit de leurs parents l'allocation journalière spéciale par la loi à titre de soutiens indispensables de leur famille.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil après délibération donne avis favorable à la demande des nommés, Georges Blaise, Chambaretin Henri, Chastagne Jean, Jeannet Laurent, Legrand Aimée Jean, Tenuelle Marie, Colvè Charles, Lebret Louis, Ruby Paul, Bourriquet Leonard-François, Coriegas Louis Charles, Chemartie François Jean, Emile, Fermigier Henri Gabriel, Groux Jean, et Marquier François, et Labeyre Louis Joseph Jean.

Le Maire communique au Conseil deux demandes de Sursis d'Incorporation présentées par M. et M. Bertrand Pierie, et Durand Paul Rejetées.

Le Conseil après délibération donne avis favorable à ces deux demandes.

Lorient 26 aout 1902 Rouzic, Chomery J
Clauquel, Bouhérel, Guénorien 2
Fradet

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 29 Juin 1913

L'an mil neuf cent treize, le vingt-neuf Juin, à deux heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espeurolles assemblé au seuil ordinaire de ses séances, au nombre de seize, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur le Docteur Pradet Maire, en suite de la convocation faite par Monsieur le Docteur Pradet Maire de la saidé Commune le vingt-cinq au dit mois de Juin.

Présents: M. M. le Docteur Pradet Maire, Flétout et Champaupié adjoints, Lagarde, Gabouraud, Laveque, Céliange, Delvouhaud, Neuville, Gerrié, Serrié, Dassier, Coctierier, Géry, Balet, Couignas, Neuville, Léonard.

Cesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 50 de la loi du 1^{er} Avril 1884.

Absents: Roux, Léger, Gerbaud, Létignaud, Fernigier, Chézillat et Fauglise.

Le President a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 53 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil:

M. Couignas ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui il a acceptées.

Le Maire soumet au conseil l'état des cotés irrecoverables compis aux bientôts de l'année 1913.

Après examen, le Conseil décide de mettre en valeur les cotés dites par les monumens Ponteups, Poullièvre J. B. et Poutot Montiel, Brey Blaise, Fourquet Couignas, Gassot, Fadier Jean, Péquet, Margadeur Louis, Lamargue J. B., Champaud gendre Devars, Brey Blaise, Bourmaud, Dumont Léonard, Dumouhaud, Reberpole, Barlet et Soulier.

Maintenant celles dites par Cacaly François, Vialatout Michel, Bardaud, et Fadier.

Le Maire soumet au Conseil le compte de gestion de l'Hospice rendu par M^r Margis Receveur de cet établissement des recettes et dépenses effectuées depuis

Cotés irrecoverables

Compte de gestion
de l'Hospice

DÉLIBÉRATIONS

le premier Janvier 1912 au 31 Mars 1913 relatives à l'exercice 1912, en recettes à la somme de 31682,98 et en dépenses à la somme de 30127,97, approuvé par la Commission Administrative de l'Hospice.

Le Conseil vu la délibération de la Commission Administrative de l'Hospice relative à l'approbation du Compte de gestion du Receveur de l'Hospice pour l'Exercice 1913, est d'avis d'approuver les termes, les conditions et les conclusions de la délibération susénoncée.

Compte Administratif
de l'Hospice

Le Maire soumet au Conseil le Compte Administratif de l'Hospice pour 1913 établi en recettes à la somme de 30.899,39 et en dépenses à la somme de 30.127,97, approuvé par la Commission Administrative de l'Hospice.

Le Conseil vu la délibération de la Commission Administrative de l'Hospice relative à l'approbation du compte d'administration présenté par M^r Margadeur Administrateur pour l'Exercice 1913, est d'avis d'approuver les termes, les conditions et les conclusions de la délibération susénoncée.

Chapitres additionnels
au Budget de l'Hospice

Le Conseil approuve les chapitres additionnels au budget de 1913 de l'Hospice établis et votés par la Commission Administrative de cet établissement en recettes et en dépenses à la somme de 19936,98.

Budget de l'Hospice

Le Maire soumet au Conseil le Budget de l'Hospice pour l'année 1914, établi par la Commission Administrative de cet Etablissement en recettes et en dépenses à la somme de 18404,50.

Le Maire donne connaissance au conseil de la nouvelle actuellement officielle du prochain passage dans la ville d'Espeurolles du President de la République lors du voyage qu'il doit effectuer sur l'invitation des syndicats d'Initiative de Centré en vue d'inaugurer les sites de l'Amoury.

Il propose de s'associer à cette manifestation par une adresse de remerciements à Monsieur Guicci et de préparer dès à présent la réception qui convient au chef de l'Etat.

Adopté à l'unanimité.

Sur la proposition du Maire le Conseil confirme

N° D'ORDRE

acquisition terrain
Boulique

DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil vote une somme de 600^{fr} qui sera inscrite aux chapitres additionnels du budget de 1918 pour faire face à la dépense d'acquisition du terrain Boulique pour l'élargissement et la mise à l'équilibre de la rue des Fours, il autorise le Maire à passer la vente pour la dite acquisition.

Etat de frais
affaire Croze

Le Maire communique au conseil un état de frais s'élèvant à la somme de 76,48 résultant du procès en cours avec Monsieur Croze ancien Principal du Collège et le juge de vouloir bia, voter un crédit de pareille somme.

(ajuste)

Réparation au
clocher de l'église

Le Maire communique au conseil le devis descriptif et estimatif des travaux à exécuter en vue de la réparation au clocher et aux vitraux de l'Eglise, et leur fait connaître que la réponse de Monsieur le Sous-Secteur à l'Etat stipule qu'il ne pourra autoriser l'exécution du devis de 16003^{fr} 84 qui a été dressé tant que la Municipalité n'aura pas voté l'intégralité des fonds de concours qui lui a été réclamée c'est-à-dire 4000^{fr}.

Le Conseil désireux de ne pas laisser tomber en ruine ce monument historique et laisser se déteriorer ses admirables vitraux qui font l'admiration des étrangers vote la somme demandée de 4000^{fr} et décide qu'elle sera répartie en deux années en 1914 et 1915.

Le Conseil sur la proposition du Maire vote une somme de 1300^{fr} qui sera inscrite aux chapitres additionnels de 1918 pour la réfection de l'égout de la rue de l'Eveque et de la rue des Bœufs en vue de l'aménagement de ce quartier de la Ville.

Réfection de
l'égout de la rue
de l'Eveque et de
la rue des Bœufs

Boîte aux Lettres
à Bette

Chaussage Ecole
de Bussy-Barache

Le Conseil sur la proposition du Maire vote une somme de 100^{fr} destinée à l'achat et l'installation d'une boîte aux lettres à l'Ecole de Bette et la réparation aux autres boîtes de la Ville. Cette somme sera inscrite aux chapitres additionnels de 1918.

Le Conseil vote une somme de 60^{fr} destinée à payer le bois de chauffage et les fournitures aux Écoliers Bourgeois de l'Ecole de Bussy-Barache. Dépenses qui

N° D'ORDRE

Lettre de Monsieur
le Recteur de l'Académie
de Rethiers
concernant le
Collège

Si la Municipalité est
d'accord de procéder à la
suppression.

DÉLIBÉRATIONS

n'ont pu être soldées pour les trois premières années de 1911 et l'année 1912, faute par l'Institutrice de fournir au temps utile des mémoires réguliers.

Le Maire donne lecture au Conseil de la lettre suivante de Monsieur le Recteur de l'Académie de Rethiers,

Le Projet de loi soumis au Parlement et concernant le renouvellement des traités passés entre l'Etat et les Villes pour l'entretien des Collages de garçons prévoit la suppression, à partir du premier Juillet 1914, des Collages dans lesquels la population scolaire boursiers nationaux nos compatriotes sont inférieure à 50 unités.

Le Collège d'Espeuillers se trouvant atteint par cette mesure, je vous prie de me faire connaître dès le premier Octobre prochain, je vous serais obligé de me renseigner sans aucun retard pour que Monsieur le Ministre puisse attribuer en temps utile des fonds aux Fonctionnaires de cet établissement, autant que possible dans la région qui ils auront eux mêmes désignée.

Le Recteur signé J. Cavalier.

Le Maire fait observer qu'il ne s'agit que d'un projet de loi qui ne saurait en rien attendre le Collège d'Espeuillers tant que la loi ne sera pas votée, qui, en conséquence, la mesure que Monsieur le Recteur demande à la Municipalité de prendre, paraît au moins prémature, et ne peut être que très préjudiciable aux intérêts de la ville d'Espeuillers qui en 1895 s'est imposé l'énorme sacrifice d'une dépense de 60 808^{fr} 78 pour la refectorie, et l'agrandissement de son Collège. Depuis cette époque il a été dépensé pour achat de matériel d'entretien, une somme d'environ 10000^{fr}.

Cet effort d'une petite Commune aux ressources modestes, le centime ayant 2,90^{fr}, aurait donc été perdu en pure perte, le bâtimant abandonné pour un collège restant inutilisé par ce que inutile.

Cette la prospérité du Collège a été variable et malheureusement ce sont les trois dernières années qui ont été les plus mauvaises, sa situation depuis 1892, pendant six-huit années consécutives a été des plus florissantes. Cette prospérité dans le passé, ce qui permet de prédire de l'avenir est étroitement liée aux aptitudes dont les différents Principaux ou Professeurs et au développement qui s'est montré dans la direction de

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

cet établissement d'enseignement secondaire.
Les services qui il a rendus à la population ne se comptent pas, plusieurs des hommes aujourdhui au pouvoir seraient restés ignorants s'ils n'avaient trouvé à leur portée les moyens de recevoir l'instruction que comportait leur intelligence et sans vouloir en rien critiquer le projet de loi, nous ferons très respectueusement remarquer que la mesure proposée nous paraît anti-démocratique parce qu'elle enlève à ceux qui sont déimes de ressources la possibilité de recevoir le degré d'instruction auquel ils ont droit.

Notre Collège fait soy, ancienmēt 186ans - d'existence meritée d'être maintenu et encore à d'autres titres par sa situation géographique lors des autres Etablissements d'instruction dans un site merveilleux à 410 mètres d'altitude, atmosphère sans poussière eaux irréprochables, toutes conditions qui peuvent trouver dans les grands établissements installés au milieu des villes populées et insalubres.

Nous ferons donc appel de la décision de Monsieur le Ministre à Monsieur le Ministre lui même nous informé assuré d'avance qu'il ne voudra pas causer à la ville d'Epinoultiers un préjudice qui atteindrait toute la région du Haut-Gévaudan.

Après délibération le Conseil Municipal à l'unanimité approuve l'opposé fait par le Maire, et demande à Monsieur le Ministre de vouloir bien décider la maintien du Collège d'Epinoultiers, et pour en assurer la prospérité de vouloir bien modifier les conditions d'existence en maintenant que les clauses du Traité.

Assistance
Médicale Gratuite

Le Conseil se constitue en comité secret et décide d'inscrire sur la liste d'assistance médicale gratuite la nommée Béatrice Marie femme Roux, Léonore Marie née Lardeur, Fabienne Armand, Fabienne Jeanne née Béteulard, Gastier Gabrielle née Souble, Mastroz Louise née Faucher.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil décide également d'autoriser le Maire à délivrer un bulletin d'entrée à l'Hôpital de Limoges de Mariano Louis.

Entrée à l'Hôpital de Limoges de Mariano Louis

Entrée à l'Hôpital de Limoges de Gerbaud Pierre

Le Maire fait connaître au Conseil qu'il a été admis à l'Hôpital de Limoges le nommé Gerbaud Pierre âgé de 17ans pour y subir une opération chirurgicale.

For a 067

138

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

139

DÉLIBÉRATIONS

DÉLIBÉRATIONS

Scéance du 4 Septembre 1913

Le maire nous avertit ce midi, le quatre du Mois de Septembre à neuf heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Esproultiers, assemblé au sein ordinaire de ses séances, au nombre de dix-neuf, en session ordinaire sous la présidence de Monsieur le Docteur Gradet Maire, en suite de la convocation faite par Monsieur le Docteur Gradet Maire, le premier Septembre courant.

Présents : Mons. Le Docteur Gradet Maire, Flétout et Chaupeau, adjoints, Beurialle Léonard, Dupuy, Coutinier, Lassous, Balot, Beurialle Léonie, Coriegas, Roux, Létiniard, Demouhard, Grabornaud, Lagarde, Gaujague, Gerif,

Chezillat, Garbaud, lesquels forment la majorité des membres, exerçant et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 50 de la loi du 1^{er} Avril 1884.

Absents : Mons. Fourquier, Lavergne, Cariange, et Serre Léonard.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 53 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sens du Conseil :

M^r. Coriegas ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Maire s'exprime en disant qu'à la veille de la grande manifestation touristique à laquelle se prépare le Limousin, il y a lieu d'arrêter les dispositions nécessaires pour recevoir dignement le Président de la République.

Il propose de dresser un arc de triomphe à l'entrée de la ville, d'élever sur la place d'Armes une tribune ou balcon de réception en plein air ce qui paraît convenir au caractère touristique du voyage et l'accès du public auprès du Président, à qui il sera offert un vêtement d'honneur, en même temps qu'il lui sera remis un souvenir durable de son passage dans un émail représentant un coin d'Esproultiers.

Le Conseil désireux de marquer sa reconnaissance

Réception de
Monsieur le
Président de la
République

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

pour le grand honneur qui il lui est fait par la visite du Président de la République, appréciant en outre les éléments de prospérité qui ne peuvent qu'en résulter par l'attention des Etrangers - attirés sur la Région d'Espeyroux.

Décide à l'unanimité de faire au Chef de l'Etat la réception qui il convient, donne plein pouvoir au Maire pour passer avec les fournisseurs des marchés de gré à gré, lui ouvrant un crédit de 9000^f. qui sera inscrit aux dépenses au budget additionnel de 1918.

Matériel des fêtes

Le Maire fait connaître au Conseil que le matériel des fêtes de la Commune étant insuffisant et en mauvais état il y a lieu de le renouveler et de le compléter.

Après délibération, le Conseil vote une somme de 500^f qui sera inscrite aux chapitres additionnels du budget de 1918.

Achat d'écharpes

Le Maire fait connaître au Conseil qu'aucune écharpe pour le Maire et les Adjoints n'existant à la Mairie comme propriété communale il y a lieu de faire l'achat et demande au Conseil de voter une somme de 100^f à cet effet.

Adopté à l'unanimité

Achat de médailles aux vétérans de 1870-71

Le Maire rappelle en désir émis par le Conseil d'offrir aux Vétérans de la Commune la Médaille Commémorative de la Guerre de 1870-71. Il l'invite à voter une somme de 60^f qui sera inscrite au budget additionnel de 1918 pour couvrir cette dépense.

Adopté à l'unanimité.

Sursis d'Incorporation,
André Nicot

Le Maire communique au Conseil une demande de sursis d'Incorporation présentée par M^r André Nicot

Le Conseil après délibération, donne un avis favorable à cette demande.

Le Maire Communique au Conseil des demandes des jeunes gens de la classe 1918, qui

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

reclament au profit de leurs parents l'allocation journalière fixée par la loi à titre de soutien inépuisable de leur famille.

Le Conseil après délibération donne un avis favorable à la demande des nommés Cadaby Philippe, Chambarette François, Champoux Jean, Chropinard Louis, Chouviat Pierre, Couguas Henri, Colisse Jean, Degrey Léonard Jean, Gracelles Eugenie, Groland Antoine, Labonne Gaston, Lercure Pierre Paul, Marizet François, Meilhac Henri, Meilhac Jean Pierre, Touteis Léon, Pradavid Léonard, Samy Henri, Samy Marcel, Samy Pierre, Valéraud Pierre, Vuitteau Jean, Broisselou Alphonse.

21

*E. Fourtou Clémentine Bourriolle Robert
Kervialle G. Chomoy J. Pélaut Gajard
Dumouchard Chayiller Frédéric*

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Réception de Monsieur le
Président de la République
par le Conseil Municipal d'Eymoutiers
le 10 Septembre 1913

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONSSéance du 19 Octobre 1918 (Extraordinaire)

L'assemblée eut lieu le douze du Mois d'Octobre à dix heures du matin.

Le Conseil Municipal de la Commune d'Augoultiers, assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de quinze en session extraordinaire sous la présidence de Monsieur le Docteur Pradet, Maire, à suite de la convocation faite par M^e le Docteur Pradet Maire de la cité communale le huit du présent mois,

Présents M^e M^e le Docteur Pradet Maire, Flétout chanoine adjoint, Laverque, Lagarde, Neuville Fénié, Neuville Léonard, Demouhard, Cœugras, Créange, Chézillat, Servu, Roux, Gerbaud, Babet, lesquels forment la majorité des membres exerçant et pouvant délibérer d'après les termes de l'article 1^o de la loi du 1^{er} Avril 1884.

Absents: M^e M^e Dassier, Rabouraud, Ferriéger, Guiglèque, Péténiaud, Coutevier, Géry.

Le Résident a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 1^o de la loi précédente, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil;

M. Cœugras ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Maire communique au Conseil des demandes de pensions de la classe 1918, qui réclament au profit de leurs parents l'allocation journalière fixée par la loi à titre de soutien indispensable de leur famille.

Le Conseil après délibération donne, avec favorable à la demande des nommés, Pierre Léonard, Emile Pierre.

Soutien de famille

Assistance aux familles nombreuses et aux femmes en couches

Le service des allocations aux familles nombreuses et aux femmes en couches privées de ressources insuffisantes par les lois des 17 Juin et 14 Juillet 1918 devant fonctionner au premier Janvier 1914, le Maire soumet au Conseil à titre de renseignement provisoire des demandes déposées jusqu'à ce jour et l'unité à voter les ressources nécessaires.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Après délibération, le conseil fixe à 3^e francs/mois le taux à payer pour les familles nombreuses, et décide que le paiement de cette allocation partira du premier de chaque mois après l'admission, comme imposition extraordinaire annuelle sur centime et deux centimes pour couvrir la part contributive de la Commune, fixé à 5^e francs. L'allocation spéciale sera payée aux femmes en couches privées de ressources, et décide que cette allocation sera au prix de 3^e francs pour toutes les couches si la mère allait elle-même son enfant, soit comme imposition extraordinaire annuelle sur centime additionnel pour couvrir la part contributive de la Commune.

Déplacement de la halte des tramways de Coulomby

Le Maire propose au Conseil de demander à la Compagnie des Tramways départementaux de bien vouloir déplacer la halte de Coulomby et la transférer plus bas et c'est à dire à l'intersection de la route nationale n° 140 allant à Bourganeuf et la route n° 144 allant à Buzileuf, ce déplacement rendrait de très grands services aux habitants d'Eymoutiers et principalement aux personnes se rendant au Cimetière.

(Adopté à l'unanimité.)

Quai d'embarquement

Le Maire expose au Conseil que la Compagnie d'Orléans fait exécuter des travaux au niveau de l'agrandissement de la gare d'Eymoutiers devenue insuffisante par suite de l'extension toujours croissante du commerce et des foires. D'après les renseignements recueillis la Compagnie aurait l'intention de déplacer le quai d'embarquement actuel pour le transporter dans le pré actif de la gare que celle fait remblayer en ce moment au delà de l'abri des voyageurs.

Cet emplacement présente de graves inconvénients en raison de la difficulté d'y accéder par un chemin vraiment trop profond et impraticable longeant la ligne dans le quartier dit des Barriés, où les accidents de toute nature ne manqueront pas de se produire par le fait de l'encombrement. Il y aurait lieu en conséquence de faire une démarche auprès de la Compagnie pour lui demander de

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

149
vouloir bien installer le quai d'embarquement dans la cour actuelle des marchandises en bordure de l'avenue de la gare où se trouve actuellement établie la voie provisoire de transport des matériaux de remblai.

Le Conseil après délibération en est venu à ce que le quai d'embarquement soit construit au lieu ci-dessus indiqué par le Maire, et subsidiairement dans le cas où il ne serait pas possible de donner suite à ce vœu qui il ait été établi dans le quartier des Barriés une voie d'accès de 10 mètres de large conduisant au nouveau quai.

*Le 17/7/1913
L'Orlange Amouraud
Girard
Pribault Dugay
Fradet*

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 30 Novembre 1918

L'an mil neuf cent treize, le trente du mois de Novembre à dix heures du matin

Le Conseil Municipal de la Commune d'Eymoutiers assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de seize, en session ordinaire sous la présidence de Monsieur le Docteur Pradet Maire en suite de la convocation faite par Monsieur le Docteur Pradet Maire de la dite commune le vingt six de ce mois.

Présents Mr. M. le Docteur Pradet Maire, Flétot et Champenois adjoints, Serre, Couturier, Couégnas, Berriquier, Lagarde, Graboutaud, Orléange, Lavaque, Durouchaud, Gerbaud, Roux, Scuvialle, Léonard, Faugique, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 10 de la loi du 1^{er} Avril 1884;

Absents Mr. M. Barbet, Scuvialle Pierie, Fériaudi, Chézillat, Gery, Dassieux.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 18 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire près dans le sein du Conseil.

Monsieur Couégnas ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui il a acceptées.

Le Maire présente au conseil ses propositions d'établissement du budget communal pour 1914.

Le Maire fait tout d'abord remarquer que des dépenses obligatoires nouvelles nécessitent la création de nouvelles ressources.

Cette augmentation de dépenses résulte 1^o de l'accroissement et de la complication du travail administratif de bureau occasionné par les formalités multiples et onéreux exemptes de difficultés qui impose l'application de loi nouvelles toujours plus nombreuses.

Elle est exécutée avec toute la célérité désirable ce travail nécessite dès à présent un personnel de nombre suffisant et de capacités plus étendues.

L'augmentation des dépenses dépend également des obligations qui résultent des lois d'aide à l'agriculture, de

Budget pour 1914

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

protection de la santé publique, l'assistance aux familles nombreuses et aux familles, couches.

L'augmentation des dépenses est en outre occasionnée par l'obligation de fournir aux réparations et à l'entretien des bâtiments communaux, à la consommation, de la voirie urbaine, des chemins vicinaux et ruraux, ce qui était de viabilité et de bon entretien.

En conséquence le Maire propose au conseil pour faire face à ces différentes dépenses, le vote au chapitre des recettes de cinq articles additionnels suivants :

3 centimes 60% pour le traitement du garde champêtre
6 centimes pour assistance aux vieillards, infirmes et invalides
1 centime 60% pour assistance que décale le praticien.

10 centimes pour insuffisance de revenus.
1 centime 50% pour allocation aux familles nombreuses
1 centime 50% pour allocation aux familles, couches.

3 centimes spéciaux pour l'entretien des chemins vicinaux.

Le Conseil après examen, et discussion de chaque article du chapitre I des recettes ordinaires et du chapitre II des recettes extraordinaires, ainsi que du chapitre I des dépenses ordinaires et II des dépenses extraordinaires vote l'ensemble du budget, en recettes et en dépenses à la somme de 39 891.⁵⁷ FF.

Chemins vicinaux

Le Conseil

Vu la loi du 21 Mai 1886, l'instruction ministérielle du 24 Juin suivant et le règlement général sur le service des chemins vicinaux.

Vu les propositions présentées par les agents-voyers, pour l'établissement des chapitres additionnels du budget de la Commune en ce qui concerne le service des chemins vicinaux.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 30 Novembre 1918

S'an mil neuf cent treize, le trente du mois de Novembre à dix heures du matin.

Le Conseil Municipal de la Commune d'Esqueriers, assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à nombre de seize en session ordinaire sous la présidence de Monsieur le Docteur Gradet-Maire, en suite de la convocation faite par Monsieur le Docteur Gradet Maire de la dite Commune le vingt-six de ce mois.

Présents : Mr. M. le Docteur Gradet-Maire, Fletout et Chaupeau adjoints, Devau, Couturier, Courquas, Février, Lagarde, Laboumaud, Leliange, Laverque, Durouchaud, Gerbaud, Roux, Neuville Léonard, Guepique.

Lesquels formant la majorité des membres en exercice et prennent délibérer d'après les termes de l'article 1^o de la loi du 1^{er} Avril 1884.

Absents : Mr. M. Baret, Neuville-Gervie, Petitmar, Chezillat, Gery, Dassens.

Le Président ouvre la séance.

Il a été, en conformité de l'article 1^o de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Courquas ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Maire présente au conseil ses propositions d'établissement du budget communal pour 1918.

Le Conseil après examen, et discussion de chaque article du chapitre I des recettes ordinaires et du chapitre II des recettes extraordinaires, ainsi que du chapitre I des dépenses ordinaires et II des dépenses extraordinaires vote l'ensemble du budget, en recettes et en dépenses à la somme de 39 891.⁵⁷ FF.

Le Conseil :

Vu la loi du 21 Mai 1886, l'instruction ministérielle du 24 Juin suivant et le règlement général sur le service des chemins vicinaux.

Vu les propositions présentées par les agents-voyers.

Vote de cinq articles pour l'entretien des chemins vicinaux

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Tant pour la fixation des contingents nécessaires aux chemins de grande communication et d'intérêt commun que pour l'établissement du budget de la Commune ce qui concerne le service des chemins vicinaux pendant l'année 1914.

Vu l'arrêté de mise en demeure de Monsieur le Greffier en date du 23 Mai 1913.

Considérant l'insuffisance des ressources nécessaires à l'entretien des chemins vicinaux ordinaires provenant des cinq centimes spéciaux et des trois francs de prestations pour les chemins vicinaux de toutes catégories voté pour l'année 1914, vote une imposition de trois centimes additionnels aux quatre contributions directes devant produire une somme de 700^f.46.

Adopte les propositions présentées par les agents royaux relativement aux contingents nécessaires aux chemins de grande communication et d'intérêt commun.

Vote l'inscription au budget de la Commune des recettes et crédits nécessaires pour le service des chemins vicinaux pendant l'année 1914, le tout également aux indications de la colonne 4 des tableaux qui précédent.

Décide enfin que les prestations et les taxes vicinales en nature de l'année 1914 seront converties en taxes d'après le taux précisément adopté qui est maintenu pour 1914.

Vote 8 centimes 60% pour le traitement du garde champêtre

Le Conseil a pris la délibération suivante:

Vu le budget proposé pour 1914.

Vu la loi des finances du 31 juillet 1867, article 16, attendu que cette dépense, fixée à 840^f.56 pour la commune d'Espeuillet, ne peut être couverte au moyen des revenus du budget, qui sont déjà insuffisants pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires;

Que, dès lors, il y a nécessité de créer de nouvelles ressources, 1^{re}ter, par addition au principal des quatre contributions 3 centimes 60% devant produire environ la somme de 840^f.56 récoverable en 1914, pour subvenir à la dépense du traitement du garde champêtre pendant la dite année.

Le Conseil a pris la délibération suivante:

Vu le budget proposé pour l'exercice 1914;

N° D'ORDRE

VOTE DE 10 CENTIMES POUR INSUFFISANCE DE REVENUS

Considérant que les recettes ordinaires détaillées au chapitre 1^{er} du dit budget ne s'élèvent qu'à ... 31825^f.81 tandis que les dépenses annuelles ordinaires prévues à ce budget sous le chapitre 1^{er} s'élèvent à ... 88860.18 d'où il résulte une insuffisance de ressources de 88834.87

Vote pour l'année 1914 une imposition extraordinaire de dix centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire une somme de 8884^f.87 environ, dans le but de couvrir ce déficit et d'équilibrer le budget.

Le Conseil:

Vu le budget proposé pour 1914;

Attendu que la dépense de l'assistance obligatoire aux Vieillards aux Tuferines et aux Tucurables de la Commune d'Espeuillet fixée à 1400^f.90 ne peut être couverte au moyen des ressources du budget qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires.

Attendu que la Commune a droit, d'après le tableau à l'annexe à l'article 27 de la loi du 14 juillet 1905 à une subvention départementale s'élevant à 90% soit 13608^f.38 à condition que au moyen d'impositions spécialement créées pour le service de l'assistance aux Vieillards, aux Tuferines et aux Tucurables elle pourvoit à la différence de 10% soit 1400^f.90

13608^f.38

1400^f.92

1400^f.92

Vote de 1 centime 60% pour l'assistance médicale gratuite

Le Conseil:

Vu le budget proposé pour 1914;

Attendu que la dépense de l'assistance médicale gratuite fixée à 2000^f pour la Commune d'Espeuillet, ne peut être couverte au moyen des ressources du budget qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires, que dès lors l'Etat et le Département veulent en aider dans la proportion de 40% que la part de la Commune reste cependant pour la somme de 1200^f, que cette

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

200

dernière somme est couverte en partie par le 1/6^e du produit des concessions de terrains dans le circuitaire soit 300^f, et par le produit d'augmentation de taxes ou de nouvelles taxes d'octroi votées par une délibération antérieure pour être affectées à l'assistance médicale soit 6.26^f.49, qui il reste à couvrir la somme de 373.^f88 qui il y a nécessité de créer de nouvelles ressources.

Vote par addition au principal des quatre contributions sur centime soixante antérieures de centimes devant produire 373.^f88 recouvrables en 1914 pour subvenir à la dépense de l'assistance médicale gratuite.

Sur la proposition du Maire, le Conseil après délibération, décide de proroger pour un an, à savoir le premier janvier 1914 au 31 Décembre 1914, les taxes d'octroi actuellement existantes et modifiées conformément aux lois et règlements.

Le Conseil Municipal dressé la liste des personnes à présenter à Monsieur le Préfet pour le choix des répartiteurs et de leurs suppléants.

Répartiteurs titulaires:

M. M. Serre Léonard à Eymoutiers, Rabet Louis, Grabouauzy Jean, Fénié Léonard, Laverge Michel, Serre Léonard à Loubeau, Couturier Léonard, Couëquas Clément, Rousseille, Gerbaud Eugenie à Chanteguey.

Répartiteurs suppléants:

M. M. Lagarde Léonard, Lescure Jean, Celiange Laurent, Neuville Léonard à Meilliac, Neuville Pierre au Mont, Létiniac Léonard à Lachau St. Clair, Céris Martial à Le Fouet, Denuchaud Pierre à Meillaguet, Faugue Charles à Bussy, Chézillat Léonard à Bussy.

Le Conseil désigne Monsieur Champoux Jacques, Conseiller Municipal comme délégué à la révision de la liste électorale, et M. M. Couëquas Clément et Gerbaud Eugenie également Conseillers Municipaux pour juger des réclamations au sujet de la même liste.

Le Conseil désigne M. M. Lagarde Léonard, et

Évocation des taxes d'octroi

Répartiteurs

Délégués à la liste
Électorale

N° D'ORDRE

Délégués à la révision de la liste électorale du tribunal et de la chambre de Commerce de Limoges

DÉLIBÉRATIONS

Couturier Léonard, pour la révision de la liste des électeurs du tribunal de Commerce et de la chambre de Commerce de Limoges.

Soutiens de famille

Le Maire communique au conseil des demandes de primes pour des classes 1913 et 1915 qui résultent au profit de leurs parents l'allocation journalière prévue par la loi à titre de soutien familial pourable de leur famille.

Le Conseil après délibération, donne un avis favorable à la demande des nommés Bourriquet Léonard François, Labeyre Louis Joseph, Léabout Léonard, de la classe 1913, et Chauvet Cély de la classe 1915.

Le Maire fait connaître au Conseil que l'adjudication des bourses de la ville n'a pas été faite que pour une année expirée le 31 Décembre prochain.

Le Conseil décide que l'enlèvement des bourses sera mis de nouveau en adjudication pour une année seulement qui commençera le premier janvier 1914, jusqu'au 31 Décembre 1914, et faire l'adjudication au mardi 30 Décembre 1913 à 11 heures du matin dans la salle de la Mairie d'Eymoutiers.

L'adjudication sera faite au naked pris sommatoz, écrit et sous enveloppe cachetée.

Dans le cas où il ne se rencontrerait pas preneur, le Maire est autorisé à traiter de gré à gré avec un entrepreneur.

Cette adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges élaboré par le Conseil Municipal le 27 Février 1909, et approuvé par M. le Préfet le 1^{er} Mars 1909 en tout ce qui n'est contraire aux dispositions précédentes sur le mode d'adjudication.

L'adjudication ne sera valable qu'après l'approbation de M. le Préfet de la Haute-Vienne.

M. M. Grabouauzy et Lagarde sont désignés pour assister le Maire à la dite adjudication.

adjudication des fournitures de l'Hospice

Le Conseil donne un avis favorable à la délibération de la commission administrative de l'Hospice tendant à mettre en adjudication pour une année du premier janvier 1914 au 31 Décembre 1914 et conformément

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

aux clauses et conditions du cahier des charges élaboré par cette commission, les fournitures de l'Hospice dénommées ci-après sauf :
 1^e. Farin; 2^e. Farine et doy; 3^e. Oly; 4^e. Epicerie; 5^e. Viande
 6^e. Chauffage.

La date d'adjudication fixée au mardi 30 Décembre 1913 à 11 heures du matin, dans la salle de la Mairie d'Epinouilletiers.

Collège

Le Maire donne lecture au Conseil de la lettre suivante :
 Edition le 29 Novembre 1913

Le Recteur de l'Académie de Toulouse à Monsieur l'Inspecteur d'Académie de la Haute Garonne.

Le traité constitutif du Collège d'Epinouilletiers a été approuvé le 31 Octobre prochain.

Ce collège ne comptant plus qu'un seul élève M^e le Ministre a décidé le 24 Novembre courant que le contrat qui le régit ne serait pas renouvelé.

Je vous prie de donner avis officiel de cette décision à M^e le Maire.

Le Recteur : signé J. Cavalier.

Pour copie conforme L'Inigues le 29 Novembre 1913
 S^r l'Inspecteur d'Académie

Signé J. Cavalier

Le Conseil donne acte au Maire de sa communication, à savoir de demander à Monsieur le Ministre de vouloir bien réservoir recevoir sur sa démission, en faisant observer que pendant l'année scolaire 1912-1913 le Collège comptait une moyenne de 8 élèves, sur ce effectif minimum, se serait facilement retrouvé à la rentrée d'Octobre si le Principal sous sa propre responsabilité ou sous celle de ses chefs hiérarchiques n'avait pas répandue autour de lui et informé les familles que le Collège devait être fermé au 31 Décembre 1913. Si ce n'était pas la chasser les élèves ce n'était sûrement pas le moyen de les engager à revenir. Si le Collège n'a plus qu'un seul élève, et c'est le motif invoqué pour ne pas renouveler le traité avec le Collège, le fait est unique uniquement à l'Administration du Collège.

Cette situation a été créée malgré et contre la Municipalité. Le Conseil espère que Monsieur le Ministre voudra faire supporter à la Commune d'Epinouilletiers, où la responsabilité n'a le dommage.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire communique au Conseil la lettre suivante adressée par Monsieur Sipière entrepreneur à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Doups le 10 Novembre 1913

à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne
 Monsieur le Préfet

Sipière entrepreneur à Doups a l'honneur de vous apprendre que le 14 Avril 1913 il fut adjudicataire d'un lot de chemins ruraux nos 9 et 10 de la commune d'Epinouilletiers.

Les travaux furent achèvés le 1^{er} Mars 1913, reçus définitivement le 30 Mars 1913 et le 14 Avril 1913 sans réserve, le décompte a été arrêté par M^e Comte conducteur des travaux à la somme de 34 88 a cette somme il a été versé 1998

Il reste donc à verser 14 89

avec intérêts du 30 Mars 1913

Né pourtant obtenu le paiement de M^e le Maire d'Epinouilletiers M^e Sipière a dû présenter une demande au conseil de Préfecture.

Mais aucun obstacle sérieux ne peut détourner et tout peut être réglé par voie de juridiction gracieuse de votre part si vous exposez l'offre de paiement au Maire d'Epinouilletiers qui dispose des fonds nécessaires.

M^e Sipière à cet effet vous prie d'intervenir attendu que ce tout est réglé par la décision gracieuse il se désiste de venir devant le Conseil de Préfecture.

Je vous serais reconnaissant Monsieur le Préfet de faire connaître votre décision à mon avocat M^e Baulquier rue de la Maraudinière 29 L'Inigues.

Avec très respect Monsieur le Préfet votre tout dévoué serviteur.

Signé E. Sipière.

Le Maire donne également lecture d'une autre lettre de Monsieur Sipière ainsi concue.

Doups le 7 Mai 1913

Monsieur le Maire

Le 3^e Mai vous avez dit que vous aviez besoin de relever ce mandat sur vos têtes et aussitôt que vous m'avez écrit, j'espere que ce travail a été fait à l'heure actuelle dans tous les cas je vous donne jusqu'à mercredi matin à 9 heures une receveur rien que le courrier je me vois dans l'obligation de m'adresser

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

à la justice compétente mais pas à celle d'Esquelbecq par ce qui elle est briseuse il s'agit de faire des travaux dans la Commune d'Esquelbecq pour assurer des revers et espérant vous qui êtes père de famille vous serviez en prenne part du malheur qui vient de m'affliger.

En conséquence je me vois dans le devoir d'agir pour rentrer dans ce qui m'est dû.

Recevez Monsieur le Maire mes salutations
Siegfried S. Siepiers.

Le Maire fait connaître au Conseil qu'il décompte définitif des travaux pour les chemins ruraux nos 9 et 10 établi par Monsieur Léonard agent voyer des travaux d'élevage à la somme de 3390,94 francs sur cette somme il a été payé à Monsieur Siepiers un premier acompte de 499 francs. Il reste de pour solde de tout compte la somme de 1839,94 francs au lieu de 142 francs que Monsieur Siepiers est mal fondé à réclamer.

Le Conseil après avoir entendu le Maire dans ses explications l'autorise à ester en justice contre l'action que Monsieur Siepiers croirait devoir intenter à la Commune.

Le Conseil autorise le Maire à acquérir de Monsieur Boulique le terrain nécessaire à l'élargissement de la rue des Fours au même prix par suite carre que Monsieur Boulique l'a payé lui-même à Monsieur Pichotin.

Pour faire face à cette dépense le Conseil vote une somme de 800 francs qui sera inscrite aux chapitres additionnels de 1913.

Sur la proposition du Maire le Conseil vote une somme de 300 francs pour acquisition des éboués nécessaires aux prochaines élections.

Cette somme sera inscrite aux chapitres additionnels de 1913.

Sur la proposition du Maire en vue des nouvelles captations d'eau potable nécessaire à l'alimentation de la ville, le Conseil décide de faire procéder à des sondages du terrains avoisinant les puits actuels

Acquisition
Boulique

Acquisition
d'éboués

Captation
de nouvelles sources
d'eau potable

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

et de demander la visite d'un ingénieur géologue. Pour équivaloir dépense résultant du travail de sondage ou des indemnités qui pourraient être dues au propriétaire, le Conseil vote une somme de 100 francs qui sera inscrite aux chapitres additionnels de 1913, et que Monsieur le Président de vouloir bien autoriser le Maire de traiter de gré à gré avec un entrepreneur pour l'exécution de ce travail.

Cantines scolaires
Lettre de M^e Lascoux

Service d'autobus
de Roche à
Esquelbecq

Installation d'une
lumière dans le Cabinet
du juge de Paix

Demande, par
M^e Chaupeau et
Guiton de
placer des
panneaux réclame

Demande
d'Hospitalisation

Le Maire donne communication au Conseil d'une lettre de Madame Lascoux directrice de l'Ecole Communale faisant connaître qu'il ne lui sera pas possible d'assurer désormais le service des cantines scolaires.

Le Maire soumet au Conseil une demande qui lui a été faite pour l'établissement d'un service d'autobus de Roche à Esquelbecq.

Après délibération, le Conseil décide que si ce service est mis en vigueur une somme de 900 francs pourra être votée.

Sur la demande de M^e Lavergne, le Conseil décide de faire installer une lampe électrique dans le Cabinet du juge de Paix.

Le Maire communique au Conseil deux demandes qui lui ont été adressées par Messieurs Chaupeau et Guiton pour les autoriser à placer en dehors de la ville des panneaux réclame sur les poteaux électriques.

Après délibération, le Conseil décide, avec favorable à ces demandes, si que ces panneaux ne pourront être placés qu'en dehors de la ville et à titre provisoire aux endroits qui leur seront désignés par le Maire, sous réserve de l'autorisation du concessionnaire de l'éclairage électrique.

Le Maire communique au Conseil deux demandes d'Hospitalisation formulées par M^e Jacques Léonard et Gérald.

Après délibération, le Conseil décide qu'il étudiera les demandes dès que les intéressés auront fait établir leurs dossier.

N° D'ORDRE

Hospitalisation
d'Office de
Couturier Anne
veuve Gibost

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire expose au Conseil comment il a été applié à hospitaliser d'office l'infirmie Couturier Anne veuve Gibost, il demande au Conseil de bien vouloir approuver cette hospitalisation d'extrême urgence qui a eu lieu le 18 Août 1953.

Le Conseil après délibération approuve l'hospitalisation de la dénommée Couturier Anne veuve Gibost.

Augmentation
d'allocation
Romanet

Le Maire communique au conseil un dossier d'augmentation d'allocation concernant Edouard Romanet.

Après délibération, le Conseil décide de porter l'allocation de Edouard Romanet à neuf francs.

Assistance
aux Vieux-Liens

Le Maire communique au conseil plusieurs dossiers de demandes d'inscriptions sur la liste des Vieux-Liens. Infirmes et incurables concernant les nommées, Françoise Marie veuve Beret, Briguand Marie femme Jean Léglizaud, Pasquet Henriette, Marimont Marie veuve Fournet, Barbe Suzanne veuve Galinaud, Ferrugier Marie veuve Seybaut, Champaud Catherine veuve Jauraud, Champaud Guillaume, Laffy Léonard, Bessas Léonard, Bouquet Etienne, Gervais Pierre, Peret Jacques, Raynaud Marie veuve Coulard, et Bricaud Marie femme Céline.

Le Conseil après examen, et l'avis de la Commission administrative de l'Hospice, rejette les demandes des nommées Barbe Suzanne veuve Galinaud, ses enfants pouvant lui venir en aide. Ferrugier Marie veuve Seybaut, ses enfants pouvant lui venir en aide. Champaud Catherine veuve Jauraud, ses enfants pouvant lui venir en aide. Champaud Guillaume pouvant se trouver au travail, Laffy Léonard sa fille demandant à le recevoir, Gervais Pierre ayant quitté la Commune depuis 1907, n'a plus son domicile de secours à Léguiniers.

Et ajourne les demandes des nommées Bessas Léonard, Bouquet Etienne, Peret Jacques, Raynaud Marie veuve Coulard, et Bricaud Marie femme Céline, les dossiers de ces derniers étant incomplets.

Décide d'inscrire pour une durée de six mois par mois Marimont Marie veuve Fournet,

Décide d'inscrire pour une durée de six francs par mois Françoise Marie Françoise veuve Beret,

N° D'ORDRE

Assistance aux
familles nombreuses

DÉLIBÉRATIONS

Briguand Marie femme Jean Léglizaud, Pasquet Henriette

Le Maire communique au Conseil plusieurs dossiers de demande d'inscription sur la liste des familles nombreuses concernant les nommées Tanguand Marie, Valérian Etienne, Coulard Léonard, Arnaud Françoise veuve Vierge, Viatte veuve Lamourice, Chambaretand Eugenie, Lissandre Mathieu, veuve Coiffac, Lavaud Joseph, Champaud Pierre, Farge Léonard, Massiboutel Léonard, Géte Marie veuve Lempuis, Viguanne François, Chafoulaud Mandoly Geneviève, Champaud Jean Pierre, Ruffy Léon, Arnaud Jacques, Leucan Pierre, Lemoine Martiel, Degoin Jean, Viguanne François, Demanty Jean, Magaleras Pierre, Chartaque Marie veuve Fargaud, Gervais François, Laleu Jean, Patier François, Denizou, et Bedremon Jean.

Le Conseil après examen, et l'avis de la Commission administrative de l'Hospice rejette les demandes des nommées Chafoulaud, Mandoly Geneviève, Champaud Jean Pierre, Ruffy Léon, Arnaud Jacques, Leucan Pierre, et Buroquier Martiel, ces derniers ayant des ressources nécessaires pour élever leurs enfants.

Ajourne les demandes des nommées Degoin Jean, Viguanne François, Demanty Jean, Magaleras Pierre, Chartaque Marie veuve Fargaud, Gervais François, Laleu Jean, Patier François, Denizou, et Bedremon Jean, pour renseignements complémentaires.

Accepte les demandes des nommées Tanguand Marie, Valérian Etienne, Coulard Léonard, Arnaud Françoise veuve Vierge, Viatte veuve Lamourice, Chambaretand Eugenie, Lissandre Mathieu, veuve Coiffac, Lavaud Joseph, Champaud Pierre, Farge Léonard, Massiboutel Léonard, Géte Marie veuve Lempuis, et Viguanne François.

Assistance aux
femmes en couches

Assistance
médicale gratuite

Assistance aux femmes en couches
Méaut

Le Maire soumet au Conseil la liste nominative des personnes admises à l'assistance médicale gratuite.

Le Maire fait connaître au Conseil qu'il a été admis à l'urgence à l'hôpital de Limoges les nommées

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Amission d'urgence
à l'Hôpital de Lourdes

George Anna âgé de 88 ans demeurant à Bonnacqz
qui présente une grossesse d'environ huit mois, Espligaud
élevageuse âgée de 19 ans demeurant à Espoueytiers qui
est arrivée au terme de sa grossesse, et de Barlet Anne
épouse de Etienne Bonnard demeurant à Espoueytiers,
pour y subir une opération chirurgicale.

Après délibération le Conseil donne acte au Maire
de sa communication et accepte ces admissions.

Chamayz & Thibaut
Bonnaud Gavory Neuville & Lagardier
Gobinot Proboisne J. Pauw
Couturier Frasset

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Scéance du 8 Février 1914

S'ayant manifesté quatorze le vingt-sept du mois de
Février à dix heures du matin, le Conseil Municipal de
la Commune d'Espoueytiers assemblé au lieu ordinaire
de ses séances au nombre de quatorze sous la présidence
de Monsieur le Docteur Gradet Marie, en suite de la
convocation faite par Monsieur le Docteur Gradet Marie
de la dite commune le dix huit de ce mois.

Présents M. M. le Docteur Gradet Marie, Blétout,
Champenois adjoint, Lagarde, Couturier, Laverque,
Durbet, Gervy, Nouvelle Pierre, Gerbaud, Poucet,
Grabounaud, Durroux, Nouvelle Léonard.

Lesquels forment la majorité des membres qui exercent
et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 1^o de
la loi du 1^{er} avril 1884.

Absents M. M. Coignas, Babet, Fernigier,
Faugeron, Fériaud, Chézillat, Olange, Serre.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 1^o de la loi précitée,
procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire
fixé dans le sein du Conseil.

M. Laverque ayant obtenu au scrutin la majorité
des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions,
qui il a acceptées.

On le compte rendu par le sieur Magis Recouvr.
Municipal, de ses recettes et dépenses, depuis le premier
Janvier 1913 jusqu'au 31 Décembre suivant, tel quel
composé : 1^o le rappel du compte final de l'exercice
1912; 2^o les recettes et les dépenses faites pendant
les douze premiers mois de l'exercice 1913; 3^o les
recettes et les dépenses concernant les six derniers mois.

On le détail des opérations finales de l'exercice
1913, établi en regard du compte sus mentionné, et
présentant les recettes et les dépenses, pour le dit exercice,
pendant les trois premiers mois de la gestion de 1913.

On les pièces justificatives rapportées à l'appui
tant du compte de la gestion 1912 que des opérations
complémentaires effectuées en 1913.

On les budgets prévisionnel et additionnel des recettes
et des dépenses prévues de l'exercice 1913, ainsi

Compte de Gestion

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

par M. le Gouverneur, et les autorisations spéciales de recette et de dépense émises pendant le dit exercice;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif, dans lequel M. le Maire a exposé les motifs des dépenses faites par lui autorisées, la manière dont elles ont été effectuées, et l'utilité que la commune a retrouvée considérant:

Délibéré :

Article 1^{er}. - Statuant sur la situation du comptable au 31 Décembre 1913, sauf le règlement et l'apurement par la Cour des Comptes, ou par le Conseil de Préfecture, conformément aux articles 7^e et 17^e de la loi du 1^{er} Avril 1884, le Conseil admet les recettes de la gestion de 1913 pour la somme de .. 17000. 45

Les dépenses pour celle de 18000. 26
Telle l'excédent de recette à 4000. 19

Et attendu que, par l'arrêté du compte précédent, le Comptable a été reconnu débiteur de 50748. 99

Déclaré le comptable débiteur, sur son compte de gestion 1913 de la somme de .. 54544. 18
Statuant sur les opérations de l'exercice 1913, sauf le règlement et l'apurement par la Cour des Comptes ou par le Conseil de Préfecture, le Conseil admet les opérations effectuées tout pendant la gestion de 1913 que pendant les années suivies de la gestion 1913, savoir :

Eur recette, pour 61878.99
Eur dépense, pour 68397.73
D'où il résulte un excédent de dépense de 6384.26

Le résultat définitif de l'exercice 1911 ayant présenté un excédent de recette de .. 50748. 99

Le résultat définitif de l'exercice 1913, égal au résultat du compte d'administration même exercice est un excédent de recette de .. 44819. 23
Art. 8.

Le Conseil demande qu'il place au Conseil de Préfecture, faitout droit aux motifs ci-dessus indiqués, exiger du Comptable, savoir :

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil a pris la délibération suivante, M. le Maire ayant cédé le fauteuil de la présidence à M^r Pletout adjoint, désigné par le Conseil comme président, pour le vote relatif au compte de son administration:

Où le rapport de M. le Maire;

Où les diverses ordonnances et instructions ministrielles sur la comptabilité des Communes et notamment celles des 24 Avril 1884 et 10 Avril 1885;

Où le décret du 31 Mai 1883;

Où la loi du 1^{er} Avril 1884, article 19;

Le Conseil, après s'être fait représenter le budget de l'exercice 1913 et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats émis par M. le Maire ordonnateur, le compte d'administration de l'exercice 1913, accompagné de l'état de situation du recouvrement ainsi que de l'état des restes à payer reportés sur 1912;

Procédant au règlement, de l'intégralité du budget de 1913, propose de fixer ainsi qu'il suit les recettes et les dépenses du dit exercice, savoir :

Recettes :

Les recettes, tant ordinaires qui extraordinaires, de l'exercice 1913, évaluées par le budget à 60575.33 out du s'élever, d'après les titres définitifs des créances à recouvrer, à la somme de .. 68397.01 de laquelle il convient de déduire celle de .. 1633.06

Savoir :

Pour moyens justifiés au compte du recouvrement
Pour restes à recouvrer également justifiés,
et qui seront portés en recette au
prochain compte .. 1633.06

Pour restes à recouvrer non justifiés,
à mettre à la charge du comptable,
qui en sera forcée en recette au
prochain compte ..

au moyen de quoi la recette de
1912 demeure définitivement
fixée à la somme de .. 61878.99

Dépenses :

Les dépenses cédées au budget de
1912 s'élevant à .. 60575.33
Il faut y joindre celles qui ont été l'objet

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

de crédits supplémentaires accordés dans le cours de l'exercice 80 904.89
 Total des dépenses prévues 781.427.67
 De cette somme, il faut déduire celle de 180 28.96
 savoir :

1^e. Crédits ou portions de crédits restés sans emploi comme excédant le montant réel des dépenses ci 187 72.97
 2^e. Dépenses faites, mais non ordinaires avant le 31 Mars 1913 et à reporter aux budgets suivants 34 296.01
 3^e. Dépenses ordinaires mais non payées avant le 31 Mars 1913 et à reporter au budget de 1914
 Somme égale 180 28.96

au moyen des déductions ci-dessus les dépenses de l'exercice 1912 sont définitivement fixées à 688 97.72

Les recettes de toute nature étant de n'importe l'exercice de 1911 (30 743.92) 118 617.94

Les dépenses de 688 97.72

Il reste par conséquent pour exercice définitif, la somme de 14 219. 22

Laquelle sera portée au chapitre des recettes supplémentaires du budget de l'exercice 1913.

Toutes les opérations de l'exercice 1912 sont déclarées définitivement closes et les crédits annulés.

La présente délibération sera jointe, comme pièce justificative, au compte administratif.

Le Maire soumet au Conseil ses propositions pour l'établissement du budget additionnel de 1913, conseil l'a déjà approuvé au Conseil à la séance du 30 Novembre dernier. La voté tardif de ce budget résulte de ce qu'il n'a pas été possible d'obtenir, en temps utile, une réunion du Bureau du Collège au view de l'approbation du budget additionnel de cet établissement, budget qui dans l'ensemble des règlements doit être incorporé pour ordre dans celui de la Commune.

Dans ces conditions et dans le cas où le feu de temps qui reste avant la clôture de l'exercice 1913, force est de passer autre, ce qui au reste ne change

Chapitres additionnels

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

rien à l'exactitude du budget communal.
 Après délibération le Conseil vote le budget additionnel de la Commune en recettes et en dépenses à la somme de : 1 200 97.13

Le Conseil

Sur la loi du 21 Mai 1886, l'instruction ministérielle du 24 Juin suivant et le règlement général sur le service des chemins vicinaux.

Sur les propositions présentées par les autorités pour l'établissement des chapitres additionnels du budget de la Commune en ce qui concerne le service des chemins vicinaux.

Sur le budget approuvé pour l'année courante et les comptes rendus tant par le Maire que par le Receveur Municipal des recettes et des dépenses de l'exercice précédent comptes dont il résulte que le reliquat des ressources des chemins vicinaux de cet exercice est de : 788.70.

Délibéré :

Le reliquat de l'exercice 1912 sera employé conformément aux indications de la colonne 4 des tableaux qui suivent

Les recettes et crédits supplémentaires non figurés du budget de 1912 seront inscrits aux chapitres additionnels de ce budget conformément aux indications de la colonne 4 des tableaux qui suivent ; chapitre 8. Recettes supplémentaires

Section I Reports
 § 1 Excedent de recette de l'exercice précédent, Excedent provenant des ressources spéciales de la vicinalité 788.70

§ 2. Dépenses nouvelles de l'exercice suivant Complément de la dépense d'entretien des chemins vicinaux ordinaires 788.70
 Total des dépenses supplémentaires 788.70

Demande l'installation

d'une concession d'eau letrre de Madame veuve Chauvet demandant l'installation d'une concession d'eau dans sa maison située au Gré Lamanet.

Le Conseil considérant la difficulté où se trouve l'administration, à assurer, en temps de sécheresse le service des eaux, décide d'ajourner toute demande

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

nouvelle de concession jusqu'au jour où il sera possible de donner satisfaction à tous les besoins par un apporvisionnement plus considérable d'eau, ou, par une nouvelle réglementation destinée à supprimer certains abus particuliers.

Lettre de M^e le Géret demandant la création d'une pompiere scolaire

Le Maire donne communication au Conseil d'une lettre de M^e le Géret de la Haute-Vézéne, demandant à la Commune d'Espinoultiers d'autoriser terrain pour y créer l'installation d'une pompiere scolaire.

Le Conseil estime que la réalisation du projet d'acquisition de la zone de protection des sources d'eau potable de la ville, permettra d'affecter un terrain de plus de 3 ares à l'établissement de la dite pompiere.

Demande d'installation d'une boîte aux lettres à Beaume par M^e De Lannay

Le Maire donne communication au Conseil d'une lettre de M^e De Lannay, propriétaire à Beaume, demandant l'installation d'une boîte aux lettres à Beaume.

Après délibération, le Conseil approuve la demande.

Soutiens de famille

Le Maire communique au Conseil une demande de reversibilité en faveur de Fargaudou Jeay pour l'allocation journalière prévue par la loi, comme se chargeant d'élever ses petits enfants Mariana, allocée à la veuve Mariana après son décès pour son fils Mariana François classe 1918.

Le Maire communique au conseil des demandes de soutien des classes 1912 et 1913 qui réclament de l'aide de leurs parents l'allocation journalière prévue par la loi à titre de soutiens indispensables de leur famille.

Le Conseil après délibération, donne en avis favorable aux demandes des économies Chambaretaud Henri de la classe 1913, Bertrand Charles Beaurepaire André, Ferland Edouard, Flotte Louis, Marlin François, Marquier François, Morabdy Jeay Marie, Peltier René, Ribiére Jeay Eugénie, Roux Jeay, Carnaud Henri, Védrine Martine, Véguanne François, Remoueras François et Dalloux Léonard de la classe 1918, et de la demande de reversibilité en faveur de Fargaudou Jeay.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Demande de sursis d'incorporation

Le Maire communique au conseil une demande de sursis d'incorporation, présentée par Deligachancel Jean. Le Conseil après délibération donne en avis favorable à cette demande.

Assistance aux femmes en couches

Assistance médicale Gratuite

Admission d'urgence à l'Hôpital de Linoges

Assistance retraite

Assistance aux vieillards

Assistance aux femmes en couches nécant

Le Conseil, constitué en Comité secret, arrête la liste nominative des personnes admissibles à l'assistance médicale gratuite pour l'année 1914, et décide d'admettre à cette liste, Cacaly François, Patinaud Françoise femme Cacaly, Cacaly Philippe, Cacaly Pierre, Cacaly Gabrielle, Cacaly Marie Louise, Cacaly Georges, et Cacaly René.

Le Maire fait connaître au Conseil qui il a été admis à l'hôpital de Linoges la commune Leblanc Marie femme Léonie Jeay à Domarié qui est arrivée aux termes de sa grossesse.

Après délibération, le Conseil donne acte au Maire de sa communication, et accepte cette admission.

Le Maire soumet au Conseil un dossier de demande à l'assistance retraite de la commune Bretonnecq Victoire veuve Marchais.

Après délibération, le Conseil donne en avis favorable à cette demande.

Le Maire communique au Conseil plusieurs dossiers de demandes d'inscriptions sur la liste des vieillards, Infirmes et Incurables concernant les nommés Caffy Léonard, et Essier Jean.

Le Conseil après examen, et l'avis de la commission administrative de l'Hôpice, rejette ces demandes. Caffy Léonard ayant encore 1100^f à recevoir de M^e Bréau notaire à Espinoultiers sur le prix de vente d'un immeuble, et étant propriétaire d'une maison, d'une valeur de 1100^f environ, et Essier Jean, n'ayant plus sa résidence à Espinoultiers, d'après quelques témoins qui disent qu'il a quitté cette commune en 1907 pour aller résider à Linoges.

N° D'ORDRE

Assistance aux familles nombreuses

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire communique au Conseil plusieurs dossiers de demandes d'indemnités sur la liste des familles nombreuses concernant les nommées Faure Jean, Etienot Etienne, Coistec Marie veuve Devars, Lequet Nicolas, Moulard Jean, et Desjacques Marie.

Le Conseil après examen, et l'avis de la commission administrative de l'Hospice, rejette les demandes des nommées Faure Jean, qui a quitté la commune d'Eymoutiers depuis le 27 Décembre 1910 pour aller résider à Sainte Anne St. Rie, et Etienot Etienne qui a quitté la commune d'Eymoutiers depuis le 27 Mars 1918 pour aller résider à Dourps, et qui possède des ressources suffisantes pour élever ses enfants. accepte les demandes des nommées Lequet Nicolas, Moulard Jean, Desjacques Marie, et Coistec Marie veuve Devars veuve pour cette dernière seulement jusqu'au premier Mai 1914, c'époque à laquelle elle aura acquis son domicile de secours à Loris, Rue de Poitou.

Demande par
Mariage Louis pour
une famille de bois

Le Maire communique au Conseil une demande faite par le nommé Mariage Louis, qui sollicite que la Commune d'Eymoutiers lui accorde une famille de bois.

Après délibération, le Conseil donne acte au Maire de sa communication, et accepte cette demande

Champy / Chabot / Pradet

Robertin / Léger / Desreux
Dumonchaud / Gavigne / Couturier

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 28 Février 1914

L'an mil neuf cent quatorze, le vingt huit du mois de Février à neuf heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Eymoutiers, assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de quatorze, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur le Docteur Pradet Maire, et suite de la convocation faite par Monsieur le Docteur Pradet Maire le 28 de ce mois.

Présents : M. M. le Docteur Pradet Maire, Flétout Champau adjoint, Savorgne, Fabremaud, Fournié, Durinhaud, Paulique, Dassens, Lagarde, Couturier, Neuville, Leonard, Céleste, Roux, lesquels forment la majorité des membres, assentis et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 13 de la loi du 3 Avril 1884.

Absents : M. M. Couicqas, Babet, Gerbaud, Neuville, Gérin, Etienot, Ebezillat, Sicre, Gory.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 13 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Savorgne ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui il a acceptées.

Compte administratif
de l'Hospice

Le Maire soumet au Conseil le Compte Administratif de l'Hospice pour 1913 établi en recettes à la somme de 19109,61 et en dépenses à la somme de 11233,69 approuvé par la Commission Administrative de l'Hospice.

Le Conseil vu la délibération de la Commission Administrative de l'Hospice relative à l'approbation du compte d'administration présenté par le Magistré Comptable pour l'exercice 1913 et ayant approuvé les sommes, les conditions et les conclusions de la délibération suséminée.

Chapitres additionnels
au Budget de l'Hospice

Le Conseil approuve les chapitres additionnels au budget de 1914 de l'Hospice établis et votés par la Commission Administrative de cet établissement en recettes et en dépenses à la somme de 19644,66

N° D'ORDRE

Budget de l'Hospice

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire soumet au Conseil le Budget de l'Hospice pour l'année 1913, établi par la Commission Administrative de cet établissement en recettes et en dépenses à la somme de 18 303.³³

Cotes irrécouvrables

Le Maire soumet au Conseil l'état des Cotes irrécouvrables comprises dans les vólets de l'année 1913.

Après examen, le Conseil décide de mettre au moyen des cotés de prestations dues par Deschamps François facteur, Remouerias Jacques, pour l'armement à Béthe, et Magique Louis à Bussy, et les taxes sur les chiens dues par Profel Louis tailleur, Bonnard coloy, Marat à Bremat, Neuville Jean fermier, Malavand à Lachaud et Soulié coloy de Guitteillet.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

176

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

177

DÉLIBÉRATION

N° D'ORDRE

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATION

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 18 Octobre 1914

L'an mil neuf cent quarante, le dix huit du mois d'Octobre, à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Esquerdes, asssemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de dix-sept, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Flétout, premier adjoint, remplacant Monsieur le Docteur Pradet Marie, mobilisé, en suite de la convocation faite par M. Flétout adjoint de la dite Commune le 14 du présent mois.

Présents : M. M. Flétout premier adjoint, Chaupeau, Lavergne, Lagarde, Tessé, Neuville Pierre, Ferbuquier, Chevillat, Géry, Couturier, Duroubaud, Orléans, Roia, Serre, Gerbaud, Babet, Léguaud, lesquels forment la majorité des membres exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 10 de la loi du 1^{er} avril 1904;

Absents M. M. le Docteur Pradet Marie mobilisé, Neuville Léonard mobilisé, Carréras mobilisé, Gabouau et Guiguet.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 13 de la loi précédente, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire fixé dans le sein du Conseil;

M. Lavergne ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Compte de Gestion

Sur le compte rendu par le sieur Maquis Receveur Municipal, de ses recettes et dépenses, depuis le premier janvier 1913 jusqu'au 31 Décembre suivant, lequel comprend : 1^o le rappel du compte final de l'exercice 1912 ; 2^o les recettes et les dépenses faites pendant les deux premiers mois de l'exercice 1913 ; 3^o les recettes et les dépenses concernant les services hors budget ;

Sur le détail des opérations finales de l'exercice 1913, établi en regard du compte susmentionné, et présentant les recettes et les dépenses, pour le 1^{er} exercice, pendant les trois premiers mois de la gestion 1914 ;

Sur les pièces justificatives rapportées à l'appui tant du compte de la gestion 1913 que des opérations

DÉLIBÉRATIONS

complementaires effectuées en 1914 ;

Sur les budgets prévisionnel et définitif des recettes et des dépenses prévisionnelles de l'exercice 1915 arrêté par M. le Préfet du département, et les autorisations spéciales de recette et de dépense délivrées pendant le 1^{er} exercice.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif, dans lequel M. le Maire a exposé les motifs des dépenses par lui mandatées, le maniement dont elles ont été affectées, et l'utilité que la commune en a retirée ;

Considérant :

Délibérez :

Art. 1^{er}

Statuant sur la situation du comptable au 31 Décembre 1913, sauf le règlement et l'épargnement par la Cour des Comptes, ou par le Conseil de l'Administration, conformément aux articles 17 et 177 de la loi du 1^{er} avril 1884, le Conseil admet les recettes de la gestion de 1913 pour la somme de 74 898,60

Les dépenses, trouvées de 78 502,94

Fixe l'excédent de la recette à 590,66

Et attendu que, l'arrêté du compte précédent, le Comptable a été reconnu débiteur de 54 544,18

Déclare le Comptable débiteur, sur le compte de gestion 1913 de la somme de 55 534,84

Art. 2

Statuant sur les opérations de l'exercice 1913, sauf le règlement et l'épargnement par la Cour des Comptes ou par le Conseil de l'Administration, le Conseil admet les opérations effectuées tout pendant la gestion de 1913 que pendant les premiers mois de la gestion 1914, savoir :

Sur recette pour 78 231,06

Sur dépense, pour 70 098,44

Où il résulte un excédent de recette de 8 958,62

Le résultat définitif de l'exercice 1913 ayant présenté un excédent de recette de 44 219,82

Le résultat définitif de l'exercice 1913, égal au résultat du compte d'administration même exercice est un excédent de recette de 47 177,84

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Art. 8

Le Conseil demande qu'il plaie au Conseil de l'Intendance, faisant droit avec motifs ci-dessus énoncés, exiger du Comptable, savoir :

Compte administratif

Le Conseil a pris la délibération suivante, M. le Maire ayant cédé le faitout de la Présidence à M. Champenois adjoint, désigné par le Conseil comme Président, pour le vote relatif au compte de l'administration.

(Voir le rapport de M. le Maire ;

Voir les diverses ordonnances et instructions ministerielles sur la comptabilité des Communes et notamment celles des 24 Avril 1884 et 10 Avril 1885;

Voir le décret du 31 Mai 1883;

Voir la loi du 1 Avril 1884, article 194;

Le Conseil, après s'être fait présenter le budget de l'exercice 1913 et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrir, le détail des dépenses effectives et celles demandées à l'échéance par M. le Maire ordonnateur, le compte d'administration de l'exercice 1913, accompagné de l'état de situation du receveur, ainsi que l'état des restes à payer reportés sur 1913;

Procédant au règlement définitif du budget de 1913, propose de fixer ainsi qu'il suit les recettes et les dépenses du dit exercice, savoir :

Recettes

Les recettes, tout ordinaires qui sont ordinaires, de l'exercice 1913, évaluées par le budget à 118.131.19, ont dû s'élever, d'après les titres définitifs des créances à recouvrir, à la somme de ... 14.793.19 de laquelle il convient de déduire celle de ... 17.87.06

Savoir :

Pour moy, valeurs justifiées au compte du receveur...
Pour restes à recouvrir également justifiées, et qui seront portées en recette au prochain compte 17.87.06
Pour restes à recouvrir moy, justifiées à mettre à la charge du comptable qui en sera forcé en recette au prochain compte

Somme égale 17.87.06

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

au moyen de quoi la recette de 1913 demeure définitivement fixée à la somme de 13.011.06

Dépenses

Les dépenses créditées au budget de 1913 n'élèvent à 64.108.69

Il faut y joindre celles qui ont été l'objet de crédits supplémentaires accordés dans le cours de l'exercice 60.060.711

Total des dépenses prescrites 124.469.48
De cette somme, il faut déduire celle de 14.373.99

Savoir

1° Crédits ou portions de crédits restés sans emploi comme excédant le montant réel des dépenses ci 31.831.19

2° Dépenses faites, mais non ordonnancées avant le 1^{er} Mars 1914, et à reporter aux budgets suivants 82.547.87

3° Dépenses ordonnancées mais non payées avant le 1^{er} Mars 1914 et à reporter au budget de 1915

Somme égale 14.373.99

au moyen des deductions ci-dessus, les dépenses de l'exercice 1913 sont définitivement fixées à 70.096.44

Les recettes de tout autre nature, étant comprises l'excédent de l'exercice 1912 - 44.319.23 117.274.88

Les dépenses de 70.096.44
Il reste, par conséquent, pour l'excédent définitif, la somme de 47.177.84

Laquelle sera portée au chapitre des recettes supplémentaires du budget de l'exercice 1914.

Toutes les opérations de l'exercice 1913 sont déclarées définitivement closes et les crédits annulés.

La présente délibération sera jointe, comme pièce justificative, au compte administratif.

Le Conseil après avoir entendu les explications fournies par le Maire et après examen, établit les

Chapitres additionnels au budget de 1914

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

chapitres additionnels au budget de 1914 aux recettes et aux dépenses à la somme de 119 865^f. 40

Vote de 3 centimes 60 pour le traitement du Garde-Champêtre
 Le Conseil a pris la délibération suivante :
 Voir le budget proposé pour 1915.
 Voir la loi des Finances du 31 juillet 1867, art 16,
 attendu que cette dépense fixée à 810^f. 76 pour la Commune d'Espeuroliers ne peut être couverte au moyen des recettes du budget qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires ;
 que, dès lors, il y a nécessité de créer de nouvelles ressources,
 Voir, par addition au principal des quatre contributions 3 centimes 60 devant produire environ la somme de 852^f. 40 recouvrable en 1915, pour subvenir à la dépense du traitement du garde-champêtre pendant la présente année.

Vote de 3 centimes pour l'assistance médicale
 Le Conseil a pris la délibération suivante :
 Voir le budget proposé pour l'exercice 1915.
 Considerant que les recettes ordinaires détaillées au chapitre 1^e du dit budget ne s'élèvent qu'à 82 279^f. 73

Considerant que les dépenses annuelles ordinaires proposées à ce budget sous le chapitre 1^e s'élèvent à 84 836^f. 54
 où il résulte une insuffisance de ressources de ... 276^f. 81

Vote pour l'année 1915 une imposition extraordinaire de 30 centimes additionnelles au principal des quatre contributions directes, devant produire une somme de 83 34^f environ, dans le but de couvrir ce déficit et d'équilibrer le budget.

Le Conseil

Voir le budget proposé pour 1915.

Attendu que la dépense de l'assistance obligatoire aux Vieillards, Infirmes et Incapables de la Commune d'Espeuroliers fixée à 114 328^f. 40 ne peut être couverte au moyen des ressources du budget qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires.

Attendu que la Commune a droit d'après le tableau 16 annexé à l'article 27 de la loi du

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

14 juillet 1905, à une subvention départementale s'élevant à 90 % de cette insuffisance soit 12895^f. 96
 à condition que au moyen d'impositions ou de taxes spécialement créées pour le service de l'assistance aux Vieillards, Infirmes et Incapables, elle puisse verser la différence soit de 10 %

1482^f. 84
 Voir par addition au principal des quatre contributions 30 centimes devant produire environ 14 827^f. 84 - recouvrables en 1915, dans le but de couvrir la différence de 10 % de la dépense de l'assistance aux Vieillards, aux Infirmes et aux Incapables.

Le Conseil

Voir le budget proposé pour 1915.

Attendu que la dépense de l'assistance médicale gratuite fixée à 890^f. 40 pour la Commune d'Espeuroliers ne peut être couverte au moyen des ressources du budget qui sont déjà insuffisantes pour faire face aux autres dépenses ordinaires également obligatoires, que dès lors l'Etat et le Département viendront en aide dans la proportion de 40 % que la part de la Commune reste cependant pour la somme de 184^f. 76 que cette dernière somme est couverte en partie par le 1/6 du produit des concessions de terrains dans la commune soit 200^f. et par le produit d'augmentation de taxe ou de nouvelles taxes d'ordre votées par une délibération antérieure pour être affectées à l'assistance médicale soit que il reste à couvrir la somme de

qui il y a nécessité de créer de nouvelles ressources, Voir par addition au principal des quatre contributions 30 centimes 60 devant produire 874^f. 40 recouvrables en 1915 pour subvenir à la dépense de l'assistance médicale gratuite.

Le Conseil

Voir la loi du 31 Mai 1886, l'instruction ministérielle du 24 juillet suivant et le règlement général sur le service des chemins vicinaux ;

Voir les propositions présentées par les agents royaux, tant pour la fixation des contingents nécessaires aux chemins de grande communication, et d'intérêt commun

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

que pour l'établissement du budget de la Commune
ce qui concerne le service des chemins vicinaux
pendant l'année 1914.

Vote l'avisée de mise en demeure de M. le Préfet
en date du 16 Mai 1914.

Considérant l'insuffisance des ressources nécessaires
à l'entretien des chemins vicinaux ordinaires provoquée
des circonstances spéciales et des biens privés de prestations
pour les chemins vicinaux de toutes catégories, vote
pour l'année 1914, vote une imposition de bârisentines
additionnelles aux quatre contributions directes devant
produire une somme de 150^{fr}.

Adopte les propositions présentées par les agents
voisins relativement aux contingents pour les chemins
de grande communication et d'intérêt commun.

Vote l'inscription au budget de la Commune des
recettes et crédits nécessaires pour le service des chemins
vicinaux pendant l'année 1914, le tout conformément
aux indications de la colonne 4 des tableaux qui précèdent.

Décide enfin que les prestations et bârisentines
en nature de l'année 1914 seront converties en tranches
d'après le tarif précédemment adopté qui est
maintenu pour 1914.

Le Maire fait connaître au Conseil que les
chemins vicinaux ont lessivé, d'être empêtrés

Le Conseil après délibération, vote une somme
de 3000^{fr} nécessaire pour faire face à cette dépense,
cette somme sera inscrite aux chapitres additionnels
de 1914.

Sur la proposition du Maire, et après délibération,
le Conseil vote une somme de 1000^{fr} nécessaire
pour faire face aux dépenses diverses occasionnées
pour frais de guerre, cette somme sera inscrite
aux chapitres additionnels de 1914.

Le Maire communique au Conseil le dossier de
demande d'assistance aux veillards, aux prières et
Incurables de la commune Bellonnet Catherine assistée
de l'assistance retraite qui va atteindre 70 ans.

Le Conseil après examen, et l'avis de la Commission
administrative de l'Hospice, accepte cette demande

Vote de 2000^{fr}
pour empêtrer les
chemins vicinaux

Vote de 1000^{fr} pour
faire face aux dépenses
occasionnées pour
frais de guerre

Assistance aux veillards

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

et décide qu'une allocation mensuelle de neuf
francs lui sera versée dès qu'elle aura atteint 70 ans.

Demande
d'hospitalisation

Le Maire communique au Conseil une
demande d'hospitalisation formulée par l'ancienne
Barbaud Marie veuve de Barthélémy Ballaire,
atteinte d'une maladie incurable.

Le Conseil après examen, et l'avis de la Commission
administrative de l'Hospice, décide d'hospitaliser
l'ancienne Barbaud Marie, veuve de Barthélémy
Ballaire.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 29 Novembre 1914.

L'an mil neuf cent quatorze, le vingtneuf du mois de Novembre à dix heures du matin, le Conseil Municipal de la Commune d'Espeoultiers a assuré au tiers ordinaire de ses séances, au nombre de treize en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pletout premier adjoint remplacant Monsieur le Docteur Gradel, Maire mobilisé, en suite de la convocation faite par M. Pletout adjoint de la dite Commune le vingt-cinq de ce mois.

Présents M. M. le Docteur Gradel, Maire mobilisé, Pletout premier adjoint, Chaupeau adjoint, Laverque, Couturier, Lagarde, Servie, Dubouchaud, Gerbaud, Corlange, Bassens, Lefèuvre, Chezillat, Roux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 70 de la loi du 1^{er} avril 1884.

Absents M. M. le Docteur Gradel, Maire mobilisé, Corniquet mobilisé, Babet, Ferriéger, Servielle Léonard mobilisé, Grabouaud, Servielle Servie, Petriauaud, Gerif.

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 73 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil,

M. Laverque ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui il a acceptées.

Le Conseil Municipal dressa la liste des personnes à présenter à Monsieur le Préfet pour la choisie des répartiteurs et de leurs suppléants.

Répartiteurs titulaires

M. M. Servie Léonard à Espeoultiers, Babet Louis, Grabouaud Jean, Ferriéger, Laverque Michel, Servielle Corlangeau, Couturier Léonard, Corniquet, Clement, Roux, Servie, Gerbaud.

Répartiteurs suppléants.

M. M. Lagarde, Bassens, Corlange, Servielle Léonard, Servielle Servie, Petriauaud, Gerif, Dubouchaud, Lefèuvre, Chezillat.

Répartiteurs

N° D'ORDRE

Délégués à la révision de la liste électorale de la chambre de commerce et au tribunal de commerce de Lomme.

DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil désigne M. M. Lagarde Léonard et Couturier Léonard, pour la révision de la liste des électeurs du tribunal de commerce et de la chambre de commerce de Lomme.

Adjudication des bœufs de la ville

Délibération approuvée
par M. le Préfet
le 5 X 1914

Le Maire fait connaître au Conseil que l'adjudication des bœufs de la ville a été faite que pour une année civile le 31 Décembre prochain.

Le Conseil décide que l'enlèvement des bœufs sera mis de nouveau en adjudication pour une année seulement qui commençera le premier Janvier 1915, jusqu'au 31 Décembre 1915, et fixe l'adjudication au mardi 29 Décembre 1914 à 11 heures du matin dans la salle de la Mairie d'Espeoultiers.

L'adjudication sera faite au rabais par soumission, écrit et sous enveloppe cachetée.

Dans le cas où il ne se rencontrerait pas preneur, le Maire est autorisé à traiter séparagé avec un entrepreneur, où à le faire faire en régie.

Cette adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges élaboré par le Conseil Municipal le 27 Février 1903 et approuvé par M. le Préfet le 5 Mars 1903, tout ce qui n'est contraire aux dispositions précédentes sur le mode d'adjudication.

L'adjudication ne sera valable qu'après l'approbation de M. le Préfet de la Haute Vienne.

M. M. Grabouaud et Lagarde sont désignés pour assister le Maire à la dite adjudication.

Demande de remboursement pour suppression du courrier de Rojères

Le Maire fait connaître au Conseil que le Courrier de Rojères, pour lequel la Commune d'Espeoultiers alloue une subvention annuelle de 300^f, a été supprimé depuis le 2 Août 1914, et demande au Conseil de l'autoriser à réclamer à l'administration des Postes le remboursement de la somme de 66^f 6^c représentant les quatre mois qui restent à courir jusqu'au 31 Décembre 1914.

Le Conseil après délibération, donne tous les pouvoirs nécessaires au Maire pour réclamer à l'administration des Postes le remboursement

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

de cette somme.

Lettre de l'adjudicataire des droits de place demandant une réduction

Le Maire communique au Conseil la lettre suivante adressée par M^e Vézinaud adjudicataire des droits de place de la Commune d'Epinouillet.

Ceux sur Vienne le 10 Novembre 1914
Monsieur le Maire d'Epinouillet (St. Vienne)
Monsieur le Maire

Je soussigne Vézinaud Pierre placier demeurant à Cessy sur Vienne. a l'honneur de solliciter de votre bienveillance habilelle un dégrément sur les versements mensuels que j'effectue tous les mois pour frais d'adjudication des droits de place de votre ville.

Je demande à ce que le pris de 148.39 francs soit réduit à 50 francs pendant la durée de la guerre, car depuis la déclaration de cette dernière les marchands fournissent en très petits nombres sur la place et avec le peu d'affaires qui il y ait tant ils se refusent de payer le pris habituel de ce fait j'éprouve une perte série pour moi ce que je vous prouverai.

Dans l'espoir que Monsieur le Maire verra les circonstances actuelles constituant le vrai cas de force majeure voudra bien tenir compte de ma demande en y donnant toute la suite nécessaire et délivrer.

J'ai bien l'honneur d'être Monsieur le Maire votre dévoué serviteur.

Sigé : Vézinaud

Après délibération le Conseil décide de réduire à cent francs par mois, pendant la durée de la guerre les droits de place à acquitter par M^e Vézinaud adjudicataire.

Cantines scolaires
lettre de M^e Lascours

Le Maire donne communication au Conseil d'une lettre de Madame Lascours directrice de l'école communale, demandant à ce qu'on lui fournit un local, une cuisine et une marmite pour établir les cantines scolaires.

Après délibération le conseil décide d'offrir à Madame Lascours la somme de trente cinq francs, somme dont elle avait trouvée suffisante lorsqu'elle

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

s'occupait des cantines scolaires, mais refuse de lui fournir le local, la cuisine et la marmite.

Le Maire communique au conseil des demandes de pauvres gens de la classe 1913 qui réclament au profit de leurs parents l'allocation journalière fixe par la loi à titre de soutien indispensables de leur famille.

Le Conseil après délibération donne son avis favorable aux demandes des nommés Cascaly Pierre, Fongas Victor, Faup Pierre, Javard Louis, Mazenier Léon, Simon, Rebeyrolle Jean, Vézinaud Pierre.

Le Conseil constitue en comité secret, arrête la liste nominative des personnes admises à l'aide médicale gratuite pour l'année 1913.

Le Maire communique au conseil une demande d'inscription sur la liste des veillards, supérieurs et veuves concernant la commune Jeanne-Gressins veuve Coulard qui prétend avoir conservé son domicile de secours à Epinouillet.

Le Conseil après examen et l'avis de la commission administrative de l'Hospice accepte cette demande et décide qu'une allocation mensuelle de six francs sera versée à la nommée Jeanne-Gressins, veuve Coulard.

Soutiens de famille

assistance médicale
gratuiteassistance aux
veillards

Demandes d'hospitalisation

Le Maire communique au Conseil deux demandes d'hospitalisation, formulées par les nommés Jacques Léonard assisté de la loi du 14 juillet 1913, et Marie Gious.

Le Conseil après examen et l'avis de la commission administrative de l'Hospice, décide d'hospitaliser les nommés Jacques Léonard et Marie Gious.

Le Maire communique au Conseil une demande d'hospitalisation, présentée par M^e Joseph Lamy, coomunier à Epinouillet, concernant la nommée Marie Benoîte veuve Malaval, à raison de 1.50 francs par jour, et qui s'engage à payer cette somme journalière par mois et d'avance.

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil après avoir examené et l'avis de la commission administrative de l'Hôpital accepte l'hospitalisation de la veuve Marie Benizoue veuve Stalval à raison de 1.70 francs pour payable par mois et avance avec le cautionnement de M^r Joseph Samy.

*Georges L'Orange-Toros, Dimondan
Dauvray E. R. Chevillard
Pouliqué Chauvet, Garancé*

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 28 Février 1911

L'an mil neuf cent quatre-vingt-huit du mois de Février à dix heures du matin le Conseil Municipal de la Commune d'Esqueliers assemblé au lieu ordinaire de ses séances, au nombre de treize, en session ordinaire sous la présidence de M^r Fletout premier adjoint remplaçant M^r Le Docteur Gradel Maire mobilisé, en suite de la convocation faite par M^r Fletout adjoint de la ville Commune le vingt quatre de ce mois.

Présents M^rs: Fletout premier adjoint, Chaupeau adjoint, Lavorgne, Orliauge, Raboumaud, Rouet, Boulique, Chevillard, Demouchaud, Serre, Basseux, Gerbaud, Neuville Pierre, lesquels trouvent la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après les termes de l'article 53 de la loi du Janvier 1884;

Absents M^rs: Le Docteur Gradel Maire mobilisé, Coëquen, Babet, Berriquet, Neuville Leonard mobilisé, Petruaud, Couturier mobilisé, Goy, Lagarde.

Le Président a ouvert la séance

Il a été, en conformité de l'article 53 de la loi précitée, procédé immédiatement à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil,

M^r La Verge ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qui il a acceptées.

Le Conseil autorise le Maire à acquérir de Monsieur Boulique le terrain nécessaire à l'aménagement de la rue des Fossés au même prix par notre carrière que Monsieur Boulique l'a payé lui-même à Monsieur Brézinaut, aux héritiers Mantin et à Madame Glangeaud, et dispense de l'accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales.

Pour faire face à cette dépense le Conseil vote une somme de six cents francs qui sera inscrite aux chapitres additionnels de 1911.

Le Maire communique au Conseil les lettres suivantes adressées par M^r Dutellet Président de la

acquisition
terrain Boulique

Délibération approuvée
par M^r le Maire le
3 Mars 1911

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Lettres du M^e Dutelleot concernant les droits de passage pour le service du ravitaillement de l'Armée.

Commission d'admission, n° 18, concernant les droits de passage pour le service du ravitaillement de l'Armée.
Epinoultiers le 18 Février 1915

Le President de la Commission d'admission, n° 18
d'Epinoultiers à M^e le Maire de la Commune d'Epinoultiers
J'ai l'honneur de vous donner copie de la lettre que
je reçois de M^e le Sous Intendant Militaire et datée du 17 Février.

En réponse à votre lettre j'ai l'honneur de vous faire
connaître que la Commune d'Epinoultiers est la seule du
Département de la Haute Vienne qui demande à percevoir
les droits de passage des denrées faites aux bouches Municipales.

Je fais appel aux sentiments patriotiques de la
Municipalité d'Epinoultiers et je demanderai à ce que les
pesées soient faites gratuitement.

Veuillez m'accorder réception de ma lettre et me
faire connaître votre décision.

Signeé : Dutelleot

Epinoultiers le 22 Février 1915.

Le President de la Commission d'admission, n° 18
d'Epinoultiers à M^e le Maire de la Commune d'Epinoultiers.

J'ai l'honneur de vous communiquer une lettre du 18
courant par laquelle je vous donne copie de la lettre
de M^e le Sous Intendant Militaire, au sujet du paiement
des frais de passage pour les denrées destinées au ravitaile-
ment de l'Armée.

Je vous serai reconnaissant de me donner une
réponse concernant votre décision, pour que je puise le
communiquer à l'Intendance.

Signeé : Dutelleot.

Le Conseil a pris après délibération décide à l'unanimité qu'il
continuera de percevoir les droits de passage pour le service du
ravitaillement de l'Armée, car dans ce cas il n'est nullement
question de patriotisme, ces droits étant acquittés par les soldats.
Ces les bouches ayant les plus nombreux frais dans l'année
d'être réparées et nettoyées, les dépenses occasionnées par cela ne
peuvent être payées que avec les recettes qui proviennent du passage.

M^e Rouy L^euy des membres du Conseil proposa que la
Commune donne une concession perpétuelle et se charge de
l'entretien de la troupe pour tous les militaires qui
décéderont dans les Hôpitaux d'Epinoultiers.

Après délibération, le Conseil vote ce vœu à l'unanimité.

Concession perpétuelle
à tous les militaires
qui décéderont dans les
Hôpitaux d'Epinoultiers

N° D'ORDRE

DÉLIBÉRATIONS

Demande à ce
que on fasse venir de
la troupe à Epinoultiers

Sur la proposition de M^e Celius L^euy des membres
du Conseil, le Conseil après avoir délibéré décide à
l'unanimité de faire à M^e le Rielet de belz, pour lui
intervenir auprès des autorités compétentes pour obtenir
de faire venir de la troupe à Epinoultiers pour instruire
la classe qui va être appellée en Avril.

Dégrégation des prestations
pour 1915 des hommes
mobilisés.

Internement à l'astre
de Naupat de
Gacouturière Jeay

Hospitalisation
d'officier
Dupuy Auguste et
Gauthier Marie

Assistance
Médicale gratuite

Assistance aux
familles nombreuses

Sur la proposition du Maire, après avoir délibéré, le
Conseil décide à l'unanimité de dégrégner des prestations
pour l'année 1915, tous les hommes mobilisés.

Le Maire fait connaître au conseil qu'il a été intérêt
d'urgence à l'astre d'aléries de Naupat, le nomme
Gacouturière Jeay, âgé de 38 ans, demeurant avec
communauté de Parsac.

Le Maire fait connaître au Conseil qu'il a été
admettre d'urgence à l'Hôpital de Limoges, le nomme
Dupuy Auguste pour y subir une opération, et la
nommée Gauthier Maria âgée de 18 ans, atteinte d'une
grossesse d'environ 8 mois.

Après délibération, le Conseil donne acte au Maire
de ses communications et accepte ces admissions.

Le Conseil se constitue en comité secret et décide
d'en inscrire sur la liste d'assistance médicale gratuite la
nommée Marie Bardeuf épouse Rappy et ses cinq enfants
Clara, Emmanuel, Romuald, Odette Berthe et Gilberte
Rappy, la nommée Anna Rousset, la reconnue
Chevrotat

Le Maire communique au Conseil le dossier de
nommée Lapaguette Louis qui était inscrit sur la liste
d'assistance aux familles nombreuses au compte de la
Commune de Figeat le château, et qui a acquis son
droit de secours dans la Commune d'Epinoultiers,
depuis le 32 Février 1915.

Le Conseil après examen, et l'avis de la Commission
administrative de l'Hospice décide d'incrire sur la liste
d'assistance aux familles nombreuses de la Commune
d'Epinoultiers à partir du premier Mars, la nommée
Lapaguette Louis, et dit qu'une somme de 10 francs par
mois lui sera versée pour ses deux enfants André et
Marie Lapaguette.

N° D'ORDRE
Assistance aux
Ricéillards

DÉLIBÉRATIONS

Le Maire communique au Conseil plusieurs dossiers de demandes d'inscription sur la liste d'assistance aux Ricéillards, Infirmes et Incapables.

Le Conseil après examen, et l'avis de la Commission administrative de l'Hospice décide d'inscrire sur la liste d'assistance aux Ricéillards, Infirmes et Incapables suivants:

Sauvole Léonard pour une allocation mensuelle de 6^{fr} à partir du premier Mars 1919.

Labearme Léonard veuve pour une allocation mensuelle de 9^{fr} à partir du premier Mars 1919.

Roche Marie veuve Valériane pour une allocation mensuelle de 9^{fr} à partir du premier Mars 1919.

Mouret Léonard veuve Léocet Louis pour une allocation mensuelle de 9^{fr} à partir du premier Mars 1919.

Gorse Marie veuve Pivrot, pour une allocation mensuelle de 6^{fr}, à partir du premier Mars 1919.

Buthail Rose veuve Léonard, pour une allocation mensuelle de 6^{fr} à partir du premier Mars 1919.

Couland Jean, pour une allocation mensuelle de 6^{fr} à partir du premier Mars 1919.

Gouttebat Catherine Julie Josephine Augustine, femme Geneste Louis, pour une allocation mensuelle de 6^{fr}, à partir du premier Mars 1919.

Bernonton et Chayillat Jerry,
 Léopold Dassamy Germain
 Pauline Chantrey
 e Bour

DÉPARTEMENT
de la
HAUTE-VIENNE
ARRONDISSEMENT
DE LIMOGES
N° _____ du Registre

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Commune d'Eymoutiers

EXTRAIT DU REGISTRE
DES

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Objet :
Droits de place
de passage au village
et d'entretien

Séance ordinaire du 1^{er} novembre 1907

L'AN mil neuf cent Sept, le dix et
du mois d'novembre, à ses heures du matin
le Conseil municipal de la commune d'Eymoutiers
assemblé au lieu ordinaire de ses Séances, au nombre de
en session sous la présidence de Monsieur (1)

Le nombre des conseillers
municipaux en exercice est
de

(1) Maire ou Adjoint.

en suite de la convocation faite par M (1)
de la dite commune, le _____ de ce mois.

PRÉSENTS : MM. _____

lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer d'après
les termes de l'article 50 de la loi du 5 Avril 1884 ;

ABSENTS : MM. _____

Le Président a ouvert la séance.

Il a été, en conformité de l'article 53 de la loi précitée, procédé immédiatement
à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil ;

M. _____ ayant obtenu au scrutin la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Maire fait connaitre au Conseil que
la partie des droits de place, ainsi que celle des
droits de passage, de ménageage et de passage
qui avait été concédée pour une période de trois
ans par adjudication publique prend fin le 31
Décembre 1907, qu'il convient d'octroyer à une
nouvelle adjudication.

Le Conseil Secrétaire a lieu de procéder à une nouvelle
adjudication sous une forme de trois ans qui commençera le
1^{er} Janvier 1908 et s'terminera le 31 Décembre 1910.

L'adjudication aura lieu par l'oumission écrite et sera
enveloppée dans une enveloppe cachetée.

Le prix à payer annuel sera de 1700 francs pour la
partie de place, de passage et de ménageage réunis. — Des bascules
communales établies sur le lieu d'usage ne font pas partie de la
partie adjudication. — Des offres ne pourront être inférieures
à la moitié du prix ci-dessus énoncé.

Toute soumission au dessous de ce chiffre sera déclarée
nulle et non avenue.

Cette adjudication sera faite conformément aux clauses
et conditions des cahiers des charges établis par le Conseil
municipal au décret d'adjudication émis le 18 Décembre 1892 en tout
cas de la partie de place, de passage et de ménageage réunis
ce qui n'est pas conforme aux dispositions précitées sur la partie
d'adjudication et aux lois et règlements en vigueur sur la matière
tels pour les droits de place qui sont des droits de passage et
ménageage.

M. le Maire et l'adjoint sont désignés pour
assister le Maire à la dite adjudication.

La dite adjudication fixée au Dimanche 15 Décembre
1907 ne sera valable qu'après l'approbation de l'assemblée